



5

5

625

BIBLIOTECA NAZIONALE
CENTRALE • FIRENZE •

LES

CONSEILLERS BÉNÉVOLES

DU

ROI GUILLAUME

PAR
FRÉDÉRIC DE ROUGEMONT

SECONDE ÉDITION

REVUE, CORRIGÉE, CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉE



GENÈVE ET BALE
H. GEORG, LIBRAIRE-ÉDITEUR
1871

5.5.625,

12.7.602

LES
CONSEILLERS BÉNÉVOLES
DU
ROI GUILLAUME

PAR
FRÉDÉRIC DE ROUGEMONT

SECONDE ÉDITION

REVUE, CORRIGÉE, CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉE



GENÈVE ET BALE
H. GEORG, LIBRAIRE-ÉDITEUR
1871

Tous droits réservés.

GENÈVE. — IMPRIMERIE RAMEAU ET SCHUCHMAJER.

PRÉFACE DE LA SECONDE ÉDITION

J'ai mis à profit, pour cette seconde édition, les nombreuses critiques qu'on m'avait faites de vive voix, par lettres ou dans les journaux allemands. Ceux de langue française n'ont dit de mon opusculé ni bien ni mal.

Le très-court chapitre du passé est devenu une première partie de quarante pages. Elles doivent, non point excuser les prétendus forfaits des Allemands par ceux très-réels des Français, mais établir qu'il y a sagesse aux premiers à se fortifier contre les agressions des seconds, et qu'il y aurait sagesse aux seconds à tempérer leurs plaintes contre les premiers.

On m'avait en outre reproché de ne pas oser aborder l'histoire de Guillaume I^{er} antérieure à 1870 : je l'avais fait cependant en dix lignes ; je les ai développées ici en dix pages.

On m'avait accusé de passer sous silence certains actes officiels du Roi. Je les ai donnés en les faisant servir à ma cause.

La *Réforme*, de Hambourg, notait mes contradictions au sujet de l'annexion de l'Alsace. J'hésitais en effet. Je n'hésite plus.

A propos de Sedan, je me lançais dans des hypothèses, où se perdait le lecteur. Je les ai supprimées.

On me trouvait trop froid et trop réservé dans l'éloge que je faisais des Français. J'ose espérer qu'on sera plus satisfait.

La partie de l'*Avenir* était à peine ébauchée dans la première édition. La plupart de mes lecteurs s'étonneront et se scandaliseront de mes hardiesses prophétiques. Elles trouvent leur explication dans une étude combinée de l'histoire et de la Bible, d'où est résultée pour moi toute une philosophie, résumée dans mon explication de la *Révélation de Saint Jean*. D'ailleurs les vues que j'expose dans la présente brochure sur l'avenir du monde politique sont le pendant et le complément de celles que j'ai déjà hasardées sur celui du monde religieux dans la *Chute d'une idole*.

Le manuscrit de la première partie était à peine terminé qu'on en commençait l'impression, et j'ai poursuivi mon travail de révision, ou plutôt de rédaction nouvelle, toujours talonné par MM. l'éditeur et les imprimeurs. C'est une mauvaise condition pour faire du bon ouvrage. Aussi les lecteurs voudront bien ne pas juger trop sévèrement les incorrections de style, certaines nuances trop pâles ou trop vives, quelques répétitions inutiles, et une ou deux erreurs que je n'ai pu qu'indiquer à la dernière page.

Neuchâtel, 1^{er} mai.

AVANT-PROPOS

DE LA

PREMIÈRE ÉDITION

Cette brochure n'est ni politique, ni philosophique, ni religieuse. Elle est tout historique. Je ne veux que rappeler certains faits à qui les oublie.

A d'autres la tâche d'exposer les grands principes de la civilisation moderne, et de les appliquer pour la première fois au roi Guillaume et aux Allemands. A d'autres celle d'examiner avec quelle humanité et délicatesse la guerre se fera, et quel respect on aura pour la liberté des peuples conquis, dans ce beau règne de mille ans où il n'y aura plus ni conquête ni guerre. Je prends, en modeste historien, le monde actuel pour ce qu'il est, c'est-à-dire, pour un monde de péché et de souffrance, et je suis parfaitement convaincu qu'il restera jusqu'à sa fin ce qu'il a toujours été. Les vieux pécheurs, obstinés et endurcis, ne se réforment et ne se convertissent pas l'avant-veille de leur mort. Je crois non moins fermement au triomphe définitif du bien : mais jusqu'à cette journée-là, si les bons

deviennent toujours meilleurs et abondent de plus en plus en œuvres de charité et de pitié, les méchants iront en empirant et s'endurciront toujours plus.

Je ne veux pas davantage soumettre à une critique plus ou moins sévère la politique de M. de Bismarck. Sa politique très-réaliste, comme disent les Allemands, a rencontré à Berlin même de très-hauts et puissants adversaires, et des Hégéliens, tels que M. Rosenkrantz, étaient d'accord avec les hommes les plus pieux pour défendre cette politique idéaliste qui devait placer la Prusse à la tête de l'Allemagne par les voies toutes pacifiques de la persuasion et du bon exemple. J'accepte ici l'Allemagne telle que l'a faite M. de Bismarck, comme j'aurais pris l'Italie telle que l'a faite M. de Cavour.

L'Allemagne unie lutte corps à corps avec la France. Le sol français est inondé du sang de l'une et de l'autre. C'est une guerre affreuse. M. Gladstone l'avait bien prévu. Il était à table quand il apprit la déclaration de guerre. Il se leva en s'écriant : « O Dieu ! un million d'hommes de tués ! » et il s'enferma dans son cabinet. Au spectacle de cette lutte, toute l'Europe s'est divisée en deux camps. Le camp français travaille à rejeter sur les Allemands la responsabilité, soit de la guerre entière, soit de la guerre depuis Sedan.

Aux reproches et aux conseils qu'on adresse au Roi de Prusse, on apporte une telle passion que l'instinct de la justice m'a mis la plume à la main. Je veux rappeler aux Français leur passé, qui est un passé de conquêtes, les souvenirs qu'ils ont laissés en Allemagne, les terreurs qu'ils inspirent à leurs voisins, le but qu'ils se proposaient dans cette présente guerre, et celui que, d'entrée, ont poursuivi leurs ennemis.

Les Français voulaient enlever à l'Allemagne la rive gauche du Rhin, et l'Allemagne, pour mettre fin à leurs agressions continuelles, veut leur enlever l'Alsace et Metz.

Réclameraient-ils peut-être pour eux le double privilège de posséder un territoire inviolable et sacré, et de l'agrandir à leur gré aux dépens de leurs voisins?

Mais qui spolie, n'a pas le droit de se plaindre, s'il est spolié.

Qui a toujours prélevé des contributions énormes sur les peuples vaincus, n'a pas le droit de se plaindre, si, vaincu à son tour, il paye des contributions plus ou moins modérées à son vainqueur.

Qui aurait bombardé Mayence, et, au besoin, Berlin, n'a pas le droit de se plaindre, si l'on bombarde Paris ou Strasbourg.

Faire de sa capitale la première place forte du pays et prétendre (avec M. Blanc dans son *Appel à la nation allemande*) que le siège de Paris serait « un phénomène monstrueux, le scandale de l'histoire, » ce n'est pas sérieux.

La menace à la bouche et l'arme au poing, s'arroger le droit d'intervenir dans les affaires de son voisin, c'est courir la chance qu'un d'eux, enfin, perde patience et vous remette à la raison.

Que si, pour ne pas être spolié, un peuple veut verser tout son sang, il en est libre.

Mais, si la contrée qu'on lui enlève, est d'une moitié ou des deux tiers moins étendue que celle qu'il se proposait d'enlever, est-il bien venu à se défendre à outrance, et si elle ne forme que la trente-huitième partie du territoire national, est-il fondé à prétendre qu'il se bat pour son indépendance?

Qu'aurait dit la France des Allemands, si, après avoir perdu leurs armées et tout en étant toujours et partout battus, ils s'étaient opiniâtrément refusés à lui céder les provinces rhénanes qu'elle occuperait et qu'il serait impossible de lui arracher? Ce patriotisme-là lui aurait-il semblé bien sublime?

Que si M. Gambetta veut sauver non l'intégrité du sol français, mais l'honneur de la république, cela me touche

peu; car je vois telle nation plus heureuse sous ses rois que telle autre sous un président ou un dictateur.

Je ne m'en cache d'ailleurs point : mes sympathies sont plus allemandes que françaises. Protestant, j'aime mieux la patrie de Luther que celle de Louis XIV révoquant l'édit de Nantes. Patriote, je redoute l'esprit conquérant de la France, tandis que je m'associe depuis longtemps de cœur aux efforts qu'a faits l'Allemagne pour arriver à l'unité. Neuchâtelois, après la rupture définitive de nos liens avec la Prusse, j'ai gardé un souvenir de reconnaissance, et, je puis ajouter, d'affection pour la dynastie des Hohenzollern, qui a fait, pendant un siècle et demi, le bonheur de ma patrie.

Mais sympathie n'est point partialité. On le verra, si l'on veut bien me lire : je ne me-fais point le panégyriste des Allemands. Je sais même telles pages de cette brochure qui leur causeront une vive peine. Que si je ne me suis pas appesanti sur toutes les horreurs qu'on raconte d'eux, c'est que, sur dix cas, il en est neuf qui me paraissent excessivement douteux. Je crois le bien que les Français disent des Allemands, le mal que les Allemands disent d'eux-mêmes, le bien et le mal que les neutres disent des uns et des autres, et surtout les lettres privées dont je connais les auteurs. Mais les proclamations officielles et les journaux de la France, quand ils accusent les Prussiens, m'inspirent, et pour d'excellentes raisons, fort peu de confiance.

La Suisse est ma patrie. Membre d'un peuple neutre, je vis sur un sol neutre. Placé entre la France et l'Allemagne, j'entends arriver des deux parts des voix contradictoires. Je me flatte de connaître quelque peu l'un et l'autre pays, et il n'est pas difficile de voir que la France est dans une complète ignorance sur les sentiments et les vues des Allemands. Je me borne à lui faire connaître, à lui rappeler, à redresser les faits qu'elle oublie, ignore ou al-

tère. Je suis bien moins un avocat qu'un juge instructeur. Je dois même quelques excuses à mes lecteurs de leur présenter un aride et indigeste dossier.

Mes compatriotes savent qu'après huit années d'exil, j'ai travaillé pendant quatre mois à la conclusion du traité de Paris de 1857, qui a mis fin à la principauté de Neuchâtel. Ils savent aussi que, depuis mon retour dans mon pays, j'ai vécu complètement étranger aux affaires politiques. Aussi n'est-il pas d'écrit plus personnel que cette brochure. En rendre responsable tout un parti, ce serait *mentir sciemment et méchamment*.

Sans renier quoi que ce soit de mon passé, j'ai accepté franchement la république comme une dispensation de la Providence divine. Les serments qui me lient à la Constitution actuelle, me sont aussi sacrés que ceux que j'avais prêtés à nos princes, et la loyauté avec laquelle j'ai gardé les uns, peut, ce me semble, être un garant de celle que je mets à observer les autres.

Le bien que je dis du roi Guillaume ne satisfera pas les Allemands qui veulent faire de lui un David, et excitera l'indignation et les rires ironiques des Français ou de leurs amis. Ce prince est, à mes yeux, l'instrument choisi de Dieu pour faire une œuvre immense, dont nos enfants seuls comprendront toute la portée. Pour M. Louis Blanc et la France entière, il est au contraire « l'Attila du XIX^{me} siècle. » Ces jugements pourraient sans doute se concilier; car Attila lui-même se nommait la verge de Dieu, et c'est ainsi que les prophètes hébreux désignent les grands destructeurs des royaumes et des peuples, les Sennacherib et les Nébucadnésar. Mais l'œuvre que le roi Guillaume a mission d'accomplir, est à mon sens une œuvre bénie; il édifie plus encore qu'il ne détruit. Que les Français, à l'heure présente, ne puissent comprendre cette mission, personne ne leur en fera un reproche: Nébucadnésar n'était pour les patriotes de Jérusalem qu'un féroce conquérant,

et Jeanne d'Arc elle-même, la pieuse et pure Jeanne d'Arc, pour les Anglais qu'une méchante sorcière. Je suis intimement convaincu que dans peu d'années les amis de la vraie liberté et de la civilisation rendront pleine justice au roi Guillaume, tout en signalant et déplorant l'alliage humain qui s'est ajouté à l'œuvre divine.

Au reste, je désire plus que je n'espère que ces pages contribuent à l'apaisement des passions. Je sais pourtant un Français qui, en apprenant les exactions que les armées de sa patrie avaient commises en Allemagne, a dit : « Maintenant je comprends que l'on se doit mutuellement beaucoup de support, et je ne me plaindrai plus. »

Neuchâtel, 23 janvier 1871.

Ces feuilles avaient été écrites alors que les généraux Chanzy, Faidherbe, Bourbaki et Trochu menaçaient à la fois les armées allemandes, et qu'un retour de la fortune pouvait donner aux accusations et aux conseils des Français, la sanction du triomphe. Il y avait alors quelque courage à prendre la défense du roi Guillaume. Aujourd'hui, Paris a capitulé et l'armistice est signé. J'avais devant moi une nation qui se disait sûre de la victoire finale, et voilà que sa capitale s'avoue vaincue et demande grâce. La brochure aurait dû être jetée de nouveau dans le moule pour en changer la forme. Mais ça ne se peut, le temps presse. D'ailleurs Lyon ni Bordeaux ne paraissent disposés à cette heure de suivre l'exemple de Paris. Le sud de la France pourrait donc fort bien rester longtemps encore ce qu'était la France entière lorsque j'ai pris la plume.

31 janvier.

PREMIÈRE PARTIE

LE PASSÉ

I.—L'ancienne monarchie française.

L'Allemagne, d'Othon I à Frédéric II et au grand interrègne, avait été la première puissance de l'Europe et avait tenu en mains les grands intérêts de l'humanité. Pendant plus de quatre siècles l'histoire de la race germanique fut la plus riche en beaux et nobles caractères et la moins chargée de crimes et de scandales. Les chefs du Saint-Empire romain défendirent même la cause de tous les princes et de tous les peuples contre la plus redoutable des tyrannies, celle de la papauté. Mais ils furent vaincus, et leur nation, succombant avec eux, entra dans une longue période de déclin et de marasme.

Au XVI^e siècle, cette même Allemagne rendit par Luther au monde chrétien la vérité, la foi personnelle et la liberté. Mais elle se déchira en deux moitiés, et, par ses guerres de religion, acheva de perdre le peu de force qui lui restait, tandis que les Turcs à l'Est, les Français à l'Ouest, agissant parfois d'un commun accord, l'attaquaient en même temps ou tour à tour.

Maximilien I avait déjà un *Livre noir* où il inscrivait

les péchés de la France envers l'Allemagne. Mais nous n'en commencerons l'énumération qu'avec les spoliations de Henri II. Ce roi, qui persécutait les protestants en France et les protégeait en Allemagne, s'empara en 1553 des trois évêchés de Metz, Toul et Verdun. Ce fut, dit Sismondi, « une œuvre de trahison. » Ces villes étaient le triple boulevard de l'Allemagne à ses trois portes occidentales, et elle ne fit pas entendre la moindre protestation.

Henri IV, lorsque Ravaillac le frappa de son poignard, achevait de formidables préparatifs de guerre contre l'Autriche qu'il voulait abaisser à tout prix. Il rêvait d'une monarchie élective de Bohême, et d'un soi-disant Empire d'Allemagne, qui aurait été à la merci de la France comme l'a été la Confédération napoléonienne du Rhin.

Puis vint la guerre de Trente ans qui laissa l'Allemagne couverte de sang et de ruines, déserte, anéantie; on aurait dit un pauvre soldat perdant son sang par vingt blessures et dépouillé par les hyènes des champs de bataille de tous ses vêtements. C'étaient les armées catholiques de Tilly et de Wallenstein qui l'avaient réduite en cet état, tandis que celles de Gustave-Adolphe s'illustraient par la protection qu'elles apportaient aux bourgeois et aux paysans. Cependant, la France qui, par sa politique de bascule et d'ambition, avait prolongé indéfiniment cette guerre lugubre, sut à la paix de Westphalie se faire céder les droits de l'Autriche sur une partie de l'Alsace, et l'Allemagne expirante y prit à peine garde¹.

Louis XIV, pendant la guerre de Hollande, s'empara des dix villes impériales de l'Alsace et terrorisa l'Allemagne entière par les affreuses dévastations qu'opéraient partout ses armées. La ruine du Palatinat, en 1674, illustra Turenne et Mélac. L'électeur Charles-Louis dans son indignation envoya un cartel à Turenne, qui, pour obéir à

¹ Voyez H. de Sybel, *Les droits de l'Allemagne sur l'Alsace et la Lorraine*. Bruxelles, 1871, p. 39 sqq.

son roi, ne se présenta pas au rendez-vous. Quant à Mélac, son nom est aujourd'hui celui que les habitants du Palatinat donnent de préférence aux gros chiens de bouchers. Le seul prince allemand qui dans cette lutte fit preuve de patriotisme et d'énergie fut le Grand Électeur, le noble et pieux Frédéric-Guillaume; mais l'Autriche était déjà jalouse de la grandeur naissante du Brandebourg, et les autres princes se prenaient sottement d'admiration pour ce Louis XIV qui mettait à feu et à sang leurs États. Le Grand Électeur fut seul à rougir de la paix de Nimègue (1678): *Excoriare aliquis*, s'écria-t-il, *nostris ex ossibus ultor!* « Puisse un vengeur naitre de nos os! » Le vengeur s'est fait attendre deux siècles.

Bientôt après, en pleine paix, par la plus indigne des trahisons, Louis XIV s'empara, le 30 septembre 1681, de la ville libre et impériale de Strasbourg. Dans ce siècle de lâche trahison et de fanatisme religieux, il se trouva un Furstenberg pour célébrer cette spoliation par un *Te Deum*, et pour dire au Roi lors de son entrée dans cette cité: « Seigneur, tu laisses maintenant ton serviteur aller en paix, car mes yeux ont vu ton salut. » Ce Furstenberg était l'évêque même de Strasbourg. Mais, plutôt que de subir le joug de l'étranger, plusieurs familles alsaciennes de la haute noblesse abandonnèrent leur patrie et fixèrent leur demeure au delà du Rhin. D'autres familles émigrèrent en Amérique, où elles se souviennent encore de leur origine. A Strasbourg, le souvenir des anciennes libertés et de la perfidie de Louis XIV vivait naguères encore en secret dans bien des cœurs, et il se serait fait jour à cette heure s'il n'avait pas été étouffé par les horreurs du dernier bombardement.

En poursuivant ses fameuses « réunions, » Louis XIV éleva des prétentions sur le Palatinat. Le Grand Électeur et l'Empereur s'allièrent contre lui (1686). Irrité, pour faire une diversion favorable aux Turcs, il saccagea la Souabe et la Franconie. L'empereur Léopold déclara que

« la couronne de France était l'ennemie non-seulement de l'Empire, mais de toute la chrétienté, et méritait d'être assimilée aux vrais Turcs. »

En 1689, Louis XIV se surpassa lui-même. Il fit incendier tout le Palatinat. Ce souverain de la plus civilisée des nations donna à l'aimable et galant duc de Créqui la liste de 1,200 villes et villages à brûler. Le duc s'acquitta consciencieusement de sa commission. Alsey, Baden, Bruchsal, Heidelberg et son splendide château, Kreuznach, Mannheim, Offenbourg, Pforzheim, Rastatt, Spire, Worms et cent autres villes furent détruites. A Spire et à Worms, les habitants avaient obtenu par leurs instantes prières quelques centaines de chars pour sauver au moins les débris de leurs fortunes : les chars arrivèrent, mais, quand on y eut entassé tout ce qu'on avait de plus précieux, les Français s'en emparèrent et firent main basse sur cette proie.

Voilà le souvenir que la France de Louis XIV a laissé de ses armées à la nation allemande.

Du règne de Louis XV, nous ne rappellerons ici que l'acquisition de la Lorraine, la bataille de Rossbach et les ravages commis par les Français dans la Westphalie, la Hesse et le Hanovre. Il y eut alors peut-être moins de carnage que dans la guerre de Trente ans ; mais c'étaient les mêmes exactions et la même brutalité. Paris sait fort bien que le maréchal de Richelieu eut l'effronterie de nommer *Hôtel d'Hanovre* le palais qu'il avait construit avec le fruit de ses rapines. De cette époque date en Westphalie et dans la Basse-Saxe la haine invétérée et traditionnelle des paysans pour les « Franzosen. »

Voltaire lui-même disait que « le Français était un composé de la moitié d'un singe et de la moitié d'un tigre, » et ailleurs, dans son *Dictionnaire philosophique* : « Les nations étrangères jugent de la France par les spectacles, par les romans, par les jolis vers, par les filles d'opéra qui ont les mœurs fort douces, par nos danseurs d'opéra qui ont

de la grâce, par M^{lle} Clairon qui déclame des vers à ravir. Elles ne savent pas qu'il n'y a point, au fond, de nation plus cruelle que la française. » Et cependant cette nation n'avait pas encore ajouté à la Jacquerie et à la Saint-Barthélemy les horreurs de 1793.

II. — La république française.

La république française, en 1789 et 90, avait en pleine paix arraché à l'Allemagne, au nom de la liberté et de la fraternité, le tiers de l'Alsace, 254 communes avec 252,000 habitants, que les princes allemands administraient encore sous la suprématie française¹. Attaquée par le duc de Brunswick, elle porta la guerre au delà du Rhin. C'était son droit. Mais quelle était sa manière de guerroyer et quel souvenir a-t-elle à son tour laissé de ses armées à la nation allemande? Mélac était un honnête homme auprès de Jourdan, et les troupes de Jourdan n'ont en Allemagne pas d'autre nom que celui de hordes de brigands. C'est sans doute à eux que le *Pays* faisait allusion, quand il invitait les jeunes filles allemandes à demander à leurs mères si le Français victorieux n'est pas irrésistible².

Des brigands ! C'est là, dira-t-on, l'injure que tout peuple vaincu jette à la face des vainqueurs, et qu'aujourd'hui la France adresse aux armées allemandes. Mais ce mot, je le retrouve dans des écrits du temps d'une incontestable impartialité. Voici J.-J. Derché, employé au comité du

¹ H. de Sybel, *Les droits*, etc. p. 77 sqq.

² Un Allemand du Rhin nous racontait l'autre jour la scène dont son père avait été le témoin à Bacharach. Les soldats français y étaient arrivés un dimanche au moment où l'on sortait de l'Église. Ils se jetèrent sur les femmes et les jeunes filles. Les pères, les maris, les frères s'armèrent de leurs hâches et frappèrent à coups redoublés sur ces brutes. Mais plusieurs de ces malheureux Allemands périrent dans la mêlée.

salut public, auteur d'un discours sur la question : *Est-il de l'intérêt de la république française de reculer ses limites jusqu'aux bords du Rhin* ¹ (de l'Alsace à la mer du Nord)? « La France devenue libre ne sera jamais trop puissante. Elle doit pour accroître sa prospérité acquérir cette immense et laborieuse population, s'approprier ces provinces fertiles arrosées par quantité de rivières navigables. Elle le doit pour son commerce : Flessingue sera un second Brest, un nouveau Toulon. Elle le doit pour la sûreté de ses frontières et la protection de l'Alsace et de la Lorraine. Elle le doit aux vaillantes armées qui viennent de faire la conquête de toute la rive gauche du Rhin. L'unique objection, ce sont les sentiments des populations; les esprits y sont encore infectés de la rouille des préjugés; on se refuse à reconnaître dans les Français les libérateurs remplissant les devoirs d'un bon père qui souvent fait le bien de ses enfants sans les consulter et par la contrainte; on est aigri par les vexations de quelques agents infidèles, les contributions forcées et d'autres inconvénients, effets nécessaires de la guerre; la république française pourrait même être menacée de plusieurs Vendées. » Comment Derché résout-il la difficulté? Par l'annexion. « La république n'en doit pas moins préparer le bonheur de ces contrées, et ce bonheur ne saurait s'effectuer que par la réunion; c'est le seul moyen de les venger de toutes les horreurs que leur ont fait essuyer ces essaims de Verrès et de Hastings, qui se sont enrichis de leurs dépouilles et des aliments destinés à nos braves défenseurs. Que la république punisse tous les scélérats qui, dans ces contrées, ont déshonoré le nom français, désorganisé nos armées, préparé nos revers et servi nos ennemis; qu'elle leur fasse rendre un compte sévère de leurs dilapidations; que le règne des lois et de la justice succède promptement aux horreurs du crime et du brigandage.

¹ Paris, chez Desenne et Louvet, an IV de la république française.

dage; que la réunion soit effectuée et irrévocablement proclamée aux habitants de la rive gauche du Rhin : bientôt ils chériront la république, et, comme nous, feront le serment de verser leur sang pour la défense de la patrie et de la liberté. Réalisons ce précepte du sublime Buffon : « L'homme ne peut que par le nombre, n'est fort que par la réunion, n'est heureux que par la paix. »

De ces brigandages, on en remplirait aisément un volume. Je me bornerai à extraire quelques lignes d'un long rapport officiel du représentant Becker à la Convention, daté du 25 prairial (13 juin) 1795. « Le Palatinat est un pays riche et fertile dont la France aurait pu tirer par des républicains honnêtes 200 millions de francs, et où l'armée du Rhin aurait pu vivre pendant quinze mois dans l'abondance. Mais l'histoire de l'évacuation de ce pays n'est qu'une compilation de monstruosité, d'infamies, d'exactions et de brigandages. Une bande d'hommes sauvages et barbares, sous la conduite de René Legrand qui avait une commission secrète signée par Saint-Just et Lebas, a dans ces belles contrées renversé tout ordre social, répandu la frayeur dans l'âme de tous les habitants paisibles et jusque dans la chaumière des pauvres, pillé les maisons du toit à la cave, arraché jusqu'aux serrures des portes, enlevé tout ce qui pouvait se transporter, et donné pour toute réponse, avec un rire moqueur, aux malheureux qui se plaignaient : « Tout est à nous, il ne vous reste que les yeux pour pleurer. » Ils ont tout fait pour rendre le nom français dans ces contrées un objet d'horreur et d'exécration¹. »

Becker avait voulu réunir toutes les quittances de la commission; mais ces brigands s'étaient bien gardés d'en donner de toutes leurs réquisitions, et plusieurs villages

¹ Je cite ce rapport d'après la traduction allemande qu'en a donnée le *Revolution's Almanach von 1796*. Goettingen.

étaient tellement terrorisés qu'ils n'osèrent pas envoyer les leurs. Avec les seules pièces qu'il avait en mains, Becker constata que les contributions en argent du Palatinat s'élevaient à 3,345,783 livres, 7 sous, 11 deniers, desquelles 130,000 seulement avaient été livrées au trésor public d'après la déclaration de Cambon.

Voici un échantillon des divers genres de brigandages que commettaient les agents français.

L'un reçoit en assignats le paiement d'une contribution, prétend que plusieurs de ces assignats sont faux, et se fait livrer 34,000 francs en argent.

Un autre reçoit 2,305 florins pour se comporter honnêtement dans ses exactions.

A Spire, à Worms, on pillait la caisse des négociants, et l'on vendait en enchères publiques les pièces de drap d'un marchand ou les meubles des bourgeois.

La commune de Burweiler estimait à 17,694 florins le vin dont elle avait été spoliée. Un bourgeois de Rhodt, dont les caves avaient été pillées, réclamait 55,152 livres. A Spire, on avait enlevé 972 tonneaux sans compter tous ceux du chapitre.

Ailleurs on vendait en enchères publiques tout le bétail d'une commune, puis on l'enlevait aux acquéreurs et on le mettait une seconde fois en vente.

Ces brigands officiels avaient pillé et incendié douze à quinze châteaux splendides, et l'un d'eux s'était fait avec les meubles de ces résidences princières une fortune de quatre millions de livres.

Les églises catholiques et luthériennes furent dépouillées de tous leurs ornements et vases précieux, de leurs cloches, de leurs orgues ; on enleva jusques aux grilles en fer et au plomb des fenêtres.

Les réquisitions se faisaient le sabre au poing ; les menaces étaient si atroces que des femmes moururent de frayeur ; on réduisait au silence avec une balle dans la

tête les malheureux qui vous importunaient de leurs plaintes.

Enfin, ces agents français réquisitionnaient des femmes. Mais ici Becker se refuse à mettre par écrit les infamies qui sont arrivées à sa connaissance. Il cite seulement ces mots du mémoire de la municipalité de Deux-Ponts : « Nous ne trouvons pas de couleurs assez noires pour peindre ce monstre que l'enfer avait vomi pour le malheur de son siècle. »

Jourdan et Moreau pénétrèrent en 1795 par le Main et le Danube au cœur de l'Allemagne. En passant par Francfort, qui en 1792 avait été déjà frappé d'une contribution de 5 1/2 millions de francs, ils demandèrent à cette ville seule 2 millions de francs à livrer sur l'heure et 8 millions de contributions. Épouvantés par les déprédations de ces hordes de Français, tous les États se hâtèrent les uns après les autres de payer pour un armistice : le Wurtemberg, 4 millions de francs ; Baden, 2 ; le cercle de Souabe, 12 ; les principautés ecclésiastiques de ce même cercle, 7 ; la Bavière, 16 ; la Franconie, 10. Mais les paysans n'en avaient pas moins été exposés à de telles exactions et à de tels actes de brutalité qu'en 1796, après la défaite de Jourdan à Wurzburg, ils firent la chasse aux Français comme à des bêtes fauves.

Pour ne citer qu'un exemple de tout ce que les villes du Sud de l'Allemagne ont eu à souffrir des armées françaises, je prendrai Heilborn qui, à la fin du siècle passé, n'avait d'autres sources de richesses que ses bains et ses vignobles, et qui en 1834 n'avait encore que 7,580 habitants. Cette petite ville, qui comptait à peine en 1789 4 à 5,000 habitants, avait acheté de la république française la paix en concourant pour une grosse somme aux 12 millions payés par le cercle de Souabe. Elle n'en fut pas moins, à cette date, occupée sans motif et pillée par le général Ney. Il fusilla le libraire Allinger (moins célèbre, mais non

moins malheureux que Palm), et se fit payer en trois mois 104,324 florins, sans compter les réquisitions en nature. Dans cette somme sont comprises : honneur au commandant Boreau 175 fl. ; douceur au commissaire Charpentier 176 fl. ; honneur au général Royer 8,800 fl., et au même le lendemain (2 nov.) 2,200 fl. ; honneur à trois officiers français 957 fl. Les contributions et les réquisitions continuèrent sur le même pied en 1800 et 1801. Les frais de guerre s'élevèrent, pour cette seule ville, à 1,400,999 fl. Aussi sa dette, qui en 1793 était à peine de 8,000 fl., était encore, en 1866, de 356,109 fl. 50 kr.

On a trouvé dans les papiers de lord Castelreagh une liste des contributions levées par la France dans les différents pays de l'Europe depuis le commencement de la révolution jusques au Consulat. Le chiffre des États allemands est de 1,679,904,000 francs, de 1792 à 1800. Comme la valeur de l'argent était alors double de ce qu'elle est aujourd'hui, cette somme équivaut à 3 $\frac{1}{2}$ milliards de notre monnaie actuelle. Napoléon a d'ailleurs continué à rançonner l'Allemagne pendant quatorze longues et lamentables années.

III. — Les Français en Suisse.

Avant de quitter l'Allemagne du Sud pour celle du Nord, qu'on veuille bien me suivre quelques instants en Suisse. Il m'est difficile de rappeler les maux de nos voisins d'outre-Rhin sans me souvenir de ceux de ma patrie. Mais je laisse ici la parole à un de mes concitoyens de langue allemande, et je ne suis que son traducteur. Il écrivait le 5 mars dernier à sa fille :

« Aujourd'hui il y a 73 ans, la pauvre Berne, contre laquelle l'odieux La Harpe avait appelé 40,000 Français, perdait son sang sur les champs de bataille de Fraubrunnen, Grauholz et Neueneck, et devait pour la première fois depuis son origine ouvrir ses portes à l'ennemi.

« Puis se succédèrent coup sur coup toutes ces exactions du soi-disant droit de la guerre qui sous sa forme nouvelle est un monument de la première république française. D'abord l'enlèvement de tout le trésor de l'État, argent et titres, ascendant à 30 millions de francs ; puis une contribution de 6 millions, trois mois de réquisitions jusqu'au complet épuisement de toutes les subsistances, des logements militaires en nombre infini, douze magistrats emmenés comme otages, et enfin le territoire bernois déchiré et diminué des trois quarts (Argovie, Vaud et l'Oberland). Mais auparavant la ville et la campagne avaient été mise au pillage, et d'après évaluation officielle le dommage avait été de 4 millions et demi¹. Nous devons aujourd'hui dou-

¹ La plupart des familles patriciennes furent à cette date dépouillées de leur argenterie, et quelques-unes à demi ruinées. — On

bler cette somme pour nous rendre un compte exact des malheurs de notre patrie.

« Nos pères et nos mères durent les supporter dans la désolation et les larmes, sans trouver ailleurs je ne dis pas le moindre secours, mais la moindre pitié. Ils ne pouvaient que prier, et que pressentir qu'un jour, à la même mesure qui leur était appliquée, seraient aussi mesurés ceux qui, avec une cruauté qu'on appelle aujourd'hui frivolité, leur avaient apporté la guerre et toutes ses horreurs.

« Nos confédérés, plusieurs au moins, eurent un sort pareil au nôtre, et presque tous les peuples de l'Europe le subirent les uns après les autres. Quelques-uns même l'eurent plus affreux encore.

« Ainsi les pauvres bergers de ce Nidwald, qui est à peine plus grand qu'un de nos baillages. Dans leur simplicité, ils eurent l'audace de repousser la constitution helvétique qui leur était imposée : dix mille Français vinrent les y contraindre par le fer et le feu. Le soleil du 9 septembre 1798 se leva sur un bain de sang : 86 hommes morts en combat-tant; 197 hommes, 114 femmes, 25 enfants égorgés après le combat, la plupart dans l'église de Stanz, auprès du prêtre, devant l'autel, et 560 maisons réduites en cendre.

« Et maintenant?... les pères et les mères reposent dans le sein de Dieu; les enfants et les petits-enfants ont, d'après son commandement, pardonné et oublié. Mais Lui se souvient; car il est dans la société humaine un ordre moral qui a pour fondement la foi en la rémunération divine, et cette foi ne doit pas disparaître du monde. De là cet effrayant châtement du peuple qui a comblé la mesure de ses fautes. Nous pouvons, nous devons, nous voulons, comme *chrétiens*, sympathiser à ses souffrances, nourrir et

se demandait alors en Suisse si Rapinat venait de rapine ou rapine de Rapinat. Ce général avait pour secrétaire un Forfait et pour agent subalterne un Grugeon. — Les Français mirent les plaintes amères des Suisses sur le compte de « l'avarice, caractère distinctif des petits peuples montagnards. »

(Trad.)

vêtir ses malheureux qui sont nus et affamés et, si possible, verser du baume sur chacune de ses blessures. Mais ce serait *blasphémer la souveraine justice de Dieu* que de vouloir, avec notre courte vue et notre esprit obtus, nous élever contre *son* jugement. Car ici-bas sa volonté s'accomplit toujours et en son temps. Qu'on ne fasse donc pas aux autres ce qu'on ne voudrait pas qu'ils nous fissent !

« Telles sont mes pensées à l'anniversaire du 5 mars. »

D'après un calcul où l'on a fait entrer les populations respectives du canton mutilé de Berne et de la France, les budgets des deux pays et la différence de valeur de l'argent, les charges de Berne en 1798 ont été 5 $\frac{1}{2}$ fois plus lourdes que celles que le traité de Versailles vient d'imposer à la France.

IV. — L'Empire français et la Prusse ¹.

En 1806, la Prusse déclara la guerre à Napoléon. Elle la fit avec la plus aveugle confiance en ses forces. Elle se croyait au lendemain de Rosbach, et ne se doutait pas que l'incrédulité, la frivolité, la soif des jouissances, la corruption des mœurs l'avaient, comme des légions de termites, rongée et consumée en secret. Un seul choc la jeta à terre, et après Iéna, toutes ses forteresses furent, comme celles des Assyriens dans Nahum, « des figues mûres tombant à la première secousse dans la bouche de celui qui les veut manger. » La guerre de Sept ans avait fait de la Prusse une puissance de premier rang; sept semaines la dépouillèrent de ses armées, de sa puissance, de sa gloire, et les sept mois pendant lesquels les Russes, ses alliés, tentèrent de la sauver d'une ruine totale, aboutirent à la paix de Tilsit. La Prusse entière était au pouvoir des Français.

Comment le vainqueur se conduisit-il envers le vaincu ? Quel antécédent la France d'alors a-t-elle laissé à la Prusse d'aujourd'hui ?

Napoléon avait dans son cœur une haine secrète pour la pieuse et chaste reine Louise et pour l'honnête Frédéric-

¹ Les pages qui suivent, sont extraites d'une excellente brochure allemande qui avait été traduite en français et publiée à Neuchâtel, et qui, oubliée de nous tous, était enfouie dans la bibliothèque de notre ville. Le titre en est : *Tableau de la conduite du gouvernement français en Prusse depuis la paix de Tilsit*, par un Prussien ; chez Fauche-Borel, 1814. Cet opuscule mériterait les honneurs d'une réimpression.

Guillaume. Il sentait qu'il y avait là une force morale qu pourrait un jour être pour lui un danger, et aussi aurait-il volontiers rayé la Prusse du rang des États indépendants. A Tilsit, le 12 juillet 1807, il réduisit la Prusse de 9,743,000 âmes à 4,938,000, et, pour l'humilier devant l'Europe entière, il constata par l'article IV de son traité de paix avec Alexandre, que ce n'était que « par égard pour S. M. l'Empereur de toutes les Russies, » et pour « unir les deux nations (russe et française) par les liens d'une confiance et d'une amitié inaltérable. » qu'il « consent à restituer à S. M. le Roi de Prusse, allié de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, » la majeure partie des contrées situées à l'Est de l'Elbe.

La paix était signée ; mais les revenus de la Prusse devaient être livrés à la France jusqu'au complet paiement de la contribution de guerre, et 150,000 soldats ennemis avec 50,000 chevaux vivaient entre la Vistule et l'Elbe aux frais des malheureux habitants, que les commissaires impériaux accablaient de charges extraordinaires de tout genre. Frédéric-Guillaume III n'eut qu'une pensée : délivrer de la présence des Français ce qui lui restait de ses États héréditaires, et consacrer tous ses soins au soulagement de son peuple qui succombait en pleine paix sous le poids de la guerre. Pour atteindre ce but, il fallait payer les 19 millions de francs qui étaient le solde de la dette. Mais l'intendant-général français présenta une note de 154 1/2 millions, qu'il voulut bien réduire à 112. Le Roi dut céder et signer.

Mille difficultés surgissent sur le mode de paiement. On convient enfin d'un projet d'arrangement, qui est soumis à l'Empereur. Napoléon ne cache point au prince de Prusse Guillaume qu'il ne ferait dépendre l'évacuation de la Prusse que de ses autres combinaisons politiques. Cependant plus tard il consentit à retirer ses troupes moyennant paiement de 180 millions de francs, dans lesquels entraient tous les intérêts arriérés. Par générosité, il réduisit la somme à

140 millions, et, sur l'istante intervention d'Alexandre, à 120. Le Roi, en refusant d'accepter ce règlement de comptes, aurait amené l'entière destruction de sa monarchie : il signa le traité du 8 septembre 1808.

Mais on lui imposait par ce même traité de tout nouveaux sacrifices :

La réduction de l'armée prussienne à 42,000 hommes, sans qu'elle pût être augmentée les dix premières années ;

La remise des forteresses de Glogau, Stettin et Custring entre les mains des Français ; la première jusqu'au paiement de la moitié des contributions, et les autres jusqu'à l'entière vérification de la totalité du paiement ;

L'entretien de 10,000 hommes de troupes françaises comme garnisons de ces places, et l'approvisionnement de siège pour six mois dans chacune ;

L'établissement de sept routes militaires et d'étapes entre ces trois places, le grand-duché de Varsovie, la Saxe, Dantzig et Magdebourg.

Le 5 novembre de la même année, les 120 millions étaient payés. L'armée française se retira au-delà de l'Elbe, et les caisses de l'État furent remises aux autorités prussiennes.

Mais le 10 mai 1808 avait été conclu à Bayonne, entre Napoléon et le roi de Saxe, grand-duc de Varsovie, un traité par lequel le prince allemand s'engageait à payer à son redoutable allié 200 millions de francs. Pour faciliter à son complice ou à son esclave le paiement de cette somme, Napoléon lui céda ses créances sur les propriétés que le roi de Prusse possédait dans le grand-duché de Varsovie, et dont le sort avait été réglé par la convention vraiment léonine du 8 septembre. Cependant, avant cette date, le roi de Saxe avait déjà mis le séquestre non-seulement sur ces propriétés, mais sur celles de la Banque et de la Compagnie maritime, mais sur celles des deux caisses des veu-

ves, de la Chambre des orphelins de Potsdam, des hôpitaux et des Chambres de justice, mais sur celles des églises, des fondations pieuses, des universités et des écoles, mais enfin sur celles des simples particuliers. On dressa, avec une exaspération sans exemple, l'inventaire de tous ces biens qui ascendaient à 17,013,956 risd. 20 gros. On peut difficilement se représenter la consternation qui se repandit parmi des milliers de familles, de veuves, d'orphelins, qui se voyaient en pleine paix dépouillés de toutes leurs ressources. Frédéric-Guillaume, qui gémissait de leur détresse et de son impuissance, se déclara prêt à tous les sacrifices pour faire cesser une aussi odieuse spoliation. On leva la confiscation des fonds de la Caisse des invalides et de celle des veuves; mais le séquestre fut maintenu sur 15 millions d'écus appartenant à la Prusse. Le vrai criminel, c'était d'ailleurs moins le roi de Saxe que l'empereur des Français.

Ruinée, épuisée, saignée à blanc par son impitoyable ennemi, il restait à la Prusse une ressource, le commerce maritime. Mais Napoléon en avait déjà fermé tous les ports, le 12 juillet 1807, aux vaisseaux anglais. Bientôt après, le 11 juin 1808, il les ferma à ceux de la Suède; puis le 9 mars 1810, à tous ceux où se trouveraient des denrées coloniales; le 19 juillet de la même année, à ceux des États-Unis. Le 28 juillet 1811, le gouvernement prussien, qu'on voulait à la fois avilir et ruiner, fut contraint d'ouvrir ses ports et d'en faciliter l'entrée à tous les bâtiments, dans le but de saisir ceux qui seraient en contravention, et de vendre les marchandises confisquées en déduction de la contribution de guerre. Des consuls français, qui avaient constamment la menace à la bouche, surveillaient avec une excessive rigueur l'observation des conventions. Pour comble de maux, Dantzig, Rostock et Stralsund qui, contrairement aux traités, étaient aux mains des Français, devinrent, à dater de 1810, de vrais repaires de pirates qui

donnaient la chasse aux vaisseaux marchands de la Prusse jusque dans ses ports. Cependant Frédéric-Guillaume, à qui l'on imposait depuis Paris toutes les ordonnances de commerce, conséquences logiques du système continental, soulageait indirectement et en silence son peuple, en supprimant certains droits de consommation et d'entrée, et en modérant ceux qu'il était forcé d'établir.

En 1811, la Prusse avait acquitté la première moitié de sa dette, *avec les intérêts qu'on réclamait d'elle sans merci*, et en 1812 l'autre moitié allait être payée par les fournitures à livrer pour la campagne de Russie. Aux termes des traités, Napoléon aurait dû retirer les dix mille hommes qui occupaient les trois forteresses de l'Oder, Stettin, Custrin et Glogau. Que fit-il ? Il arracha à sa victime une nouvelle convention, celle du 24 février 1812, par laquelle il se faisait céder ces places fortes pour un temps indéfini.

La Prusse, qui avait scrupuleusement accompli toutes les volontés de son maître, et s'était libérée de sa contribution de guerre, aurait dû avoir recouvré son indépendance ! Mais quelle était en réalité sa position ? Non-seulement elle était coupée en tout sens par onze routes militaires pour l'usage des troupes françaises ; mais, contre la foi des traités, six forteresses étaient aux mains des ennemis : celles de l'Oder, dont on avait porté les garnisons de 10,000 à 23,000 hommes, et qui coûtaient à la Prusse 250,000 risd. par mois ; Magdebourg, avec 12,500 hommes ; Dantzig, avec 20,000, et, enfin, Stralsund, dont les Français s'étaient inopinément emparés le 27 janvier 1812. L'ennemi avait 50,000 soldats dans un pays qui ne devait en avoir sur pied que 42,000.

Le vrai souverain absolu de la Prusse, c'était Napoléon.

Mais il ne lui suffisait pas d'étreindre sa proie dans ses griffes de fer et de l'étouffer à demi : il fallait à chaque heure varier ses tourments. Les commandants des forteresses de l'Oder fatiguaient méchamment les autorités de

leurs plaintes sans fondement et de leurs exorbitantes prétentions. Puis, outrepassant leurs pouvoirs, ils défendaient à la poste de faire son service sans leur permission, arrêtaient des transports, ordonnaient des visites domiciliaires, imposaient des passe-ports français aux vaisseaux marchands, se faisaient payer pour 8,491 quintaux de marchandises 1,028,018 francs d'impôts, destituaient des officiers de police prussiens, mettaient les villes en état de siège.

Cependant la guerre de Russie était imminente. Frédéric-Guillaume ne pouvait que se déclarer l'allié de celui qui était de fait son tyran. De mars 1812 à l'hiver suivant, 480,000 hommes et 80,000 chevaux traversèrent sur trois grandes routes les Etats prussiens. Nul ne peut dire ce que ce passage de troupes a coûté à ce royaume; car, tandis que le gouvernement, d'après la convention du 24 janvier 1812, subvenait par des fournitures régulières à leur entretien, les soldats se permettaient chez les bourgeois et les paysans des exactions et des rapines qui surpassaient de beaucoup la charge des réquisitions. On sait seulement que, par semaine, le corps du duc d'Abrantès coûtait au gouvernement 400,000, et celui du prince d'Eckmühl 378,000 risd.

La Prusse livra, jusqu'au 8 septembre 1812 : 314,981 quintaux de froment, 233,688 quintaux de seigle, 28,157 quintaux de pois, 1,702,744 bouteilles d'eau de vie, 44,845 bœufs, 72,600 quintaux de foin, 24,568 quintaux de paille, 1,251,558 mesures d'avoine, 7,169 chevaux.

Mais à ces 7,169 chevaux il faut en ajouter 77,920, je dis soixante dix-sept mille neuf cent vingt qui furent enlevés et volés, ainsi que l'ont été 13,394 chariots et, dans huit cercles seulement de la Prusse orientale, 22,772 bœufs.

Vers la fin de septembre 1812, la Prusse non-seulement s'était entièrement acquittée de sa dette par ses fournitures, mais ses avances s'élevaient à 94 millions de francs. En dépit de toutes les conventions, jamais elle ne put ob-

tenir des autorités françaises le règlement des comptes, et Napoléon, à son retour de Moscou, se crut dispensé par ses revers de payer ses dettes à Frédéric-Guillaume.

On évalue à 900 millions de francs les sommes payées en argent et en nature par la Prusse à l'Empire de 1806 à 1812. Cinq millions d'habitants et 900 millions de francs : c'est 180 fr. par tête. A ce taux-là, la France, dont le sol est si riche, l'industrie si prospère et le commerce si florissant, devrait payer aujourd'hui de 14 à 20 milliards.

Mais pour se faire une juste idée de la conduite de la France impérialiste en Prusse et dans le reste de l'Allemagne, il faudrait demander aux villes et aux familles tout ce qu'elles ont eu à souffrir de l'avidité insatiable, de la brutalité, de l'insolence et des calomnies des vainqueurs.

Les historiens ne font trop souvent qu'une rapide allusion à ce qui se grave le plus profondément dans l'esprit des nations, et ils se traitent longuement sur des batailles ou des traités de paix qui ne sont plus pour elles que de vains noms. Nous insisterons ici de toutes nos forces sur une calomnie partie de si haut, je me trompe : de si bas, et visant si haut qu'après soixante ans l'écho en vibre encore dans des millions de cœurs allemands. Napoléon I^{er}, ce parvenu sans dignité ni noblesse, poursuivait de ses grossières plaisanteries la reine Louise ¹. Dans les bulletins de la grande armée, il la comparait, tantôt à la belle Armide, habillée en amazone, portant l'uniforme de dragon et soufflant le feu de la guerre; tantôt à lady Hamilton (la célèbre maîtresse de Nelson), *mettant la main sur son cœur et regardant le bel empereur de Russie*. Caulaincourt, avec le cynique langage d'un soldat, calqué sur celui du maître, disait, à propos d'un voyage fait par le roi et la reine de Prusse près de Napoléon, et dont on cherchait le but politique : « Il n'y a point de mystère, la reine vient..... » Ma

¹ Alfred de la Guéronnière, *Les deux abîmes*, p. 76.

plume se refuse à finir la phrase. De tels propos faisaient mourir Louise de honte et de douleur, et ils pèsent aujourd'hui dans les souvenirs de la Prusse dix fois plus que les 900 millions qu'elle a dû payer à la France.

La haine de Napoléon pour la nation prussienne n'éclatait pas toujours en odieuses calomnies ou en menaces bruyantes : elle savait aussi se dissimuler à tous les regards. Voici ce que raconte le feld-maréchal autrichien Koller, qui accompagna Napoléon à l'île d'Elbe¹ : « J'acquis, sur la flotte que je visitai à Toulon, une nouvelle preuve de la manière infâme dont l'empereur des Français en agissait envers les Prussiens. Sur le vaisseau amiral, deux matelots misérablement vêtus m'adressèrent tout à coup la parole en allemand : ils me prièrent au nom de Dieu de les délivrer de l'esclavage, eux et leurs 300 compagnons d'infortune. C'étaient tous des Prussiens, dont près de la moitié du corps de Schill, et les autres des prisonniers faits à Dantzig en 1807. Au mépris du traité de paix, on les avait envoyés à Anvers, et de là conduits enchaînés à Toulon, où ils étaient traités comme des galériens. » Sur le rapport de M. Koller, Louis XVIII fit délivrer ces malheureux.

Napoléon avait dit à des Prussiens : « Je rendrai votre noblesse si petite qu'elle sera forcée de mendier. » Il tint sa parole. En 1810, non-seulement les riches étaient appauvris, et l'État ne pouvait plus payer ses employés, mais les classes moyennes manquaient de pain, les paysans étaient ruinés, et les indigents étaient plongés dans la plus affreuse misère. Le nombre des chevaux dans la Prusse orientale se trouvait réduit à un douzième, et, sur un espace de quatre milles allemands carrés, il ne restait plus que huit vaches. On n'avait plus assez de blé pour les se-

¹ *Voyage de Napoléon Bonaparte de Fontainebleau à Fréjus*, par le comte de Truchsess-Waldbourg, traduit de l'allemand. Neuchâtel, 1815.

mences, des districts entiers étaient en friche, et les arbres commençaient à y pousser.

Les Français avaient enlevé des villages, avec les bestiaux et les chars, les hommes eux-mêmes, qui ne revenaient pas et qui périssaient on ne sait où. Vendamme se plaisait à répéter qu'il ne laisserait aux Silésiens que leurs yeux pour pleurer leur misère. Son habitude était, quand il avait dîné dans un château, de faire enlever par ses gens toute l'argenterie de table. Dantzic, que le traité de Tilsit avait déclaré république libre, resta pendant sept ans occupé par les Français. « On frémit, écrit un historien allemand d'une rigoureuse impartialité, en voyant à quels odieux traitements fut soumise cette malheureuse cité. Le moindre de ses malheurs fut la somme de quarante millions de florins qu'elle eut à payer en argent et en munitions, et cependant dans ce chiffre ne sont pas compris les sacrifices du commerce paralysé par le blocus continental, ni les pertes des particuliers. » Königsberg fut, en 1807, taxé par Soult, qui au moins préserva la ville du pillage, à huit millions de francs. Breslau dut en payer dix-huit.

Mais rien ne peut se comparer aux malheurs de Lubeck et de Hambourg.

Lubeck, en 1806, était une ville libre et n'avait point pris parti pour la Prusse. Ses anciennes fortifications étaient à demi rasées. Néanmoins Blucher s'y jeta avec son corps d'armée que l'ennemi serrait de près, et, malgré les protestations des autorités, il tenta de s'y défendre. Mais, après un siège de 24 heures, les Français pénétrèrent dans cette cité, qui fut livrée pendant trois jours à toutes les horreurs et les infamies d'une ville prise d'assaut. « L'histoire, pour me servir des expressions du même écrivain allemand, l'histoire se refuse à décrire, dans un siècle de civilisation, le destin sans nom de cette malheureuse cité. » Voilà comment la France, il y a soixante ans,

se comportait en pays neutre, et cependant elle n'avait pas encore appelé à son aide les turcos.

Les malheurs de Hambourg sont plus connus que ceux de Lubeck. Le système continental avait infligé à Hambourg « des souffrances et des pertes incalculables¹. » Cette cité avait « passé, avec une rapidité inouïe, de l'état de la plus riche opulence à celui d'une ruine totale. » Mais ce n'était là que le commencement des douleurs. Le 18 décembre 1810, Hambourg fut réuni à l'empire français, et Davoust nomma chef de la police un vrai scélérat, Brun d'Aubignosc, « le même qui s'était déjà rendu fameux à Toulon. » Il « s'associa un essaim d'êtres méprisables, pris dans la lie du peuple. Pères, mères, frères, sœurs, enfants, amis, tout fut dénoncé et vendu par la cupidité de ces espions d'une espèce aussi horrible que nouvelle. » Sous prétexte de réprimer la contrebande, d'Aubignosc établit « un système de pillage manifeste, » appuyé par les menaces, la violence, les cachots et la mort. « Cette conduite abominable » lui a valu justement le surnom de Robespierre de Hambourg. Le 24 février 1813, la cité hanséatique, se souvenant de son ancienne gloire, tenta de briser un joug devenu intolérable, et la colère du peuple fit parmi les fonctionnaires français de nombreuses victimes. Mais cet élan de patriotisme, qui n'était pour les conquérants étrangers qu'une criminelle émeute, fut étouffé dans le sang. Trois semaines plus tard, à l'arrivée des troupes russes, la ville tout entière s'arme pleine de cet enthousiasme qui de la Prusse se propageait dans l'Allemagne entière. Mais Davoust arrive à la tête de troupes nombreuses, et Hambourg, mollement défendu par les alliés, retombe au pouvoir de ses oppresseurs. Le général fran-

¹ Pour éviter toute exagération, j'emprunterai les faits et leur appréciation à un apologiste de Davoust : *Le Robespierre de Hambourg démasqué. Réponse à une brochure* (d'un Anglais, de Haupt, ancien officier) intitulée : *Hambourg et le maréchal Davoust*, par un ancien fonctionnaire français. Paris, 1814.

çais, dans le simple but de semer partout la terreur, réduit en cendres des villages, entre autres Rothenbourg et Lienthal, et fusille dans toutes les grandes villes plusieurs hommes de marque. Hambourg est frappé d'une amende de 48 millions de francs, qu'elle doit payer en un mois, et transformé en une ville forte. *On contraint les habitants à travailler aux fortifications*; au cœur de l'hiver, on en expulse dans les 48 heures 40,000 sur 120,000, et 8,000 villas furent détruites sans qu'on laissât même aux propriétaires quelques heures pour enlever leurs meubles. Un des lieutenants de Davoust faisait enlever chaque jour des jeunes personnes honnêtes, soit par ruse, soit par force ¹. En 1810 on s'était déjà emparé de toutes les caisses de l'amirauté, des maisons et des sociétés de charité, des hôpitaux, des prisons, et Bourienne avait en outre versé tant en argent qu'en fournitures, pendant son séjour à Hambourg, une valeur de près de cent millions de francs dans le trésor de l'empereur. Mais en 1813, contre le droit des gens et par un acte que son apologiste ne tente pas même d'excuser ², Davoust enleva tout l'argent de la Banque, huit millions de marcs ou quinze millions de francs. Le gouvernement français refusa plus tard de rembourser cette somme, par la raison « qu'elle n'avait pas été employée à des dépenses d'un intérêt public. » C'était, semble-t-il, avouer que quel-qu'un l'avait gardée pour soi seul.

Pillage et brutalité, ruine et déshonneur : telle est la signification qu'a pour l'Allemagne le nom de soldat fran-

¹ *Mémoires de Bourienne*, t. IX.

² L'embarras du fonctionnaire français contemporain fait un singulier contraste avec l'assurance de M. Thiers traçant le portrait idéal de Davoust à Hambourg. Cet « exact et probe général » ne s'empara de l'argent de la Banque que parce que la ville se refusait à payer les contributions de guerre, et il employa aux services publics ces 13 millions de francs, « sans en détourner un centime pour aucun emploi obscur ou équivoque. » Voilà le roman moderne, dont Bourienne ne laisse pas subsister une phrase.

çais; tels sont les deux spectres qui se sont dressés devant l'Allemagne effrayée, au moment où la guerre actuelle a éclaté; tels sont les deux fléaux dont cette nation veut à tout prix prévenir le retour ¹. Pour atteindre ce but, elle versera la moitié de son sang, et même elle se permettra de reprendre aux Français les portes et les clefs de sa demeure. Ce sont là tous les mystères de sa politique, comme au reste le roi Guillaume nous le dira bientôt.

Nous avons encore à citer, des années 1812 à 1815, quelques faits qui importent à notre discussion.

En 1813, Frédéric-Guillaume appela toute la nation à prendre les armes, par un édit du 28 avril, que la presse viennoise a tout récemment fait connaître à la France, et qui spécifiait tous les moyens de nuire à l'ennemi. Mais on s'est bien gardé de citer l'édit du 11 juillet qui tempérait, pour ne pas dire : révoquait le premier. La Prusse d'ailleurs, à cette date, n'a pas commis l'inconséquence de reprocher à la France les représailles, suites inévitables d'une guerre de francs-tireurs.

En 1814, lors du traité de Paris, la France vaincue sut persuader à ses vainqueurs que, pour le bien de l'Europe, elle devait être grande, forte et florissante. Et, cependant, l'histoire de la république et de l'empire venait de démontrer que, puissante, la France mettait à feu et à sang tout le continent et s'annexait peuples après peuples, royaumes après royaumes. On lui laissa toutes les conquêtes de Louis XIV et Louis XV; on y ajouta même Avignon, Nice,

¹ Pour faire comprendre aux Français quels souvenirs ils ont laissés en Allemagne, il est nécessaire de citer des paroles comme celles-ci qui sont d'un des hommes célèbres d'outre-Rhin, M. le professeur Fréd. Vischer, à Stuttgart: « Vous laisser les pays que vous avez dérobés et que nous avons repris, ce serait laisser le poignard aux mains d'un brigand et d'un meurtrier que le châtiment aurait irrité jusqu'au sang. »

- la Savoie et le Montbéliard, et la nation qui, pendant plus de vingt ans, s'était en vingt contrées gorgée d'or, n'eut pas à payer la moindre contribution de guerre.

Il n'en fut plus de même en 1815. Les puissances avaient fini par s'irriter contre cette France qui les obligeait constamment à verser à flots pour leur défense le sang de leurs sujets. Elles lui imposèrent une amende de 700 millions de francs. Mais ce n'était pas la dixième partie des pertes qu'elle leur avait causées, et, en la ménageant ainsi, elles lui sacrifiaient les intérêts de leurs peuples. D'ailleurs, nous sommes les premiers à reconnaître que, si dans la guerre de 1815 les armées alliées ont eu beaucoup à souffrir des francs-tireurs du Nord-Est de la France, les représailles ont été sévères. Toutefois, aucun général allemand n'a laissé après lui la réputation des Jourdan et des Vandamme. Je n'ai jamais entendu dire que Châlons ou Versailles, ou telle autre ville aussi rudement éprouvée, gémissent aujourd'hui sous le fardeau des dettes qu'elles auraient contractées alors, tandis que des centaines de villes allemandes sont encore obérées depuis les guerres de l'empire. Quoi qu'il en soit, les Français entendent que cette unique campagne contre-pèse tous les innombrables et odieux excès commis en Allemagne par leur nation pendant deux longs siècles. Les Allemands se permettent de n'être pas de cet avis. Ils veulent bien pardonner; mais ils ne peuvent oublier et ne sont pas assez simples pour s'endormir dans une aveugle confiance.

Enfin, et surtout, nous rappellerons qu'en 1814 et 15, alors qu'on refaisait la carte de l'Europe, les Allemands réclamèrent en vain l'Alsace et la Lorraine. « Ce que les généraux font de bien, disait Blücher, les diplomates le défont. » L'Autriche elle-même avait d'abord appuyé la demande des princes allemands, dans l'espoir que ces deux grandes et riches provinces seraient constituées en une

principauté dont l'archiduc Charles serait le souverain. Mais lorsqu'elle vit l'impossibilité de les acquérir, elle ne voulut pas que quelque autre prince allemand les reçut en partage, et la Prusse se trouva seule à défendre les intérêts de l'Allemagne. Guillaume de Humboldt et le général de Knesebec le firent dans des mémoires fort remarquables, où ils démontraient comment l'Allemagne ne serait jamais en sûreté tant que Metz, les Vosges et Strasbourg seraient aux mains des Français, qui, à la première occasion, s'empareraient de toute la rive gauche du Rhin. Si les efforts de la Prusse vinrent échouer contre le mauvais vouloir des autres puissances, l'Allemagne resta persuadée que ses désirs n'étaient que trop légitimes.

V. — L'Allemagne et la Prusse de 1815 à 1870.

Tandis que les Allemands reprochent à la France ses conquêtes et ses exactions passées, la France reproche au roi Guillaume et à la Prusse leurs injustices récentes, et elle en fait comme l'arrière-plan du sombre tableau qu'elle trace de leur conduite actuelle.

Mais en fait d'histoire, la France ne connaît bien que la sienne, et elle ignore tout spécialement celle de l'Allemagne. Sans me laisser détourner de mon sujet par toutes ses accusations, je veux au moins rappeler ici en quelques pages ce qu'a voulu, subi, tenté et opéré la nation allemande de 1815 à 1870.

Ces cinquante-cinq années sont celles de son unification. Elles forment un drame en trois actes, dont la guerre de l'indépendance a été le prélude, et ce drame compte cinq personnages principaux.

Ces personnages sont : le peuple, l'Autriche, les États secondaires, la Prusse et la révolution.

Le peuple ou la nation qui, en 1813, avait versé son sang pour expulser de son sol l'étranger, aspirait par la liberté à l'unité, par l'unité à la puissance et à la gloire.

Tout occupée de faire vivre en paix ses vingt nations, l'Autriche avait la plus profonde indifférence pour les intérêts de l'Allemagne.

Les princes secondaires, naguère vassaux de leur empereur, entendaient jouir en plein des droits de suzeraineté que leur avait conférés Napoléon I^{er}, le grand ennemi de

leur patrie. Leur devise était : morcellement et absolutisme, et l'Autriche était leur point d'appui.

La Prusse sortait purifiée du creuset de l'épreuve ; mais le congrès de Vienne l'avait faite aussi faible que possible. Elle devait donc chercher sa force en elle-même, dans ses ressources matérielles, morales et intellectuelles, et, en même temps, elle sentait son existence indissolublement liée à celle de la nation germanique.

La nation et la Prusse faisaient cause commune, et leur cause était celle du progrès. En face d'elles se dressait l'Autriche, qui prenait sous sa protection les petits princes et qui opposait une force invincible d'inertie à tout essai de réformes. *Quicquid non movere* : tel était son môt d'ordre.

Mais la lutte entre ces deux grands et honnêtes partis du passé et de l'avenir était troublée par l'intervention de notre cinquième personnage, la révolution démagogique universelle. Elle agit sous terre et dans les ténèbres par ses sociétés secrètes, apparaît au grand jour avec le masque de la nation, dont elle se fait le Sosie pour mieux la perdre, mine et renverse religion, morale, famille, État, et prétend fonder dans le sang, par la plus odieuse tyrannie, une société nouvelle où toutes les nations, unies et confondues, célébreraient une perpétuelle orgie.

Le premier acte comprend la période de 1815 à 1840. C'est le règne sans partage et sans gloire d'un conservatisme aveugle qui prend la nation pour la révolution, et qui, par peur de l'une, charge l'autre de fers. La diète de Francfort, pour ne pas faire de faux pas, n'en fait aucun, et elle s'endort d'un sommeil de mort. Frédéric-Guillaume III qui, après dix ans d'effroyables tempêtes, avait besoin de repos et de paix, se range dans les affaires fédérales à la politique inintelligente du prince de Metternich. Mais dans ses propres États il restaure les finances, complète le système militaire, fortifie ou introduit le principe du *self-government* dans l'administration des provinces et des

villes, développe l'instruction publique et surtout abolit (en 1818) les entraves du commerce dans toute l'étendue de son royaume. La résistance opiniâtre que lui opposa la Diète, l'obligea, à dater de 1828, de former, par la voie des concordats, avec plusieurs des États secondaires, une *Union des douanes*, qui, en 1834, embrassait 25 millions d'Allemands. Le Zollverein était l'Allemagne de l'avenir brisant les étreintes d'institutions qui avaient été calculées pour l'empêcher de naître et la tuer au berceau.

Avec 1840 commence le deuxième acte, où l'Allemagne se réveille, marche vers son but, s'égare sur les voies de la révolution, et, à l'ordre de l'Autriche, recule honteuse et désespérée.

En cette année 1840, M. Thiers menaça la province rhénane : la Diète, secouant quelques instants son sommeil, se prêta à la réforme de l'armée fédérale. Frédéric-Guillaume IV monta à cette même date sur le trône de Prusse, et la nation dans les fers poussa un cri d'espérance. Le nouveau roi, de concert avec son ami et son conseiller secret, M. le général de Radowitz, travailla en effet avec autant de désintéressement que de zèle au grand œuvre de l'unité allemande. Son idéal était, non point la monarchie féodale du moyen âge, ni je ne sais quelle théocratie mystique, mais un État fédératif qui concilierait la forte unité du pouvoir central avec la diversité et le libre jeu des États particuliers¹.

L'Autriche opposa son apathie accoutumée à toutes les réformes prussiennes, qui embrassaient l'armée, le droit civil et les intérêts matériels². Le roi, dont les in-

¹ Le Roi appliquait à la constitution de l'Allemagne son principe de la hiérarchie sociale, qui était déjà celui d'Aristote, et qu'Auguste Comte a formulé dans ces mots : la multiplicité des travaux ou des classes et la combinaison des efforts.

² Mémoire de M. de Radowitz, du 20 novembre 1847, sur les mesures à prendre par la Diète germanique, dans *Deutschland und Friedrich Wilhelm IV*, par J. v. Radowitz. Hambourg, 1848.

tentions étaient si droites, les pensées si nobles, la piété si sincère, recula devant les obstacles qu'il trouvait à chaque pas devant lui, et M. de Radowitz, qui restera l'une des gloires les plus pures de l'Allemagne moderne, ne sut pas inspirer à son royal ami l'énergie sans laquelle tout progrès est impossible¹. La révolution de 1848 éclata avant qu'aucune réforme eût été opérée, et l'on put croire qu'elle imposait au Roi les mesures salutaires qui étaient depuis huit ans le but constant de ses efforts.

Tandis que les sociétés secrètes, s'alliant à la lie du peuple, faisaient éclater aux mêmes jours des émeutes dans toutes les capitales et assassinaient les plus nobles de leurs adversaires, la nation allemande, représentée sans ses princes et avec ses révolutionnaires par le Parlement de Francfort (ouvert en mai 1848), tentait de se constituer en un État fédératif qui porterait le nom traditionnel d'Empire, et elle en décerna, le 28 mars 1849, la couronne au roi de Prusse. Mais elle avait dû en exclure l'Autriche, qui ne pouvait y entrer ni pour ses seules provinces allemandes, ni avec tous ses peuples magyars, slaves et italiens.

Cependant à Vienne avait surgi tout à coup, en novembre 1848, un homme audacieux, impérieux, violent, hautain, arrogant, le prince de Schwarzenberg, qui tenta de rendre aux Habsbourg non-seulement l'hégémonie de l'Allemagne, mais la domination sur tout l'Occident. Il soumit à une même constitution toute l'Autriche, et prétendit la faire entrer sous cette forme dans la Confédération germanique. Il rétablit la vieille Diète, défendit à Frédéric-Guillaume IV d'accepter la couronne qu'on lui offrait, et

¹ Un jour comme il était à Vienne et que le ministre autrichien écoutait ses projets de réforme avec la plus profonde indifférence, M. de Radowitz, exaspéré, lui dit : « Vous me rappelez ce Grand-Vizir à qui l'on annonçait le mariage d'un prince danois, et qui répondit : « Que m'importe qu'un verrat du Danemark épouse une truie allemande ! »

annonça l'intention « d'avilir la Prusse pour la démolir ¹. »
— « Silence! disait un manifeste autrichien. Quand l'empereur a parlé, les margraves se taisent ². »

Les occasions d'humilier la Prusse ne tardèrent pas à se présenter. Dans la Hesse-Électorale, la Prusse soutenait contre le despotisme du prince les légitimes demandes du peuple et de ses représentants. Dans le Schleswig et le Holstein, les Allemands étaient opprimés par le Danemark, comme les Lombards et les Vénitiens par l'Autriche. On prétendait les daniser. Ils avaient appelé à leur secours, en avril 1848, la Diète germanique, et, à cette date, lord John Russel, Garibaldi et Louis Blanc prenaient leur défense. La Diète déclare la guerre, la Prusse fait marcher ses troupes, les Allemands des duchés saisissent leurs armes pour défendre leurs droits et leurs libertés. Mais, en 1850, le prince de Schwarzenberg cite devant lui la Prusse dans la ville d'Olmütz, et lui intime l'ordre d'abandonner ses protégés et dans les duchés et dans la Hesse. M. de Manteuffel a peur et cède. Seulement, pour couvrir sa retraite et sauver les apparences, il fit raser quelques arbres devant les forteresses de la frontière méridionale, tout en avertissant la cour de Vienne que ces démonstrations n'étaient point un réavis et une menace. Sa lettre fut publiée en entier dans un journal autrichien! C'est ainsi qu'on *avilissait la Prusse pour la ruiner*. Livrée à la risée de l'Europe, elle perdait son rang de grande puissance. J'ai vu de mes yeux à Berlin, en 1857, à propos des affaires de Neuchâtel, à quel degré de faiblesse et d'anéantissement était tombée la Prusse sous le ministère de M. de Manteuffel. Je sentais trembler sur ses bases l'édifice de Frédéric II. Il ne fallait offenser ni l'Autriche, ni la Russie. Si l'on eût voulu mettre à la raison la Suisse, le plan de

¹ D'après M. de Sybel, *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1866, p. 494.

² D'après M. Taillandier, *id.*, 15 octobre 1866, p. 940.

campagne aurait dû être revu, corrigé et approuvé à Paris. J'entendais soutenir gravement par un professeur l'opinion que Frédéric II a été le mauvais génie de la Prusse, en l'obligeant à prendre place parmi les puissances de premier rang. Ceux qui souffraient le plus d'un tel abaissement, n'y voyaient aucun remède. Les officiers seuls étaient impatients de se mesurer avec les Autrichiens, et de relever par quelque grande victoire l'honneur du drapeau national.

La Prusse avilie et démolie, la cause de l'unité allemande semblait perdue pour toujours. Mais Dieu tenait en réserve pour la faire triompher, au troisième acte : le roi Guillaume, auquel était réservée la couronne impériale; M. de Bismarck, qui sauverait la Prusse et restaurerait l'empire germanique, et M. de Moltke, qui rendrait à l'Allemagne ses enfants d'outre-Rhin et ses frontières militaires.

Guillaume avait succédé à son frère. A Königsberg, en 1861, pendant son couronnement, il fut plongé dans une méditation si profonde que le cours de la cérémonie en fut suspendu. Perdu dans ses pensées ou ses visions, le roi oubliait la solennité du jour et du lieu, et ne se doutait pas de l'étonnement qui s'emparait des princes qui l'entouraient et de la foule immense qui remplissait l'église. On n'a jamais su d'une manière certaine ce qui s'était passé en son esprit. Mais le bruit a couru qu'il avait eu comme une vue anticipée des grands événements de son règne.

Nul n'avait été plus affligé de la journée d'Olmütz que Guillaume. Elle lui avait fait comprendre la nécessité de réorganiser l'armée. Il en fit son *œuvre particulière*, et M. de Bismarck, devenu son premier ministre en 1862, y mit pareillement tous ses soins.

La seconde Chambre refusa les fonds que nécessitaient ces réformes. Le conflit entre le Parlement et la Couronne

agitait les esprits. L'empereur François-Joseph crut le moment venu de frapper la Prusse d'un coup mortel. En 1863, il convoqua les princes à Francfort pour aviser aux réformes de cette Constitution fédérale, qu'il déclarait être un vrai « chaos. » Mais les réformes projetées étaient telles que le ministre de Baden, M. de Roggenbach, ne craignit pas de dire officiellement que cela s'appelait « donner à la nation une pierre au lieu de paix ¹. » Le Roi se refusa à prendre part à ce congrès, où il aurait été seul à défendre les intérêts de la nation et qu'il aurait sanctionné par sa présence.

En novembre 1863 mourut le roi de Danemark, Frédéric VII. Le sort du Schleswig et du Holstein avait été réglé en 1852 par le *protocole de Londres*, qui les avait réunis pour toujours à la monarchie danoise, et la Prusse avait dû non-seulement signer ce traité, mais contraindre, de concert avec l'Autriche, ces populations allemandes à plier la tête sous le joug de l'étranger. Onze ans s'étaient écoulés dès lors. L'esprit national, comprimé si longtemps par l'Autriche, se refusa, lors de l'avènement au trône de Christian IX, à laisser incorporer au Danemark cette autre Alsace et cette seconde Lorraine. La Diète de Francfort, en décembre, ordonna l'occupation du Holstein par les armées fédérales. Bientôt la Prusse, qui avait à laver tant d'opprobres, intervint de son chef dans la lutte, et le 27 janvier ses troupes entraient dans Kiel. L'Autriche, qui se serait gravement compromise en se tenant en dehors de ce grand mouvement national, se vit obligée de combattre à côté de la Prusse, pour ne pas dire à sa suite. La victoire resta aux armées allemandes. La cour de Vienne voulut la faire tourner à son profit : les duchés formeraient un État indépendant, qui aurait été hostile, comme tous les autres États allemands, aux Hohenzollern. Mais M. de Bismarck déjoua ce projet, et la Prusse, au sortir de cette

¹ De Sybel, *id.*, p. 498.

guerre, avait effacé dans son sang le souvenir de ses défaillances récentes, recouvré son rang de grande puissance, fait sentir sa supériorité à l'Autriche et, enfin, réprimé indirectement un mouvement révolutionnaire et socialiste qui menaçait la France autant que l'Allemagne.

La politique de M. de Bismarck est, dans ses traits généraux, celle de Frédéric-Guillaume IV, de M. de Radowitz et du Parlement de Francfort : l'Allemagne restreinte, l'État fédératif, le respect des libertés et des institutions *particulières* ou provinciales, et la poursuite de toutes les saines et sages réformes. L'exclusion de l'Autriche était la condition absolue de l'unification de l'Allemagne. Vienne conduisait la nation au fractionnement, à la débilité, à la mort ; Berlin, à la vie et à la puissance. Cette longue lutte de cinquante ans, où la Prusse usait en vain ses forces et risquait son existence, ne pouvait ni se prolonger plus longtemps, ni se terminer autrement que par les armes. Si l'État protestant et progressif du Grand Électeur devait être définitivement écrasé par les Habsbourg et l'ultramontanisme, mieux valait encore périr glorieusement aujourd'hui sur un champ de bataille que de traîner pendant des années ses jours dans l'oppression et la honte. Le roi Guillaume et M. de Bismarck savaient fort bien qu'en répondant enfin au cartel d'Olmütz, ils devaient vaincre ou mourir. Mais, sans doute aussi, ils se disaient que la Prusse, en succombant, entraînerait dans l'abîme la liberté et avec elle la vérité. Or, la vérité ne peut périr.

Fidèles à leurs vieilles traditions, tous les princes secondaires s'allièrent avec l'Autriche contre la Prusse et la nation. Que leur importait la faiblesse de la patrie allemande, pourvu qu'ils conservassent intact leur pouvoir ?

Le 15 juin 1866, la Prusse, en invitant la Saxe, le Hanovre, la Hesse-Électorale et Nassau à déposer les armes, leur garantissait leur souveraineté. Ses propositions furent repoussées. La nuit même qui précéda l'entrée des troupes

prussiennes dans le Hanovre, Guillaume télégraphia (à deux reprises, si je ne fais erreur) au roi Ernest : « Je ne vous demande pas d'être mon allié ; restez neutre, et vous garderez dans leur intégrité vos États. » Le roi de Hanovre s'y refusa : l'Autriche lui avait promis une portion de la Prusse, et la Prusse lui laissait simplement ce qu'il possédait !

La guerre dura sept jours (du 27 juin au 3 juillet). La cause de l'avenir avait triomphé ; mais la ligne du Mein scindait encore en deux l'Allemagne restreinte.

SECONDE PARTIE

LE PRÉSENT

I. — La déclaration de guerre.

L'Allemagne, à demi unie, à demi divisée, se sentait encore exposée, sans défense, aux invasions françaises; mais déjà elle voyait dans un prochain avenir renaître les beaux temps des Hohenstauffen, et se nourrissait en espérance de sa gloire future. On ne pouvait certes lui refuser le droit de parvenir enfin à cette unité à laquelle l'Espagne, la France et l'Angleterre sont arrivées il y a plusieurs siècles, et dont Napoléon venait de doter l'Italie.

La Prusse, de son côté, était descendue à un tel degré d'humiliation qu'un officier des provinces du Rhin me disait: « Rappelez-vous, Monsieur, qu'il est deux noms qu'un étranger ne doit jamais prononcer devant nous : Olmütz et..... »

Sadowa avait effacé la honte d'Olmütz et préparé l'unité de l'Allemagne.

Mais les Français virent dans la gloire de Sadowa une insulte personnelle, et dans l'unité de l'Allemagne un amoindrissement de leur gloire et un danger.

L'Allemagne voulait s'unir; la France ne le lui permettait pas : voilà l'unique cause de la guerre.

La candidature espagnole d'un Hohenzollern en a été le prétexte. La ligne du Main et le Schleswig n'en auraient été que l'occasion.

La guerre était inévitable, on s'y prépara des deux côtés.

La France, cependant, ne se bornait point à vouloir intervenir dans les affaires intérieures de l'Allemagne, à exercer sur ses voisins son prétendu droit de suzeraineté européenne, à les obliger dans son unique intérêt à végéter dans la désunion, à méconnaître l'existence de la grande nationalité allemande et à se faire l'hypocrite protecteur d'une soi-disant nationalité badoise, hessoise, saxonne, contre l'ambition de la Prusse. La France voulait la rive gauche du Rhin. C'est sa pensée fixe depuis plus de quatre siècles. Charles VII déclarait déjà que la France devait reculer ses limites jusqu'à ce fleuve, et c'est pour réaliser ce vœu qu'il lança sur l'Alsace les Armagnacs¹. Henri II appuyait cette même prétention sur Clovis et Charlemagne. Louis XIV, comme successeur de ce dernier empereur, voulait avoir non-seulement le Rhin tout entier, mais tout le pays des Francs et enfin l'empire romain héréditairement, *ab antiquo ex Caroli magni familia*². Frédéric II a couru les risques terribles de la guerre de Sept ans pour que la Belgique, les pays rhénans et le Hanovre ne devinssent pas français³. Après la restauration, les Bourbons cherchèrent, par Pozzo di Borgo, à faire alliance avec la Russie pour reconquérir la limite du Rhin. Sous Louis-Philippe, en 1840, M. Thiers menaçait ces mêmes contrées à propos de différends entre l'Égypte et la Turquie. Tous les Français sont de l'avis de cet homme d'État que leur nation ne peut être grande et forte que si l'Allemagne reste désunie. Tous savent par cœur et chantent la réponse d'Alfred de Musset au *Rhin allemand* de Becker. Nul d'entre eux n'a protesté contre le belliqueux rédacteur de la *Liberté* excitant ses compatriotes à se jeter sur le Rhin. M. de Girardin avait bien au contraire pour complices le catholique Montalembert, Michel Chevalier,

¹ De Sybel, *Les droits*, etc. p. 27.

² Ibidem, p. 49.

³ Ibidem, p. 76.

l'apôtre de la liberté commerciale, Jules Favre, républicain modéré, les socialistes Louis Blanc et Barbès et le grand poète Victor Hugo. La conquête de Mayence et des provinces rhénanes était la proie que Napoléon s'en allait jeter à la France, qui commençait à aboyer contre son despotisme. Sa cour envisageait cette annexion comme certaine, et déjà dans la seconde moitié de juillet¹ on délibérait sur le sort qu'on ferait à ces provinces conquises. Quelques-uns inclinaient à les constituer en un État neutre et indépendant; mais cet avis, dit-on, était peu goûté en haut lieu. D'ailleurs, s'il s'était trouvé dans toute la France un seul homme qui eût osé protester contre cette conquête, il aurait passé pour un traître ou un niais. Car on n'est Français qu'à la condition de rêver de la rive gauche du Rhin. M. de Bonald n'a-t-il pas dit : « Si vous voulez une
« paix profonde, laissez la France atteindre le Rhin; sinon
« la France, toujours inquiète, ne cessera d'être inquiète
« tante, et, tôt ou tard, elle troublera le monde. »

La Prusse, d'autre part, que voulait-elle? On l'accuse de s'être laissée enivrer par ses victoires et d'avoir ainsi enflé démesurément ses prétentions. Je cherche en vain les preuves de cette assertion. M. de Bismarck me paraît au contraire être de tous les hommes d'État passés et présents celui qui, à son point de départ, se rend le mieux compte du but à atteindre. Voyez-le en 1866. Pourquoi faire la guerre à l'Autriche? Pour l'obliger à céder à la Prusse l'hégémonie de l'Allemagne? L'étonnante campagne des Sept jours, la conquête de la Bohême et de la Moravie remplissent-elles les vainqueurs d'un fol orgueil? Cèdent-ils à la tentation de faire une entrée triomphale dans Vienne? Demandent-ils à l'Autriche un pouce

¹ *Journal de Genève*, 29 juillet. — Voyez dans *Les papiers secrets*, n° 3, p. 10, une note du 8 août 1866 où M. Drouyn de Lhuys propose à l'Empereur la création, sur la rive gauche du Rhin, d'un État neutre qu'on aurait formé uniquement aux dépens de l'Allemagne!

de son territoire, une pierre de ses forteresses? La contribution de guerre qu'ils lui imposent (20 millions de thalers), n'est-elle pas si modeste que, malgré l'embarras de ses finances, elle a pu la payer pour ainsi dire le lendemain du traité de Prague? De quel droit donc suppose-t-on que le même monarque et le même premier ministre, qui en 1866 étaient restés strictement fidèles à leur modeste programme, se sont laissés quatre ans plus tard emporter et aveugler par le plus criminel orgueil?

Ils ne prétendaient point arracher à la France le sceptre de l'Europe pour en frapper à leur tour tous les peuples, ni lui imposer le fédéralisme pour l'affaiblir, ni protéger contre la tyrannie de Paris la nationalité franc-comtoise ou flamande. Mais, toujours menacés, ils voulaient *en finir*, et c'est ce que prouvaient assez les formidables armées qu'ils lancèrent d'emblée sur la France, et qui sont un sujet de scandale pour tel de nos conseillers bénévoles. Ils se proposaient d'achever l'œuvre ébauchée par le Grand Électeur, poursuivie par Frédéric II, entravée au congrès de Vienne par la malveillance de toutes les puissances pour la Prusse. Ils espéraient guérir une fois pour toutes la France de ses velléités périodiques de prendre le pays rhénan, de saccager le pays de Baden et de faire une promenade à Berlin. Pour atteindre ce but, il fallait la traiter tout autrement qu'on n'avait traité l'Autriche. Il fallait ne ménager ni son territoire, ni ses forteresses, et ne pas lui épargner les milliards. Il fallait reprendre, si ce n'est Toul et Verdun, au moins Metz, pour que Trèves et Cologne pussent vivre en paix; il fallait, pour rassurer Baden et le Wurtemberg, reconquérir Strasbourg et l'Alsace.

« L'Alsace et Strasbourg, disait Frédéric II, sont les Thermopyles de l'Allemagne¹. » Strasbourg aux mains de la France, c'est le riche pays de Baden envahi en un jour,

¹ Telle n'est pas l'opinion de certains Français. Une brochure anonyme contient ces lignes: « Invoquer les nécessités militaires,

Carlsruhe et Stuttgard pris dans la semaine. Sous le canon de cette ville forte, l'Allemagne du Sud était la servante et l'alliée des Français. Elle ne pouvait s'unir à l'Allemagne du Nord et s'associer à toutes ses guerres qu'à la condition expresse et absolue qu'on la mît à l'abri des invasions ennemies par la conquête de l'Alsace. Aussi inclinerais-je à croire que M. de Bismarck, ainsi que l'a dit le *Times*, ne voulait point cette conquête, et qu'il ne l'a fait entrer dans son programme que pour rassurer pleinement le Wurtemberg.

La guerre est déclarée. Mgr. l'archevêque de Paris la dit légitime; le *Times* (du 16 juillet), criminelle et insensée. « La France, suivant le journal anglais, convoite la rive gauche du Rhin; mais la Prusse a déjà plus d'une fois annoncé¹, que si elle était contrainte à prendre les armes contre la France, elle ne déposerait l'épée que lorsque les anciennes provinces de la Lorraine et de l'Alsace auraient été rendues à la patrie allemande. »

Le garde des sceaux, M. Émile Ollivier, « accepte, le cœur léger, la responsabilité de cette guerre; car l'honneur est le premier des intérêts de la France. » M. Thiers, qui excitait sa patrie à se jeter sur la Prusse après Sadowa, n'est d'un avis contraire que parce qu'il sait qu'on n'est point prêt. M. de Kératry se sépare de ses amis, qui, pour des motifs divers, voulaient le maintien de la paix. L'immense majorité du Corps législatif rivalise d'ardeur guer-

« dire que la ligne des Vosges est indispensable à la défense de l'Allemagne, c'est un pur enfantillage, un argument à l'usage des politiques de brasserie de Berlin ou de Munich. »

¹ Ces prétentions de l'Allemagne étaient si bien connues que le *Charivari* du 15 septembre 1864, à propos d'un article de la *Bersenhalle* de Hambourg, lui conseillait ironiquement de ne pas se contenter de l'Alsace, mais de prendre toute la Lorraine, puis la Champagne, puis la Brie, enfin Paris, et avec Paris tout le reste de la France.

rière avec les ministres. Les frais de la guerre sont votés, notons-le bien, à *l'unanimité*. Les journaux se font l'écho de l'enthousiasme de la France entière; ils nous parlent de l'élan « furibond » de Paris; les départements étaient, si possible, en avance sur la capitale.

Ce que ces journaux ne disaient pas, c'est que les gens qui criaient sur les boulevards : « A Berlin ! à Berlin ! » étaient payés à 2 fr. 50 par jour. Les préfets, dans leurs rapports confidentiels ², ne pouvaient dissimuler entièrement la douloureuse surprise que causait dans plusieurs contrées la déclaration de la guerre. Il est en effet évident que partout et toujours les habitants des paisibles campagnes ne prendront avec élan et joie les armes que pour défendre leur patrie envahie par l'ennemi. Le plébiscite de mai avait été une protestation en faveur de la paix, et des étrangers qui se trouvaient en France vers la mi-juillet m'attestent la consternation de la population. A Paris, la police empêchait les processions des ouvriers qui rappelaient que les armes tuent le travail. Elle enlevait à Bordeaux l'écriteau portant : *La guerre, deuil public*, qu'un négociant avait placé sur son magasin fermé. Mais toute nation est responsable de son gouvernement, et quand elle s'est donnée un chef par le suffrage universel et à une majorité immense, elle fait avec lui un seul et même corps. Or, non-seulement l'Empereur, sa cour et le Corps législatif, mais l'armée, mais la presse politique et la presse ultramon-

¹ Les journaux allemands ont prétendu qu'on avait trouvé dans le butin pris sur l'ennemi les rubans d'une triple décoration, qui auraient été distribués aux officiers d'état-major le jour de l'entrée à Berlin.

² J'en admetts l'authenticité parce que je n'ai pas la preuve matérielle du contraire (*Papiers secrets*, n° 11, p. 50 sqq.; III, p. 83). Mais toutes les publications françaises m'inspirent une extrême défiance, et les Allemands ont publié d'autres rapports trouvés à Versailles qui constataient l'enthousiasme de toutes les grandes villes de la France.

taine, mais le clergé, mais tous les hommes qui par leurs talents et leur influence représentent et mènent la France, étaient unanimes à vouloir, tôt ou tard, cette guerre, qu'on s'efforçait de convertir en une lutte religieuse et nationale. La seule voix puissante qui protesta contre cette levée de boucliers, fut celle de M. le comte de Gasparin. Napoléon, comme l'a dit M. de Bismarck ¹, a donc fort bien pu déclarer à la Prusse, « sans altérer la vérité, que l'état de l'opinion publique l'avait forcé à faire la guerre. » Au moins est-il certain que la nation qui se taisait dans l'attente de faciles victoires, n'a pas le droit, après ses défaites, de se déclarer innocente de tout le sang versé.

« La guerre était déclarée, dit un des publicistes anonymes de France ², et de toutes parts la nouvelle en avait été saluée par de bruyantes manifestations patriotiques que l'amour-propre national froissé enflammait plus que la haine. L'armée, pleine d'ardeur et d'enthousiasme, avait couru à la frontière, encouragée par les vœux et les démonstrations touchantes de nos généreuses populations qui l'acclamaient partout à son passage. »

Cependant l'Allemagne du Sud était saisie d'effroi. Elle s'attendait à être immédiatement envahie par les Français. On a prétendu que le roi de Wurtemberg voyait déjà ses États ruinés pour vingt ans et ses sujets le supplier de faire une paix séparée.

Mais la terreur qu'inspirent aux familles allemandes les invasions françaises, s'ajoutant aux aspirations de la nation vers l'unité, tous les peuples germains se levèrent comme un seul homme pour repousser d'un commun effort leur éternel ennemi. Tous, depuis Sadowa, nous savions que la première menace de la France ferait l'unité de l'Allemagne. La France l'aurait prévu comme nous si elle avait

¹ Circulaire de Rheims, du 7 septembre.

² *Des causes qui ont amené les désastres de l'armée française dans la campagne de 1870.* Troisième édition, Bruxelles.

moins largement soudoyé son armée d'espions qui la trompaient pour vivre à ses dépens.

La déclaration de guerre arriva à Berlin le 19 juillet, le jour anniversaire de la mort de la reine Louise.

Ce même jour, le roi Guillaume adressa à la Diète de l'Allemagne du Nord un discours plein de modération dans les termes, mais où se lisaient entre les lignes de redoutables menaces à l'adresse de la France.

« Lorsque, dans votre dernière session, je vous souhaitai la bienvenue au nom des gouvernements alliés, j'ai pu déclarer d'un cœur reconnaissant et joyeux, qu'avec le secours de Dieu, je n'avais pas travaillé en vain à répondre aux vœux des peuples et aux besoins de la civilisation, en écartant tout ce qui aurait pu troubler la paix.

« Si, néanmoins, des menaces et des dangers de guerre ont imposé aux gouvernements alliés le devoir de vous convoquer en une session extraordinaire, vous partagez avec moi la vivante conviction que la Confédération de l'Allemagne du Nord, en développant les forces nationales, visait, non à ébranler la paix générale, mais à la consolider, et que, si nous invoquons aujourd'hui cette force pour protéger notre indépendance, nous ne faisons qu'obéir à l'honneur et au devoir.

« La candidature d'un prince allemand au trône d'Espagne, que les gouvernements alliés étaient aussi peu appelés à appuyer qu'à écarter, n'avait pour eux d'intérêt qu'autant que les chefs de cette nation amie y attachaient l'espérance d'assurer par ce moyen, à un pays sévèrement éprouvé, les garanties d'un ordre de choses régulier et paisible. Le gouvernement de l'empereur des Français, usant de procédés diplomatiques depuis longtemps tombés en désuétude, a fait de cette candidature un cas de guerre, l'a maintenu après que tout prétexte avait été écarté, et a fait preuve, *pour le droit qu'ont les peuples aux bénédictions de la paix, d'un mépris dont l'histoire des précédents souverains de la France offre des exemples analogues.*

« Si, dans les siècles précédents, l'Allemagne a supporté silencieuse de pareilles atteintes à son droit et à son honneur, c'est que, déchirée comme elle l'était, elle ignorait toute sa force. Aujourd'hui que les tribus allemandes sont spirituellement et légalement unies par les liens que les guerres de l'indépendance avaient déjà formés et qui se sont resserrés avec les années ; aujourd'hui que l'Allemagne, prête à la lutte, n'offre plus à l'ennemi de porte ouverte, l'Allemagne possède en elle-même la volonté et la force de repousser les nouvelles violences de la France.

« Ce n'est point la présomption qui me met ces paroles sur les lèvres. Les gouvernements alliés ainsi que moi, nous agissons dans la pleine conscience que la victoire et la défaite sont entre les mains du Dieu qui préside aux batailles. Nous avons d'un regard assuré mesuré la responsabilité, qui, devant les jugements de Dieu et des hommes, pèse sur celui qui, au cœur de l'Europe, pousse deux grandes et pacifiques nations dans des guerres dévastatrices.

« Le peuple allemand et le peuple français, qui, l'un autant que l'autre, goûtent et désirent les bénédictions d'une civilisation chrétienne et d'un bien-être croissant, sont appelés à une rivalité plus salubre que la sanglante lutte des armes.

« Cependant, les maîtres de la France ont réussi à exploiter habilement au profit d'intérêts et de passions personnels la légitime, mais susceptible fierté de la grande nation voisine.

« Plus les gouvernements alliés ont le sentiment d'avoir fait tout ce que permettaient l'honneur et la dignité pour conserver à l'Europe les bénédictions de la paix, et plus il est évident à tous les yeux qu'on nous a contraints à saisir l'épée, plus aussi, appuyés sur la volonté unanime des gouvernements allemands du Sud comme du Nord, faisons-nous appel avec une pleine confiance au patriotisme du peuple allemand et à son esprit de sacrifices pour la défense de son honneur et de son indépendance.

« *Selon l'exemple de nos pères, nous combattrons pour notre liberté et pour notre droit contre la violente agression de conquérants étrangers, et dans ce combat, où nous ne nous proposons d'autre but que d'assurer d'une manière durable la paix de l'Europe* (en mettant la France dans l'impossibilité de renouveler ses attaques ¹), Dieu sera avec nous comme il le fut avec nos pères. »

D'après ce discours, que nous venons de traduire le plus littéralement possible, le roi annonçait la ferme et énergique intention de mettre pour toujours un terme aux agressions de la France. Mais il n'y a dans ses paroles pas le moindre sentiment d'animosité contre la nation ennemie. Toutefois, quiconque connaît l'Allemagne, devait se dire que, victorieuse, elle reprendrait les contrées limitrophes qu'elle avait en vain réclamées cinquante-cinq ans auparavant.

Il y a d'ailleurs dans les paroles du roi un profond sentiment de joie et de confiance à la vue de l'Allemagne s'unissant pour la première fois depuis six siècles en une œu-

¹ Cette pensée sous-entendue, qu'il eût été souverainement présomptueux d'exprimer avant la victoire, se devine pareillement dans la proclamation du Prince royal du 30 juillet : « Nous abordons une lutte difficile et grave ; mais nous en sortirons vainqueurs, grâce à notre bon droit, défendu par votre courage, votre persévérance et votre discipline. Nous resterons unis dans une fraternité d'armes qui, avec l'aide que Dieu prêterà à nos drapeaux, nous conduira à de nouvelles victoires pour la gloire et la paix de l'Allemagne. » — L'espoir d'assurer la paix de la patrie peut seul expliquer l'épithète de *sainte* que le général en chef Herwart de Bittenfeld donnait à cette guerre dans une proclamation du 16 juillet, où il parlait des « mensonges les plus monstrueux des ministres français. » — Mais le moyen d'assurer cette paix n'est ouvertement exprimé que dans la proclamation du prince Frédéric-Charles devant Metz, le 27 octobre, après la capitulation : « La grande œuvre que vous voyez aujourd'hui accomplie avec la grâce de Dieu, c'est la puissance de la France brisée à jamais, » ou en d'autres termes l'Allemagne à jamais abritée contre les invasions dévastatrices de la France.

vre commune, et résolue enfin à se faire respecter de la France. Elle était donc venue, l'heure solennelle de sa résurrection, que Henri Heine ¹ avait prédite il y a trente ans. Après avoir dépeint en des paroles brûlantes les hardies investigations des Allemands dans le domaine de la pensée philosophique, il disait : « Quand vous entendrez le fracas et le tumulte, tenez-vous sur vos gardes, Français, nos bons voisins, et ne vous mêlez pas des affaires que nous avons à régler chez nous, en Allemagne. Vous pourriez vous en trouver mal. Gardez-vous d'attiser le feu ; gardez-vous de l'éteindre. Vous vous y brûleriez aisément les doigts. Ne riez pas de mon conseil, du conseil d'un rêveur qui vous dit de vous méfier des kantien, des fichtien et des philosophes de la nature. Ne riez pas du *phantaste* qui attend dans le monde des phénomènes la même révolution qui a eu lieu dans le monde de l'esprit. La pensée précède l'acte, comme l'éclair le tonnerre. Le tonnerre allemand est sans doute un tonnerre allemand, un peu gauche, un peu lourd et qui roule et approche lentement ; mais il viendra, et quand vous l'entendrez, la foudre éclatera comme jamais encore elle n'a éclaté dans l'histoire du monde, sachez-le ; le tonnerre allemand aura enfin atteint le but..... Et l'heure viendra. »

Deux jours après, le roi Guillaume, s'adressant à son peuple tout entier, l'invita à célébrer le 27 juillet un jeûne extraordinaire.

La piété du roi cause à ses conseillers bénévoles un tel scandale, que je dois non leur rappeler, mais leur apprendre quelles sont les vieilles traditions de la famille des Hohenzollern.

Le fondateur de la grandeur de la Prusse, le Grand Électeur, s'est illustré par trois victoires héroïques que les historiens passent d'ordinaire sous silence. Tout jeune,

¹ Zur Geschichte der Religion und Philosophie in Deutschland.

à 18 ans, il avait été envoyé par son père à La Haye; les seigneurs de la cour lui donnèrent un splendide souper, vers la fin duquel la salle fut envahie par un essaim... d'élégantes beautés. Le prince se lève : « Je dois à mon père, je me dois à moi-même de me retirer devant une telle société, » et il s'en alla. Plus tard, on lui offre la couronne de Pologne, à la seule condition qu'il assistera une fois par an à la messe. Il la refuse, et elle passe à l'électeur de Saxe, qui a été de l'avis d'Henri IV : « Paris vaut bien une messe. » Enfin, notre héros n'avait point d'enfant, et sa femme, qui se nommait Louise, le pressait de se séparer d'elle par un divorce et de se remariar. « J'ai juré à Dieu, lui dit-il, de t'être fidèle et je tiendrai ma promesse jusqu'à la mort. » L'année suivante, elle lui donnait un premier enfant.

Les successeurs du Grand Électeur ne se sont pas soutenus à son niveau de piété et de vertu, et l'incrédulité de Frédéric II est la première cause du désastre de Iéna. Mais Frédéric-Guillaume III trouva, lors de ses revers, dans son chapelain Borowski un chrétien d'élite, plein de fermeté, de franchise et d'affection, qui lui expliquait les causes de ses désastres, et qui soutenait son courage en lui répétant : « Il faut apprendre à croire; il est fait à l'homme selon sa foi. » Le Roi crut et la Prusse fut sauvée. Son fils et son successeur, Frédéric-Guillaume IV, dont les Français ont fait le plastron de leurs calomnieuses plaisanteries, n'avait rien plus à cœur que les progrès de la foi chrétienne. C'est par des scrupules de conscience autant que par des motifs politiques qu'il refusa la couronne d'Allemagne que lui offrait le parlement de Francfort. Toutefois, son règne fut peu glorieux ¹. Mais n'est-il pas permis de dire que ce qu'il a semé avec larmes, son frère le roi Guillaume le moissonne avec chants de triomphe ?

¹ En 1857, à Berlin, dans une des grandes fêtes de la cour, où j'étais perdu au milieu d'étrangers, je m'étais retiré dans une em-

Se scandalisera-t-on maintenant de la proclamation du 25 juillet? N'y reconnaitra-t-on pas plutôt l'écho des soixante dernières années d'humiliations et de relèvement qu'ont traversés en commun le peuple et la famille royale?

Le Roi s'y déclare sûr devant Dieu de la justice de sa cause, et c'est un grand repos pour lui de n'avoir en aucune manière donné lieu à la guerre. « La lutte sera sérieuse et imposera à l'Allemagne de durs sacrifices. Mais j'y entre en regardant au Dieu qui sait tout et en invoquant son secours tout-puissant. Maintenant déjà, je puis louer Dieu de ce qu'au premier bruit de guerre un même sentiment a fait battre tous les cœurs allemands, un sentiment d'indignation contre une telle agression et en même temps d'une joyeuse assurance que Dieu accordera la victoire à la bonne et juste cause. Mon peuple sera avec moi dans ce combat comme il l'a été avec mon bienheureux père. Il ne reculera ainsi que moi devant aucun sacrifice pour assurer de nouveau la paix aux nations. *Depuis ma jeunesse, j'ai appris à croire que tout dépend de la grâce et du secours de Dieu.* C'est en lui que j'espère, et j'invite mon peuple à la même confiance. Je m'humilie devant Dieu dans le sentiment de sa miséricorde et je suis certain que mes sujets et mes compatriotes le font avec moi. » Puis le Roi fixe au mercredi 27 juillet le jour du jeûne, et il ordonne en outre que pendant la durée de la guerre on demandera à Dieu dans les services publics qu'il nous conduise à la victoire, qu'il nous accorde la grâce de nous comporter en chrétiens envers nos ennemis, et que dans sa bonté il nous fasse parvenir à une paix qui garantisse pour longtemps l'honneur et l'indépendance de l'Allemagne.

brasure de fenêtre, comparant les pompes qui m'entouraient, et la faiblesse de la Prusse. Tout à coup, un général à qui j'avais été présenté chez M. de B. H., vint à moi et me dit: « Monsieur, ne vous y trompez pas, il y a ici bien des âmes qui prient pour leur roi et leur patrie, et ce sont elles qui sont la force de la Prusse. »

L'Allemagne entière répondit à l'appel du roi, les évêques comme les pasteurs, les catholiques comme les protestants. Dans les paroisses protestantes où la chaire est occupée par la libre-pensée, il se forma des réunions de simples laïques. Jamais, dans l'antiquité et dans le monde moderne, guerre n'a été entreprise, soutenue et terminée au milieu d'un tel concert de prières et d'actions de grâces. Aussi n'ai-je point été surpris d'entendre un soldat prussien dire : « Depuis nos premiers combats jusqu'aux derniers, nous avons le sentiment que la bénédiction divine reposait sur nous. »

Le 1^{er} août, le roi assista à un service religieux au Dôme. A midi, tous les ministres s'étant réunis autour de lui pour lui faire leurs adieux, il leur parla avec émotion de l'enthousiasme de toute la nation allemande. « Votre premier devoir, » ajouta-t-il, « est de soutenir et d'alimenter cet esprit de bonne harmonie ; car nous pouvons avoir (ce que Dieu veuille empêcher), de mauvais jours à traverser. Notre armée et notre peuple ont été gâtés par les succès extraordinaires de 1866. Il faut nous attendre à des revers, et c'est alors que la nation devra faire ses preuves et devenir l'appui moral de l'armée. » Peu d'heures après, une proclamation annonça une pleine et entière amnistie pour tous les crimes et délits politiques. Elle se terminait par ces mots : « Mon peuple sait avec moi que ce n'est pas nous qui avons rompu la paix et déclaré la guerre. Provoqués, nous sommes résolus à soutenir la lutte pour le salut de la patrie, comme l'ont fait nos pères, en plaçant toute notre confiance en Dieu. » Puis le roi et la reine se rendirent à la gare dans leur voiture ouverte à deux chevaux, au milieu d'une foule immense qui leur barrait le passage. Les rues pavoisées retentissaient de hurrahs enthousiastes, et mille prières muettes s'élevaient du fond des cœurs à Dieu.

II. — L'armée allemande avant Sedan et les armées françaises.

En mettant le pied sur le territoire français, le Roi publia la proclamation suivante, du 11 août :

« Nous, Guillaume, roi de Prusse, faisons savoir ce qui suit aux habitants des territoires français occupés par les armées allemandes.

» L'empereur Napoléon ayant attaqué par terre et par mer la nation allemande, qui désirait et désire encore vivre en paix avec le peuple français, j'ai pris le commandement des armées allemandes pour repousser cette agression et j'ai été amené par les événements militaires à passer les frontières de la France.

» Je fais la guerre aux soldats et non aux citoyens français¹. Ceux-ci continueront, par conséquent, à jouir de

¹ Le 8 août, le Roi avait déjà dit à son armée : « Nous ne faisons pas la guerre contre de paisibles citoyens ; c'est le devoir, au contraire, de tout homme jaloux de l'honneur, de protéger la propriété privée et de ne mettre aucune tache sur l'honneur de notre armée. » — Le Prince royal a dit dans le même sens, dans sa proclamation à Nancy, de la fin d'août : « L'Allemagne fait la guerre à l'empereur des Français et non aux Français. *La population n'a pas à craindre qu'on prenne des mesures hostiles...* La nation paisible et principalement la ville de Nancy, doivent compter sur les plus grands ménagements. » Au reste, toute armée disciplinée, qui se respecte, prend à son entrée sur le sol ennemi le même engagement.

toute sécurité pour leurs personnes et leurs biens, aussi longtemps qu'ils ne me priveront pas eux-mêmes par des entreprises hostiles contre les troupes allemandes, du droit de leur accorder ma protection.

» Les généraux commandant les différents corps détermineront par des dispositions spéciales, qui seront portées à la connaissance du public, les mesures à prendre envers les communes ou les personnes qui se mettraient en contradiction avec les usages de la guerre.

» Ils régleront de la même manière tout ce qui se rapporte aux réquisitions qui seront jugées nécessaires pour les besoins des troupes, et ils fixeront la différence du cours entre les valeurs allemandes et françaises, afin de faciliter les transactions individuelles entre les troupes et les habitants.

» GUILLAUME. »

Par cette proclamation, dont on a abusé indignement, et dont on oublie les sévères menaces, le Roi s'engageait à ne causer aucun dommage aux bourgeois et aux paysans, aussi longtemps qu'ils ne prendraient pas une part active à la guerre et qu'ils laisseraient la lutte se poursuivre entre les armées seules.

A-t-il tenu sa parole royale ? Sa parole a-t-elle fait loi pour son armée ?

J'en appelle, jusqu'à Sedan, aux témoignages qu'ont rendus aux armées allemandes les médecins et les pasteurs des ambulances internationales, les *reporters* anglais, les correspondants des grands journaux de Paris eux-mêmes, et jusqu'aux feuilles des contrées envahies¹. Tous ont

¹ Je ne citerai que le correspondant français dans le *Journal de Genève* du 3 septembre, et (dans la même feuille du 26 août) le *Journal de l'Oise* : « Les Prussiens ne font aucune violence ni aux personnes ni aux propriétés et paient leurs acquisitions en monnaie de Prusse. » — La seule note discordante se trouve dans la lettre

été unanimes à confesser, à admirer la discipline de ces soldats, à qui l'on ne pouvait reprocher ni vol, ni pillage, ni brutalité, qui payaient, dans les villages et dans les magasins, les objets qu'ils emportaient, et qui respectaient jusques aux fruits des vergers. Un de nos compatriotes établi en Lorraine, qui, à l'approche de l'ennemi, avait abandonné sa maison, située hors de la ville et au milieu de ses vignes, y trouva, quelques jours après, une dizaine de Prussiens, qui n'y avaient pas causé le moindre dommage. Les premières bouteilles qu'ils burent de son vin, furent celles qu'il alla lui-même chercher dans ses caves. Qu'on me cite une anecdote pareille de soldats français en Allemagne !

Tout protestant a donc pu être fier, jusqu'à Sedan, de voir les soldats de Guillaume se montrer dignes de ceux de Gustave-Adolphe, oublier avec leur roi les torts de leurs ennemis vaincus, et s'associer à lui de tout leur cœur pour protéger les bourgeois et les paysans contre les horreurs de la guerre. Le *Moniteur prussien* avait raison de dire, le 8 août : « L'histoire attestera la sérieuse force morale et les hautes qualités militaires dont les guerriers allemands viennent de faire preuve (à Wœrth et à Forbach), et nous pouvons ajouter avec orgueil qu'ils seront de même, en pays ennemi, un modèle de l'humanité et de la dignité de conduite qui ont leur source dans une véritable culture morale ¹. »

au *Journal des Débats* d'un pasteur célèbre de l'Église libre de Paris. Les mots à l'adresse de la Prusse, de guerre « pillarde, insolente, implacable dans la victoire, » ont pendant quelques semaines, sous l'autorité d'un nom respecté de tous, desservi les passions haineuses des ennemis fanatiques de l'Allemagne. Mais nous ne voulons pas d'autre réfutation de cette accusation injuste que la lettre même qui la contient et la contredit, et qu'elle dépare.

¹ On m'objectera le bombardement de Strasbourg. Il a été en effet pour tous les amis de l'Allemagne la première ombre projetée sur leur gloire, et pour plusieurs d'entre eux une première faute. Cependant il faut ne pas oublier que Strasbourg est une ville forte, que les villes fortes sont d'ordinaire ou toujours bombardées, et

C'est la première fois que des généraux et des soldats « se sont comportés en chrétiens envers leurs ennemis, » comme le roi l'avait dit dans sa proclamation du 25 juillet.

Il va sans dire que les contrées traversées par les armées étaient bientôt dépouillées de toutes leurs subsistances; mais elles l'étaient sur le sol allemand non moins que sur le sol français. Et quant aux contributions prélevées sur les villes conquises, on peut comparer les 5,000 habitants d'Heilbronn qui était neutre et pauvre, payant en deux jours 170,000 francs (34 fr. par tête), et les 30,000 habitants de la riche ville de Nancy, qui était conquise et à qui l'on se borne à demander d'emblée 50,000 francs (soit par tête 1 fr. 66 c.)¹. Il suffit d'un fait semblable pour

que le bombardement, tout en causant aux assiégés plus de pertes matérielles que de pertes d'hommes, peut par la reddition prévenir l'assaut qui coûterait aux assiégeants des flots de sang. Néanmoins, comme on avait l'intention de garder l'Alsace, la politique conseillait d'en ménager à tout prix la capitale. La faute commise a paru d'autant plus grande que l'incendie de la ville, loin d'en hâter la reddition, n'a fait qu'exalter le courage et le patriotisme des habitants. L'incendie de Kehl, ville ouverte, était, au contraire, une infraction aux lois de la guerre; on voulait venger Strasbourg, mais on n'a fait qu'aggraver son malheureux sort. Je rappellerai d'ailleurs qu'en opposition avec les us et coutumes des Français en Allemagne, à la reddition de la ville, « les soldats allemands, » écrit un Strasbourgeois, n'ont pas commis pour cinq francs de dommages, » et la ville n'a été frappée d'aucune contribution malgré le meurtre de trois soldats. — J'ajoute qu'un Strasbourgeois nous disait que l'indiscipline des soldats français était poussée si loin que ce fut un repos pour les habitants de voir circuler dans les rues les paisibles et honnêtes soldats allemands. — Quant à la bibliothèque, on avait eu 48 heures pour en sauver tous les manuscrits et les livres de prix.

¹ Je lis dans la brochure de M. Hébel (Exactions, cruautés, barbarie des Prussiens en France, 1792, 1815, 1870), qu'au 8 novembre Nancy avait été imposé de 5 millions. Ce chiffre est-il exact? S'agit-il de contributions en argent, ou de simples réquisitions payables à la paix? Je ne sais. En tout cas, il y a loin de 5 millions pesant sur 30,000 habitants, aux 3 millions d'Heilbronn avec ses 4 à 5,000 âmes.

mesurer la supériorité morale des armées allemandes sur les armées françaises de Napoléon I^{er}.

Mais on prétend que les progrès de la civilisation ont été aussi grands en France qu'en Allemagne, et que les armées françaises du second empire ou de la république auraient pratiqué en pays ennemi les mêmes vertus dont les armées allemandes, de l'aveu de tous, ont fait preuve jusqu'à Sedan.

A cette assertion, l'Allemagne répond par un seul mot : Les turcos, les quinze mille sauvages que la France a lâchés contre elle, et dont nous connaissions fort bien les mœurs depuis la guerre d'Italie. A Solferino, comme à Wœrth, on les a vus se jeter à terre, faire les morts, puis se relever et tirer par derrière sur l'ennemi. On les a vus en Italie saccageant et brûlant les villages, violant les femmes et les massacrant ensuite, mutilant avec une atrocité tout orientale les hommes et les enfants. L'*Indépendance algérienne* les excitait en 1870 à dépouiller tout sentiment d'humanité, et ils ont fidèlement suivi son conseil ; car ils sont responsables des blessés sans nez et sans oreilles qu'on a trouvés dans les villages de Coulours et d'Aussan¹. Si les rôles étaient renversés et que les turcos fussent des soldats allemands, les Français admettraient-ils aisément que l'Allemagne d'aujourd'hui fût en progrès sur celle de Blücher et de Frédéric II ? Seraient-ils bien rassurés pour l'honneur de leurs femmes et de leurs filles ? Et si, pour se prémunir contre l'invasion de ces barbares, ils jugeaient nécessaire d'enlever à l'Allemagne Mayence et Trèves, s'inquiéteraient-ils beaucoup des clameurs que soulèverait leur soi-disant esprit de conquête ?

Nous prouvera-t-on la haute civilisation des Français par la science et les vertus de leurs officiers ? Mais qu'on

¹ *The Franco-German war* by sir Tollemache Sainclair, baronet, (un des correspondants du *Times*). London 1871.

lise le portrait que trace d'eux le prince Frédéric-Charles dans sa célèbre brochure ! Ou, si l'on récuse le témoignage d'un ennemi, qu'on écoute celui d'un de leurs compatriotes, d'un prêtre, d'un aumônier de la garde impériale, le P. Marchal ! Il les dépeint « viveurs, buveurs, ignorants, ineptes, négligents, égoïstes ¹. » Il en a vu un plaçant devant Metz ses soldats le dos tourné contre l'ennemi, et un Alsacien, très-français, m'a raconté de Woerth la même bévue. Sans doute ineptie n'est pas vice, et c'est de tous les défauts celui qu'on peut le plus vivement souhaiter à son ennemi. Mais quel était avant Sedan le ministre de la guerre ? Le comte de Palikao, qui a laissé en Algérie et en Chine la réputation que chacun sait. Parmi les généraux, n'en était-il pas plus d'un auquel les journaux français et anglais reprochaient d'incroyables dilapidations ? L'Allemagne ne sait trop ce que ces reproches ont de fondé. Mais il lui est permis de supposer que des hommes accusés chez eux de péculat, ne deviendraient pas, en mettant le pied sur le territoire ennemi, des modèles de désintéressement et de probité. Elle a donc le droit de se dire que la race des Vandamme ne s'est pas éteinte en 1814, et qu'il est sage de ne pas leur laisser franchir de nouveau la frontière.

Le sentiment même de l'honneur, autrefois si délicat en France, s'est atrophié chez un trop grand nombre d'officiers. Lorsque le général de Cissey fit demander au prince Frédéric-Charles si les officiers faits prisonniers devant Metz seraient libérés sur parole comme à Sedan, quelle a été la réponse ? « Non ! deux généraux et trois cents officiers ont violé leur parole, et ils combattent de nouveau contre nous. » Tous sans doute n'ont pas suivi ce triste exemple. Plusieurs même, qu'on ne peut assez louer, sont venus en Allemagne se constituer prisonniers pour échapper aux obsessions de leurs parents et de leurs amis. Mais

¹ *Drame de Metz*, 15^{me} édition.

la loyauté des uns ne peut que rendre plus condamnable la déloyauté des autres. Ce qu'il y a de plus honteux pour la France, c'est que ces parjures-là sont entourés de l'estime générale. Même un décret du ministre de la guerre, du 13 novembre ¹, offre pour ainsi dire une prime aux officiers qui, violant leur parole, réussiront à échapper des mains de l'ennemi. Le général Lefort a adressé la même invitation à ceux qui se sont réfugiés en Belgique. Les Allemands qui, dans leur naïve honnêteté, croyaient pouvoir se fier sur la parole d'un Français, ont enfin compris jusqu'où la grande nation porte sa haine et son mépris pour eux.

Les soldats français, ces « lions commandés par des ânes, » compensent-ils, au moins par leur discipline, leur moralité, tout ce que laissent à désirer leurs officiers? Mais une lettre d'un officier français, postérieure à la défaite de Wœrth, tout en reprochant au ministre de la guerre son imprévoyance et aux officiers une ignorance grossière, accuse les soldats d'une indiscipline qu'expliquent les mœurs africaines et le socialisme, et les fuyards de déprédations pires que celles qu'auraient commises les Prussiens. L'auteur français des *Causes qui ont amené les désastres de l'armée française dans la campagne de 1870* représente les soldats « animés d'un esprit d'indiscipline et d'indépendance qui, durant toute la campagne, les entraîna à la maraude, au pillage et à l'oubli du respect qu'ils devaient à leurs chefs; » « sans aucun principe de morale, vendant au plus offrant une existence oisive, vagabonde, misérable, dans le seul but d'en dissiper le produit en débauche et en scandale; » se livrant, « encouragés par l'impunité, à des excès qui ne connaissaient plus de bornes, » et « laissant dans l'esprit des populations qu'ils traversaient une impression si pénible qu'elles devront garder longtemps le triste souvenir de leur passage ². »

¹ Mon autorité est Sir Tollemache Sinclair.

² P. 106, 102, 36, 38; puis 48, 51, etc.

Dois-je ajouter le témoignage du comte de la Guéronnière, parlant de « ces masses de déserteurs, de maraudeurs qui sont pour le paysan et le propriétaire, pour le château comme pour le village, non moins redoutables que l'odieuse réquisition prussienne? » « Les exemples déplorables de cette dévastation, poursuit l'auteur, abondent dans notre malheureuse France; nous ne les chroniquerons point. On n'ose même envisager les maux que cette situation doit engendrer¹. »

Et qu'on ne dise pas que les armées de la république sont mieux disciplinées que celles de l'empire, et qu'elles auraient été moins redoutables aux paisibles populations allemandes. Nous pourrions nous borner à demander si M. Gambetta a renvoyé les Turcos en Algérie. Mais nous reviendrons plus tard sur ce point.

La flotte de la France arbore-t-elle peut-être ce drapeau de la civilisation que son armée de terre a laissé tomber dans la boue? Mais, tandis que les généraux allemands respectaient les propriétés des Français inoffensifs, la France saisisait par ses vaisseaux de guerre les pacifiques bâtiments du commerce allemand, en brûlait et coulait bas plusieurs, et traitaient les capitaines comme des criminels, les insultant et les enchaînant deux à deux. A des procédés semblables, l'Allemagne a répondu en emmenant à Brême et ailleurs des otages, qui d'ailleurs étaient libres sur parole.

Cependant, si, sur mer et sur terre, la France militaire ne brille pas au premier rang par son humanité, peut-être son gouvernement a-t-il été mieux inspiré? Hélas! l'empire et la république ont expulsé les Allemands établis en France, non-seulement de Paris, où ils étaient très-nombreux, mais de tous les départements. Ils ont expulsé non-seulement les hommes dans la force de l'âge, mais les malades, mais les femmes et les enfants, mais des vieil-

¹ *L'âge de fer ou l'ère du sang*, p. 107.

lards moribonds, mais des familles dont tous les membres étaient nés en France, qui ne savaient pas un mot d'allemand et qui avaient oublié jusqu'à la commune d'où leurs pères étaient originaires. Ils les ont expulsés, non point qu'ils eussent le moindre danger à redouter de ces étrangers; mais toute la classe ouvrière a saisi cette occasion de mettre fin à la concurrence que lui faisaient leurs habitudes d'honnêteté et de travail. Grande et généreuse, l'Allemagne n'a usé d'aucunes représailles.

Je cherche en vain dans la présente guerre quelques indices de cette civilisation exceptionnelle qui placerait la France à la tête de toutes les autres nations. A-t-elle été plus généreuse envers ses blessés que les Allemands envers les leurs? Mais elle n'a pas collecté six millions de francs, tandis que la société internationale de Berlin en a reçu quatorze. A-t-elle témoigné une très-grande sympathie pour les prisonniers et les blessés allemands? Mais à Orléans, à Poitiers¹, à Pau, ils se sont plaints amèrement des mauvais traitements qu'ils ont eu à subir, tandis qu'un capitaine de dragons à Glogau, un des officiers à Spandau et le conseil d'honneur des officiers français à Erfurt, ont réduit à néant les calomnies qu'on se plaisait à semer sur le sort que leur faisaient leurs vainqueurs. A-t-elle secouru avec empressement ses soldats affamés après leurs grandes déroutes? Mais la profonde apathie que sir Tolle-mache Sainclair reprochait avec amertume en septembre à la riche population de Sedan et de Stenay, nous a tout

¹ Le *Courrier hanovrien* d'avril contient le récit des dangers de mort qu'un officier prussien fait prisonnier a courus à Vendôme, à Poitiers et même à Bordeaux : soldats, officiers, gens du peuple, rivalisaient d'injures et de voies de fait. Il n'a trouvé de protection qu'après des généraux. Nombre d'officiers allemands prisonniers ont eu des menottes pendant 4 ou 5 jours. A Montpellier on en a vu marcher, enchaînés deux à deux comme des criminels, et l'on a enterré l'un d'eux de nuit, en cachette, en trompant ses compagnons d'armes qui n'ont pas pu l'accompagner au cimetière.

aussi péniblement surpris cinq mois plus tard à Pontarlier et dans le pays de Gex. On dirait que la France, en perdant sa foi, laisse son cœur se dessécher et se racornir ¹.

Ce qui, aux yeux de la nation allemande, a dans cette guerre le plus terni la gloire des Français, c'est leur manque de sincérité, qu'au reste plusieurs de leurs publicistes ont été les premiers à déplorer et stigmatiser. Paris ne se doute pas de la surprise, du scandale et de la profonde pitié que les mensonges de ses gouvernements et de sa presse ont causés à l'Europe entière. C'est, d'abord, l'empire qui, cherchant un *cas de guerre*, feint en juin une indignation extrême à la nouvelle que le trône d'Espagne était offert à un Hohenzollern : il était parfaitement au courant de ces négociations depuis sept mois ². Ses ministres entraînent le Corps législatif en parlant en termes mystérieux d'une note de M. de Bismarck, dont ils refusent la communication : elle n'existait pas. Le premier bulletin de Napoléon change la puérile et ridicule comédie de Sarrebruck en une éclatante victoire. Avec les défaites, on a recours au système de Napoléon I^{er}, qui, dans sa campagne de Russie, laissa les Français dans la plus complète ignorance de ses revers jusqu'au vingt-neuvième bulletin qui avoua tout à coup l'affreuse vérité ³. De même, pendant tout le mois d'août 1870, le ministère de la guerre changeait les défaites et les retraites en victoires, inventait de toutes pièces des combats et des triomphes ⁴, rapportait à ces fictions

¹ Dans la guerre de Crimée les souscriptions pour un fonds patriotique ont produit : en France, 2,500,000 francs ; en Angleterre, 25,000,000. De même, lors de la grande détresse des fabriques de coton, la France a souscrit 200,000 fr. pour 300,000 ouvriers, et l'Angleterre plus de 30,000,000.

² *Papiers secrets*, IV, p. 85 ; II, p. 36 sqq.

³ Napoléon avait perdu 400,000 hommes et il en avouait 50,000. — Après Wagram, il avait réduit le chiffre de ses morts de 33,000 à 1,500.

⁴ Une victoire du maréchal Bazaine à Courcelles, dans le *Moni-*

par des altérations de dates les récits de batailles réelles¹, propageait les bruits d'émeutes et de révolutions qui auraient eu lieu chez l'ennemi. Mais le modèle du genre, c'est la nouvelle apportée au Corps législatif par le ministre de la guerre, le 20 août, des trois corps d'armée culbutés par le maréchal Bazaine dans les carrières de Jaumont. On peut lire dans le *Gaulois* du 5 septembre, l'histoire de la *montagne des 20,000 cadavres* ! Cependant la presse entière pratiquait le mensonge avec une désinvolture et une effronterie vraiment inouïes dans les annales du monde. Un Belge² a recueilli la dixième partie de ces fables dans un gros volume, qui ne dépasse pourtant pas la chute de l'empire, et qui est bien un des monuments les plus honteux d'une société qui se décompose et se pourrit. On aurait dit la France entière possédée d'un esprit de ténèbres qui tuait en elle le sens du vrai. En se repaissant avec avidité de tant d'absurdités et de calomnies, elle a perdu le droit de se dire la première des nations civilisées.

Nous avions applaudi à M. Gambetta s'écriant au Corps législatif, le 12 août, à propos de Nancy : « Le gouvernement veut-il continuer un système qui, à l'incurie, ajoutait le mensonge ? » Nous espérions que la république allait par sa véracité faire honte à l'empire. Mais hélas ! ce même député, depuis qu'il est devenu un Napoléon au petit pied, a marché sur les traces de son devancier. En vérité, la France ne peut s'en prendre qu'à elle-même si on hésite à croire ses récits même les plus véridiques.

La France ne le prouve que trop : une nation ne change

teur du 26 août. Cinq jours de combats heureux du 27 au 31 du même mois, dans *Paris-Journal*.

¹ Voyez les plaintes de l'*Indépendance belge* dans le *Journal de Genève* du 3 septembre. — Un Allemand a calculé le nombre de ses compatriotes qui, au dire des Français, avaient péri de juillet en octobre : la somme totale était de 2 millions.

² *La Guerre de 1870. L'esprit parisien, produit du régime impérial*, par Émile Leclercq. 4^{me} édit. Bruxelles.

pas ses mœurs en changeant son gouvernement. Une réforme religieuse seule peut modifier profondément et rendre meilleur le caractère national. Le 4 septembre n'a pas d'un coup de baguette régénéré la nation française. Elle n'est pas devenue en un jour modeste et pacifique, chaste et probe. La série des Mélaç, des Jourdan, des Vandamme, aboutissant aux turcos, n'offre nul indice de progrès, et il serait aisé d'y voir au contraire un *régrès*. L'Allemagne fait donc preuve de prudence en se méfiant aujourd'hui encore de la France et en se prémunissant contre ses habitudes invétérées d'invasion.

III. — L'armée allemande depuis Sedan.

Les journées de Sedan dépassèrent toutes les espérances du roi Guillaume. On sait en quels termes il exprima à la reine ses plus intimes pensées :

« Tu connais à présent, par mes trois télégrammes, toute l'importance du grand événement historique qui vient de s'accomplir. C'est comme un rêve, même pour celui qui l'a vu se dérouler heure par heure.

« Quand je pense qu'après une grande et heureuse guerre (Sadowa), je ne pouvais rien attendre, sous mon règne, de plus glorieux, et qu'aujourd'hui pourtant je vois s'accomplir un acte qui appartient à l'histoire du monde, je m'incline devant Dieu, qui, seul, nous a élus, moi, mon armée et mes confédérés, pour exécuter cette grande œuvre, et qui nous a choisis comme instruments de sa volonté. Ce n'est que dans ce sens que je puis comprendre cette œuvre, si je veux louer dans l'humilité les desseins de Dieu et sa grâce. »

La guerre semblait terminée. L'empereur qui l'avait déclarée, était prisonnier avec toute son armée. Les vainqueurs étaient au comble du bonheur, les soldats s'embrassaient en pleurant de joie, les aumôniers parlaient d'un retour immédiat au foyer domestique, et tous auraient renoncé sans hésiter à la gloire d'entrer dans Paris. Mais Napoléon, qui, malgré la régence, était toujours le souverain de la France et l'élu des sept millions, déposa son sceptre avec son épée, et il se mit ainsi dans l'impossibilité de signer une paix qui aurait consommé sa ruine.

En même temps, la république était proclamée le 4 septembre dans toutes les grandes villes de France.

Dans une circulaire du 6, M. Jules Favre formula le programme du gouvernement de la défense nationale : « Pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses. »

La France ravie répéta tout entière avec enthousiasme ces nobles et belles paroles.

M. de Bismarck exprima sa surprise qu'on ne réclamât pas en même temps de l'Allemagne les frais de guerre ¹.

Cependant les républicains rouges, pour ne pas se laisser devancer par les républicains modérés, ajoutèrent au programme : « Pas un sou de notre bourse. »

Puis M. Gambetta s'écria : « La guerre à outrance ! la guerre jusques au dernier homme ! la guerre jusques au couteau. »

Malheur aux nations qui ont pour hommes d'État des avocats et des orateurs !

Mais après avoir admirablement parlé à la France et à l'Europe, il fallut s'adresser aux Allemands et changer de ton.

M. J. Favre ² reconnut la France « responsable » de la guerre, « ne prétendit point demander du désintéressement à la Prusse, » et déclara que sa nation « n'avait d'autre ambition que de travailler fraternellement avec ses voisins au progrès de la civilisation. » Mais la France ne peut accepter une paix « déshonorante ³ » et elle offre une indemnité de guerre.

M. de Bismarck, qui a plus que tout autre le droit de dire : « Nous savons ce que nous voulons, cela nous suffit ⁴, » exigeait une cession de territoire.

¹ Correspondance du *Standard* du 13 septembre.

² Circulaire du 17 septembre.

³ Rapport officiel de J. Favre dans le *Journal officiel* du 25.

⁴ *Standard*, même correspondance.

Sa pensée était : « Vous nous auriez pris Mayence et trois millions d'Allemands pur sang. Nous gardons avec Metz, qui est votre Mayence, l'Alsace, qui est votre province rhénane, et qui compte sur 1,100,000 habitants, 90,000 seulement parlant le français ¹. »

L'entente était impossible. L'entrevue de MM. de Bismarck et J. Favre à Ferrière, les 19 et 20 septembre, ne fit que le constater.

La France s'engagea dans une guerre nouvelle, qui lui a coûté plus de 300,000 hommes, et après cinq mois de combats et de ruines, le même J. Favre a dû accepter les conditions qu'il avait sans raison déclarées déshonorantes.

La guerre continua par la faute seule de la France.

Elle changea complètement de nature. Elle avait été avant la république d'armée à armée, d'État à État ; elle devint de nation à nation. Le gouvernement provisoire organisa de toutes parts des corps de francs-tireurs. Il fit plus : il appela la nation entière sous les armes. Dans une de ces proclamations sonores qu'on écrit dans son cabinet avec enthousiasme et qui doivent électriser tout le pays, frapper d'admiration l'Europe entière, mais dont on ne calcule pas les conséquences immédiates et pratiques, M. Gambetta livrait « à l'infamie, au mépris public, » traitait de « lâches » tous les Français qui, à l'approche de l'ennemi, ne se défendraient pas « à outrance » avec toutes les armes disponibles, et condamnait à « être mis devant le tribunal de guerre » les préfets et les maires qui n'obéiraient pas à ce décret.

Le roi Guillaume, dans sa proclamation de Sarrebruck, avait promis sa protection aux citoyens paisibles. M. Gambetta d'un mot fait de tous les citoyens sans exception, des

¹ De ces 90,000, il y en a 58,000 dans le bassin du Rhône. La Lorraine compte, en 481 communes, 296,000 Allemands, sur une population totale de 1,600,000 âmes.

soldats. L'ennemi a donc le droit de les tuer ou de les emmener prisonniers. Et quand, d'une part, tous les moyens d'attaque deviennent légitimes, même l'empoisonnement, ne sera-t-il pas permis, d'autre part, d'user de tous les moyens de défense ?

La guerre de guérillas est une guerre atroce.

Se rappelle-t-on comment l'ont faite les Français républicains dans les Calabres, ou les Français impérialistes en Espagne ?

Murat était entré le 23 mars 1808 à Madrid. Le couteau faisait périr en secret plus d'hommes que la mitraille, et cinq cents soldats manquaient à l'appel. Murat fit en conséquence afficher cet ordre du jour : « Quiconque sera pris les armes à la main sera fusillé ; de même ceux qui recèleront chez eux des personnes armées. Tout attroupement de plus de huit personnes sera dispersé à coups de fusil, tout lieu où il aura été tué un Français sera brûlé. Quiconque fera ou distribuera des écrits provoquant à la sédition sera fusillé. Les maîtres seront responsables pour leurs domestiques, les marchands et les chefs d'ateliers pour leurs ouvriers, les pères et mères pour leurs enfants, les supérieurs des couvents pour leurs religieux. »

« Le dépit, poursuit Cantù ², d'avoir à faire à un ennemi insaisissable, exaspéra les soldats de Napoléon, qui devinrent aussi féroces dans leur obéissance que les Espagnols dans la défense de leur territoire. Le gouvernement se fit détester par les exécutions qu'il était contraint d'ordonner, et par les mesures qu'exigeait une guerre flagrante. Il fit une levée de chevaux dans la Vieille-Castille, et ordonna

¹ L'auteur anonyme de *La campagne de France en 1870* (Genève, Lelièvre, 1871) menace du « poison, s'il le faut, » les armées allemandes, p. 4. — Le doux, le pieux, le royaliste M. de Laprade, de l'Académie française, se déclare prêt à « applaudir » à l'assassin de ce roi Guillaume auquel il assigne une place « entre Bonaparte et Marat. »

² *Histoire universelle*, trad. franç. t. XVIII, p. 238 sqq.

que le reste fût aveuglé d'un œil ou rendu impropre au service militaire. Les généraux volèrent, et parèrent leurs mattresses des diamants enlevés aux madones. Il semblait que la conduite du maître donnât aux soldats le droit de recourir à toutes sortes de ruses; mais ce qu'ils appelaient des stratagèmes blessait hautement la loyauté espagnole, et leur valut non-seulement l'imputation d'arrogance, mais celle de lâcheté.

« Il ne pouvait résulter de là que des représailles terribles : le frère de l'un était tué après capitulation; on violait la femme d'un autre; on ravissait les filles d'un troisième; et ceux qui avaient été ainsi blessés dans leurs plus chères affections devenaient des brigands farouches. Les femmes se jetaient sur les blessés pour les mettre en pièces, les faire griller sur les charbons, les égorger à plaisir; on empoisonnait le vin des tonneaux et l'eau des puits. A Oporto, à Coïmbre, des hôpitaux entiers furent livrés au massacre; sept cents prisonniers périrent noyés dans le Minho. La licence et la barbarie marchaient front levé avec les envahisseurs qui trafiquaient des femmes. »

Me dira-t-on qu'aujourd'hui les Français ne commettraient plus de telles cruautés et de telles infamies? Je renverrai aux tableaux que M. de Kératry a tout récemment tracés de la chasse aux hommes dans le Mexique.

Voyons maintenant quelle ligne de conduite a suivie le roi de Prusse depuis le jour où M. J. Favre l'a contraint à garder en mains les armes qu'il allait déposer, et où M. Gambetta a soulevé contre lui la nation tout entière?

A-t-il retiré sa proclamation de Sarrebruck? Aucunement. Elle subsiste en plein et garde toute sa valeur. Aujourd'hui comme au mois d'août, l'armée allemande s'efforce de causer le moins de dommage possible et d'être le moins à charge aux villages et aux villes qui renoncent à se défendre. Elle aimerait à leur faire ainsi vivement sen-

tir tout le profit qu'il y a pour eux à ne pas tenter une lutte désespérée et insensée.

Mais autant elle est pleine de ménagements pour les populations paisibles, autant elle se montre sévère envers celles qui, tout en gardant les vêtements de la paix ¹, la reçoivent avec les armes de la guerre. A ce genre de lutte il n'y a plus pour l'ennemi un lieu et un instant où il peut reposer en sûreté. Il redoute de tout homme, à distance un coup de fusil, de près un coup de revolver ou de pique. Les apparences les plus pacifiques cachent de sanglantes surprises, qui sont à ses yeux d'odieuses trahisons. Pour y mettre un terme ou du moins un frein, il a recours à de rigoureux châtiments qui répandront une salutaire terreur dans toute la contrée. C'est ainsi que les Allemands incendient sans pitié la maison, le village, le quartier de ville d'où l'on a, sans combat en règle, tiré sur leurs officiers ou sur les simples soldats.

Quant aux francs-tireurs, ils ont l'uniforme, et on devrait donc les traiter comme de vrais soldats. Mais que nous apprend d'eux l'aumônier suisse d'une ambulance en campagne? Qu'il se glisse en grand nombre dans leurs rangs « des aventuriers qui peuvent être aussi dangereux aux amis qu'aux ennemis, ou même des gens qui veulent ainsi échapper au service régulier ². » Et quelle mesure vient de prendre contre eux le gouvernement français lui-même? Le général directeur de la guerre, M. Haca a, dans une circulaire, ordonné aux généraux de traduire devant une cour martiale tout homme ou tout groupe d'individus qui se disent francs-tireurs et qui ne justifieraient pas de leur position ³. Mais si parmi ces gens-là il est des malfaiteurs et des brigands, les Français sont-ils bien venus à re-

¹ Par exemple, dans la contrée d'Orléans, depuis que M. Gambetta avait promis son appui au clergé, les paysans tiraient constamment sur les soldats allemands isolés.

² *Liberté chrétienne* de Genève du 6 janvier 1871.

³ *Journal de Genève* du 15 janvier 1871.

procher aux Allemands qu'ils ne traitent pas ces brigands avec le respect dû aux soldats ?

Mesurons d'ailleurs la distance qui sépare de la proclamation de Murat celle des généraux allemands.

Le 17 septembre, le prince royal de Prusse faisait savoir de Meaux au peuple français que, dans chaque ville et village où entreront les troupes allemandes, les habitants sont responsables sur leur vie et leurs biens de tout malheur arrivé par trahison à un soldat allié. Les chefs des divers corps de troupes sont invités à user des représailles les plus sévères, si le droit des gens est encore violé par la population française en quelque manière que ce soit ¹.

D'autres proclamations plus explicites condamnent les francs-tireurs à être pendus ou fusillés, et le village ou la maison qui leur aura donné abri et d'où ils auront tiré sur les Allemands, à être brûlés si le maire n'a pas donné avis de leur présence.

Dans les premiers jours d'octobre, comme les abus commis par les bandes armées se multipliaient indéfiniment, les départements qui en étaient le théâtre furent frappés d'une contribution d'un million. Cette menace, qui d'ailleurs épargne la vie des hommes, a-t-elle été appliquée une seule fois dans toute sa rigueur ?

La guerre en se prolongeant a-t-elle peut-être exaspéré les vainqueurs ? Voici une proclamation du général de brigade, de Randzau, daté d'Ouzouer-sur-Loire, 23 janvier ² :

¹ Quelques jours plus tard, le 5 octobre, après l'explosion de la citadelle de Laon, qui était une insigne perfidie, le commandant de cette ville menace ses habitants et ceux des villages voisins de fusiller quatre Français pour chaque soldat allemand tué par trahison, tout en promettant sa protection aux gens paisibles. Ce document, que je ne connais que par le *Courrier du Pas-de-Calais*, est-il authentique ? Je ne sais. Mais il va sans dire qu'il passe aujourd'hui en France pour provenir du Roi lui-même et pour s'adresser à toute la nation française.

² Elle est citée en preuve des atrocités des Allemands dans le

« Il est arrivé dans les dernières journées que, sur le territoire des communes environnantes, les paysans ont tiré sur nos troupes. S. M. le roi Guillaume, au commencement de cette guerre, a proclamé hautement que cette guerre ne serait pas faite contre les citoyens paisibles, mais contre les forces militaires régulières. Le système de francs-tireurs établi depuis en France, contrairement aux droits des gens, a forcé mon auguste souverain d'ordonner aux commandants des troupes allemandes les mesures nécessaires afin de réprimer ce système qui n'est qualifiable que par le mot meurtre. Le général soussigné commandant à Ouzouer-sur-Loire prévient donc les communes que toutes les fois que des paysans ou des hommes non soldats tireront sur un militaire allemand, la commune respective sera non-seulement frappée d'une forte amende, mais que les maires, adjoints, etc., seront aussi menacés d'être emmenés comme otages; de plus, les fermes, maisons, etc., desquelles les coups seront tirés ou dans lesquelles les armes ou francs-tireurs armés seront trouvés, doivent être brûlées, ainsi que leurs propriétaires prêtant leur concours aux francs-tireurs étrangers devront, *selon les circonstances*, être punis de la peine capitale. »

Les ordres de représailles, donnés avec réflexion, ont été exécutés avec une inflexible ponctualité. Le roi seul, dit-on, les tempérait ou retirait. Mais je ne vois rien qui autorise à les comparer aux procédés des Français en Espagne ou même en Prusse ¹.

On m'a opposé les aveux du correspondant de la *Gazette de Cologne* ². M. de Wickede. Il déplore que les Français,

Recueil des documents sur les exactions, vols et cruautés des armées prussiennes en France.

¹ Napoléon écrivait au Prince Eugène : « Si vous recevez la moindre insulte dans quelque ville ou village de Prusse, brûlez-le sur-le-champ, fût-ce même Berlin. » (Traduit de l'anglais de Sir Sainclair).

² Numéro du 5 décembre.

par leurs efforts désespérés, prolongent « une guerre dure, cruelle, qui déjà maintenant (aux premiers jours de décembre) est menée de notre côté avec une rigueur inflexible et même, hélas ! par quelques chefs avec une vraie et injustifiable sauvagerie. » Mais M. de Wickedede rejette sur la fierté et la ridicule vanité des Français toute la responsabilité de cette guerre sanguinaire, et le blâme qu'il inflige à quelques généraux ne l'empêche point, dans ce même article, de dire à deux reprises qu'en considérant dans leur immense étendue les résultats de cette campagne, on ne peut qu'adorer avec une humilité et une reconnaissance toujours plus grandes le Dieu qui a pareillement béni les armées allemandes.

Il est d'ailleurs dans la nécessité des choses que la guerre des partisans, en se prolongeant, devienne de plus en plus haineuse et cruelle, de plus en plus lamentable pour l'une et l'autre nation. Mais la nation qui l'a commencée, en savait à l'avance les conséquences effroyables. Elle ne peut donc les rejeter sur son ennemie et lui en faire un crime. En 1806, Napoléon à son entrée à Berlin disait aux magistrats de la ville : « Vous avez voulu la guerre, vous l'avez. » Le roi Guillaume serait en droit de dire à la France : « Vous avez voulu la guerre de francs-tireurs : vous l'avez. »

C'est là, ce me semble, l'unique réponse à faire à la circulaire du 29 novembre, de M. le ministre français des affaires étrangères : « Acceptez nos conditions de paix, et nous poserons les armes. Cessez votre guerre de partisans, et nous cesserons nos représailles. Mais vous réserver le monopole de tous les moyens d'attaque et nous dicter ceux de défense qui vous conviennent, c'est vous faire la part trop belle. »

IV. — Les conseils bénévoles.

A mesure qu'aux revers de la France s'ajoutaient les souffrances toujours plus vives de la guerre de guérillas, affluèrent de tous les points du pays à Versailles de bénévoles conseils avec ou sans injures.

Ces conseils se sont produits sous des formes si diverses et se sont tellement multipliés, qu'il faudrait un in-quarto pour les transcrire tous. Je me bornerai à citer ici les trois plus remarquables, qui résument tous les autres.

C'est d'abord, dans l'*Église libre* de Nice, du 28 octobre, l'appel violent de sept pasteurs français invitant toutes les églises à déclarer que le protestantisme n'est en aucune manière responsable de la politique et de la conduite du roi de Prusse.

C'est ensuite la lettre tout aussi violente et non moins injuste, de M. le pasteur Delmas, de la Rochelle, datée du 15 novembre. Sans avoir « aucune intention de l'offenser, » il rappelle au roi que « son premier devoir est d'entendre la vérité. » La vérité consiste à lui dire qu'il devait accepter l'équitable réparation que la France offrait des dommages causés par l'empereur; qu'enivré par la victoire, il a failli à sa parole royale; qu'il veut depuis Sedan spolier la France; que la guerre qu'il poursuit est devenue impie, qu'elle est indigne de l'Évangile et en scandale au peuple de Dieu, qu'il rend la haine inextinguible et que sa mémoire sera en abomination aux races futures.

C'est enfin la lettre ironique de M. Franck, de l'Insti-

tut, qui a paru dans le *Moniteur universel* du 12 décembre, et qui a été réunie en une brochure à deux autres Lettres, aux *Puissances allemandes* et aux *Puissances neutres*¹.

A ces conseillers-là et à tous les autres, qui d'ailleurs font du règne de Guillaume une série ininterrompue de forfaits, je me permettrai avant tout de donner à mon tour un double conseil : celui de relire l'histoire des exploits des Français en Allemagne, telle que la racontent leurs victimes, et l'histoire récente de la Prusse, telle que l'ont écrite des témoins éclairés et impartiaux.

Puis, j'adresserais aux Français en général un très-sérieux avertissement : celui de ne pas prêter eux-mêmes au rire en voulant rendre ridicule leur ennemi. Y a-t-il rien de plus divertissant aux yeux d'un Démocrite que les puérils et stupides efforts que fait depuis août dernier la presse de Paris pour exposer aux risées de son peuple le vénérable vieillard entre les mains de qui Dieu a confié les destinées de l'Europe? Le roi a d'abord été fou furieux; on l'avait vu vers le Rhin ramené par deux officiers à Berlin. Mais, comme il marchait droit sur Paris, à la tête de son armée, il a fallu inventer autre chose. — « C'est un ivrogne! c'est un débauché et un débauché gredin! » Mais ces mensonges-là n'ont pas pris; on s'en avisait trop tard; 74 ans! ce n'est pas l'âge où l'homme tombe dans de tels vices. — « C'est un tartuffe, » s'est-on plus tard écrié. Mais l'hypocrisie n'est qu'odieuse, et à Paris le ridicule seul tue les gens. — On a cherché, encore cherché, toujours cherché, et enfin on a trouvé : Guillaume l'emballeur, Guillaume le pendulard. Cette sublime découverte, la presse l'a proclamée d'un bout de la France à l'autre en sonnant la trompette, en battant la grosse caisse, et d'emblée le plus grossier, le plus absurde mensonge est devenu pour la plus spirituelle

¹ J'ai en outre sous les yeux la lettre d'un de mes compatriotes, M. Pétavel-Oliff, du 24 novembre.

des nations un article de foi. Après tout, quand on a injurié la mère, pourquoi ne ferait-on pas du fils un voleur, un maraudeur, un sacré ? On entre bien ainsi dans l'esprit de son rôle. Seulement, à le jouer on s'expose à de certains dangers, et je veux à ce propos raconter à mes lecteurs français (si j'en ai jamais), une petite histoire.

Un lord voyageait en Irlande. Son domestique était un Allemand. Dans une contrée déserte, trois voleurs se précipitent sur lui, saisissent son cheval par la bride et le somment de mettre pied à terre. « A moi ! Michel, » s'écrie-t-il ; mais Michel ne bougea pas. Le lord, qui n'avait pas d'armes, est forcé de se rendre. Les voleurs lui enlèvent son or et sa montre. Comme ils s'en allaient, il leur dit : « Voici une guinée qui vous a échappé ; rossez-moi ce gail-lard-là, et je vous la donne. » Nos trois compagnons frappent à coups redoublés sur le bon Michel ; mais lui riposte des poings et des pieds, les terrasse, les assomme à deux, leur enlève leur butin et les met en fuite. « Que diable ! lui dit son maître, pourquoi n'es-tu pas venu à mon aide, quand ces brigands se sont jetés sur moi ? » — « C'est, monsieur, qu'il fallait d'abord que je m'échauffe. »

Les Français, à force de méchantes plaisanteries et d'odieuses injures, n'auraient-ils point *échauffé* le Michel allemand, et ne paient-ils point un peu cher leur intempérance de langage ?

Examinons maintenant en détail les conseils et les reproches qu'on adresse au roi et à son armée.

1° CRUAUTÉS

Le premier conseil, c'est de pratiquer un peu mieux l'humanité et l'honnêteté. On reproche aux troupes allemandes de se livrer sans scrupule à toutes sortes de cri-

mes (les sept pasteurs); leur férocité n'a d'égale que celle des Huns et des Tartares (M. Franck); c'est une guerre impie et scandaleuse (M. Delmas).

Pour se faire écouter du roi, il aurait fallu, d'abord, reconnaître franchement que jusqu'à la république, son armée avait donné un exemple inouï de discipline et de moralité; puis, avouer qu'en appelant toute la nation à se défendre à outrance, on avait radicalement changé les conditions de la lutte.

En effet, quand je parcours le registre que les Français dressent des crimes des Allemands ¹, je n'hésite pas à biffer toutes les représailles, conséquences fatales de la guerre de partisans. Les Allemands, comme nous l'avons dit déjà, ne les ont nullement poussées à ce degré de monstrueuse atrocité qu'avaient atteint les Français en Espagne, et les Français se tairaient s'ils voulaient bien se rappeler qu'en juillet dernier, quand des deux parts personne ne songeait encore aux francs-tireurs, ils menaçaient du sort du Palatinat les Badois et tout spécialement leurs *femmes*, parce qu'ils se permettaient de rester fidèles à la grande patrie allemande ².

Ajoutons aux représailles par le sang et par le feu, les dommages qu'entraîne nécessairement à sa suite un long siège. Les Parisiens, quand ils font une de leurs innombrables

¹ J'ai devant les yeux, outre de nombreux articles de journaux; *Recueil de documents sur les exactions, vols et cruautés des armées prussiennes en France*. Bordeaux, 1871. — Héhelle, père, de Paris, *Exactions, cruautés et barbaries des Prussiens en France*, 1792, 1815, 1870. Parthenay. — *La campagne de France en 1870, d'après des documents officiels*. 1^{re} série, Genève.

² S'il faut en croire des officiers prisonniers dans le sud de l'Allemagne, l'ordre avait été donné de brûler et raser Carlsruhe, qu'il se fût ou non défendu. — Un haut fonctionnaire de la république disait à un de mes amis: « Quand nous reprendrons les armes contre l'Allemagne, nous tuerons tous les hommes et violerons toutes les femmes. »

bles révolutions, construisent leurs barricades avec les voitures et les meubles de leurs concitoyens. Qu'ils permettent donc au soldat allemand, en pays ennemi, d'user pour se fortifier, pour s'abriter et, par -15°C. , pour se réchauffer, de tout ce que peut lui fournir une maison abandonnée.

Mais nous devrions avant tout passer au crible d'une sévère critique les crimes dont on accuse les Allemands ; car il en est une foule qui sont de vaines fictions résultant ou d'exagérations absurdes, ou d'erreurs plus ou moins involontaires, ou de calomnies inventées à plaisir.

Voici, pris entre mille, quelques exemples des unes et des autres.

Exagérations. Dire qu'à Bazeilles se sont renouvelées, dans un petit espace, les horreurs du sac de Magdebourg (M. Frank), c'est une de ces phrases à effet qui sonnent creux. Comment établir la moindre comparaison entre une cité qui s'était loyalement défendue et qui, après sa reddition, a été mise à feu et à sang par les vainqueurs, et ce Bazeilles où les Bavares voyaient leurs blessés jetés dans les flammes par les habitants, et leurs infirmiers tués à bout portant ? Il faut, en vérité, être bien à court d'arguments pour en relever de pareils.

Erreurs. Je lis dans le *Recueil* de Bordeaux : « A Garches, à Saint-Cloud, à Sèvres, à Bougival, à Villeneuve-Saint-Georges, toute la population qui était restée, a été enlevée de force et conduite à Versailles et à Corbeil, sans pouvoir rien emporter que quelques vêtements ; leur mobilier a été pillé et détruit. » Mais que dit en février la *Liberté*, qu'on n'accusera pas de ménager les Prussiens ?

« Nous avons causé avec plusieurs habitants notables de Villeneuve-Saint-Georges, où toutes les denrées alimentaires, le pain, le beurre, le fromage, etc., se vendent encore à des prix modérés, bien que les Parisiens s'y présentent

déjà en foule, pour faire des achats. D'après le dire des habitants eux-mêmes, les Prussiens se seraient abstenus de toute espèce d'excès dans cette localité, qu'on nous avait dénoncée comme ayant été saccagée par eux. Toutes les maisons habitées ont été respectées ; celles abandonnées par leurs propriétaires ont été, au contraire, mises à sac et débarrassées de leur mobilier. »

Je reçois d'un protestant du Havre, très-français, une lettre assez vive où se lisent entre autres ces mots : « *Le prince royal de Saxe*, avant de quitter Enghien où il occupait la maison de M. D. D., a fait enlever tous les meubles, les bronzes, etc., pour les transporter en Allemagne. Jugez de ce que faisaient les soldats. J'en aurais long à vous dire *s'il fallait raconter les faits dont je suis sûr*. — Trois jours après m'arrivent de la même main ces lignes : « C'est une autre maison qui a été maltraitée, et le prince de Saxe n'y était pas. » Et voilà comment on est sûr des faits qu'on raconte !

Le *Daily-News* avait ébruité l'affreuse histoire d'un capitaine de francs-tireurs brûlé vif près de Dijon vers la fin de janvier. Le cadavre était resté exposé aux regards de tous ; des milliers de personnes arrivaient en procession pour se repaître de cet affreux spectacle ; toute la contrée était émue, indignée, exaspérée. Le 15 janvier, des officiers français dressent une enquête pour constater cette atrocité, et y appellent deux médecins prussiens. Que découvre-t-on ? Que le capitaine a été frappé d'une balle, que la blessure était mortelle, que la mort a dû être instantanée et que le projectile est une balle Minié ! Que s'était-il passé ? Cent cinquante francs-tireurs occupaient le château de Percilly ; ils sont cernés par tout un bataillon d'ennemis ; on les somme de capituler ; leur commandant les engage à se rendre ; ils tirent sur lui et le tuent dans l'escalier ; le château est assiégé, on y met le feu, et le corps du commandant est à demi consumé au lieu où il était tombé. Garibaldi n'en a pas moins, dans ses proclamations,

dénoncé à toute l'Europe l'infâme conduite des Prussiens liant à un arbre et brûlant vif un franc-tireur¹.

Je passe aux *calomnies* bien qualifiées.

La prise de Châteaudun devient un mythe. Voici le *Petit Moniteur universel* (n° 58) qui nous donne un article sur les saturnales dont cette ville a été le témoin. Le général de Wittich, le duc de Saxe-Meiningen et un prince Albert quelconque, après un splendide souper de 70 couverts, mettent eux-mêmes à l'hôtel le feu, qui se communique à 235 maisons. Or, la *Gazette de la Croix* (n° 61) établit que le prince Albert est entré dans la ville pour prendre des ordres et en est sorti immédiatement; que le duc a dîné paisiblement chez son hôte, qu'il a fait asseoir à sa table; que l'incendie, allumé par des obus, a été attisé par un vent de tempête, et que les gens du duc ont réussi à préserver la maison où il avait son quartier.

Dans le récit de ces saturnales figurent des Bavares, vengeant par des atrocités leurs 2,000 frères qui avaient péri dans l'assaut. Mais les pertes des Allemands ont été de 126 morts et blessés, et de Bavares il n'y avait qu'une batterie. Puis viennent un soldat ivre grimpant sur un auel et en tombant, une nonne héroïque, le général von der Tann volant deux montres, etc., etc. Le *Moniteur* se souvient du conseil de Figaro: « Calomnions. calomnions toujours; il en restera quelque chose. »

C'est une calomnie que l'histoire des 200 francs-tireurs, faits prisonniers près de Nancy, et qui auraient dû chacun creuser leur propre fosse.

C'est une calomnie que les 700 jeunes filles qui auraient

¹ *Gazette d'Augsbourg*, 25 février. — Ce journal n'a pas nié ou du moins expliqué l'histoire de l'ambulance d'Hauteville dont les Allemands auraient massacré les deux médecins et les quatre infirmiers. D'autre part le général français Cremer a avoué qu'un médecin badois avait été tué à Nuits pendant qu'il soignait les blessés.

disparu de Versailles pendant les premières semaines du séjour des Prussiens dans cette ville.

C'est une proclamation calomnieuse que celle de M. de L'Hébergement aux paysans de la Bretagne : « Évêtrer les femmes, égorger les enfants.... brûler les églises, briser les statues de la Vierge Marie... telle est la manière dont font la guerre.... les hordes sauvages de l'Allemagne protestante. »

Les calomnies, les erreurs et les exagérations de la presse française sont parfois réfutées et redressées par cette même presse, quand la puissance de la vérité fait taire un instant sa haine des Prussiens. Nous avons cité plus haut Villeneuve-Saint-George. Voici ce que nous lisons dans le *Soir*, en février :

« Les renseignements commencent à nous arriver sur l'état de la province.

« Le département de l'Oise a peu souffert. Les chevaux réquisitionnés au commencement de l'invasion ont été rendus pour le service de la culture.

« La Beauce, au contraire, a été fortement réquisitionnée. Le département de la Somme a également beaucoup souffert des exactions prussiennes.

« Le département de Seine-et-Oise a été aussi fort éprouvé par les réquisitions : toutefois les travaux de labour ont pu être faits presque partout.

« Nous avons des nouvelles du département de Seine-et-Marne, par un voyageur entré hier à Paris. L'arrondissement de Meaux a été fortement réquisitionné par l'armée prussienne ; cependant les propriétés particulières ont été préservées, et les travaux de la terre ont pu être menés à bien. Les labours ont été faits, autant que la rareté des chevaux le permet. »

Les Prussiens ont pillé, dit-on, les bibliothèques de Saint-Cloud et de Versailles. Le fait est-il vrai ? Je l'ignore. Mais avec cinq milliards on achète tous les livres qu'on veut,

tandis que les administrations des musées de peinture et d'antiquités ne se dessaisissent à aucun prix de leurs trésors. A la place de ces brigands de Prussiens, j'aurais donc volé des tableaux et des *celts*, et non des livres. Or, que nous dit, en février, la *Correspondance Havas*?

« Des employés supérieurs des musées de Versailles et de Saint-Germain ont pu venir à Paris et démentir tous les bruits qui ont couru depuis l'investissement sur les dégâts ou les déprédations dont on accusait l'armée prussienne. Au moment de son arrivée à Versailles, le prince royal de Prusse exigea l'ouverture du musée tous les jours, en laissant la direction à l'ancien conservateur, M. Soulié. Au bout de quelques jours, on s'aperçut que deux petits tableaux d'une médiocre valeur artistique avaient disparu, ainsi que quelques médailles de l'époque de Louis XIV. M. Soulié parla de ces soustractions à l'état-major royal, et obtint aussitôt que les salles ne seraient plus ouvertes au public que le dimanche. Depuis lors il n'y eut plus ni un vol, ni un dégât à constater. Versailles, aujourd'hui, est donc dans l'état où il était le jour où les Prussiens sont entrés dans la ville.

« Quant au musée de Saint-Germain, que le roi de Prusse, pendant son séjour dans cette ville, visitait fréquemment et qui l'intéressait tout particulièrement, non-seulement rien n'a été touché, mais on a pu continuer l'installation d'une nouvelle salle qui a été ouverte depuis l'arrivée des Prussiens. A Saint-Germain, du reste, le musée n'a pas été public, et les officiers seuls ont été autorisés à le visiter.

« On a dit que des peintres allemands avaient suivi l'état-major prussien; c'est la vérité. Un de ces artistes a été chargé spécialement par le roi de faire quelques copies de tableaux du château de Versailles; il s'est mis en relation avec le conservateur, qui lui a donné une salle où les œuvres qu'il devait reproduire ont été déposées, puis remises en place quand les travaux commencés ont été terminés. »

J'ai tenté de recueillir de témoins neutres des renseignements authentiques sur la conduite des Allemands devant Paris. En voici le résumé dans ses traits généraux; nous indiquerons plus bas les exceptions qui font ombre au tableau.

Des maisons qu'on disait avoir été pillées par les soldats allemands, l'avaient été par des maraudeurs français ou étrangers. Les premiers, même après la paix signée, allaient de village en village avec des chars, enlevant les meubles des maisons désertes, et les journaux de Paris ont dénoncé au gouvernement ces vols effrontés. D'autre part, les armées allemandes sont suivies de bandes de soi-disant marchands qui ont leurs voitures et leurs chevaux et qui cachent leurs larcins sous le manteau de réquisitions régulières. La plupart des propriétaires ne se doutent pas de la fourberie. Les mieux avisés ont recours à la gendarmerie prussienne, qui les protège, mais qui ne peut réprimer efficacement ce maraudage. Il est d'ailleurs certain qu'en plus d'une circonstance ces pillards allemands, juifs ou polonais, se sont déguisés en officiers pour emballer paisiblement les meubles précieux d'un château.

Les maisons abandonnées par leurs maîtres ont été sac-cagées. Les Allemands qui doivent y passer une nuit, en enfoncent la porte, et, le lendemain, après leur départ, arrivent les voleurs dont on leur attribue généreusement tous les dégâts.

Lorsque le propriétaire est demeuré tranquillement chez lui, ou s'il a laissé à sa place un homme intelligent et honnête, il n'y a pas eu d'ordinaire un meuble d'enlevé ou de brisé. Telle la maison de la veuve d'un général français, M^{me} de C.; telles les trois maisons d'un Neuchâtelois, M. D., qui en avait remis la garde à un seul jardinier.

Mais Paris est loin de Neuchâtel, tandis que la Franche-Comté et le Montbéliard sont à notre porte. De nombreux témoins, suisses et français, qui ont visité ces contrées

nous permettent d'apprécier à leur juste valeur les effroyables récits des exactions allemandes.

Le Montbéliard, disait-on, était saccagé et réduit à la dernière misère. Une circulaire, partie de Porrentruy représentait les femmes et les enfants errant sans abri dans les campagnes et mourant de faim. A Bâle, le *char de la famine* recueillait dans les rues les dons des âmes charitables et les semait de villages en villages dans cette malheureuse contrée. Émus par de tels récits, un petit nombre de familles pieuses réunirent quelques milliers de francs, et M. N. se fit un joyeux devoir d'aller en faire la distribution. Il parcourut tout le pays, de Fahy à Héricourt. C'était dans la première semaine de mars. Que vit-il de ses yeux ? A Montbéliard même, la livre de viande se vendait 50 centimes (à Neuchâtel 70), et le pain, le beurre, le porc, le saindoux étaient moins chers que chez nous. Aussi M. N. eut-il de la peine à répartir ses quelques mille francs, et il n'hésite pas à dire que tous les récits qu'on a faits de l'extrême misère où les Allemands auraient réduit le Montbéliard, est « un inique mensonge. » Je ne sais si les familles qui excitaient plus spécialement sa sympathie, avaient su, par leur piété et leur douceur, gagner le cœur des Allemands. Mais partout où il est entré, on ne se lassait pas de lui dire combien les Prussiens s'étaient conduits honnêtement avec chacun. Partout on lui répétait, et il en a été profondément ému, que, sans une seule exception, il suffisait de se comporter avec droiture envers eux, pour qu'ils ne vous donnassent pas le moindre sujet de plainte. Une femme lui disait : « Ils aimaient tant les enfants qu'ils partageaient tout avec eux. » Aussi les regrettait-on dans la plupart des familles où ils avaient séjourné quelque temps. Ils témoignaient une estime particulière à celles où ils rencontraient des habitudes religieuses : à la vue d'une Bible sur une table dans une salle de réunion, ils s'écrièrent à l'instant : « Gute Leute, brave Leute. » Enfin, jusqu'en février et à la fin de la guerre, leur discipline, et surtout

leur respect pour les femmes, ont été un objet d'admiration pour leurs ennemis, qui étaient en outre surpris de leur culture intellectuelle. M. N. ne craint pas de déclarer qu'une telle armée représente l'ordre, l'honnêteté et la pitié en face de l'anarchie, du mensonge et de la frivolité.

Plusieurs Neuchâtelois, desquels les noms sont à des titres divers bien connus de plusieurs de nos lecteurs, et qui ont visité, eux aussi, la Franche-Comté et le Montbéliard, s'accordent à dire avec M. N. que la conduite des Allemands dans les familles est irréprochable. Un père français n'hésitait pas à déclarer qu'il aimait mieux avoir chez lui vingt Allemands que cinq de ses compatriotes. Mais on se plaint avec amertume des réquisitions, que partout on déclare odieuses. Cependant, dans les villages qu'on disait affamés, les poules et les canards prouvaient par leur nombre, à première vue, qu'il y avait bien quelque exagération dans ces plaintes. Sans doute, dans la ville même de Montbéliard, il y a maintenant 720 familles assistées, les unes chaque jour, les autres chaque semaine. Mais les Allemands ne sont pas responsables de leurs souffrances; car ce sont des ouvriers de fabrique, qui tous gagneraient leur vie si la révolution de Paris n'était pas venue interrompre et faire retirer les commandes.

Au moment de mettre sous presse m'arrive le témoignage très-précieux d'un écrivain français d'infiniment d'esprit, M. Alphonse Karr. Il est assez hostile aux Allemands pour *croire*, sans examen, tout ce qu'on raconte de leurs razzias de pendules; mais il est assez honnête pour ne pas taire le bien qu'il a vu de ses yeux. « Une chose *étrange*, dit-il, et à laquelle il doit y avoir nécessairement des exceptions (que cette réserve est bien française!), est celle-ci : J'ai questionné dans les villes, dans les villages, dans les hameaux que j'ai fouillés; *partout on m'a fait la même réponse* : Ils n'insultent pas les femmes, ils ne s'en occupent même pas. » Et, immédiatement après : « Les pauvres gens qui logent les soldats doivent aussi en nourrir un

certain nombre. Quand ils ont tout épuisé, les soldats leur apportent leur part du produit des réquisitions.... de la viande et du pain. » Suivant l'exemplaire des réquisitions qu'on a montré à M. Karr, les Allemands exigent tant de kilos... *ou* de l'argent. Mais, sous sa plume, le *ou* se change insensiblement en *et* : ce qui n'est pas la même chose ¹.

Nous venons d'entendre un paysan franc-comtois redouter moins ces Allemands dont la presse fait des monstres, que ses compatriotes, ses défenseurs, ses amis, les gardes mobiles et les francs-tireurs. Entre vingt autres paroles tout semblables, j'en choisirai une que me fournit le *Journal de Genève* du 3 février. On y lit que les paysans de la commune de Villars émigraient sur le sol suisse, « pleurant et disant que les francs-tireurs les retenaient prisonniers dans leurs villages et les rançonnaient à outrance ; *ils en étaient réduits à souhaiter l'arrivée des Allemands pour les protéger.* » Nous avons pareillement appris que ces paysans voient arriver avec effroi leurs compatriotes et avec une secrète joie leurs ennemis, parce qu'ils ont tout à craindre des uns, et n'ont rien à craindre des autres pour leurs femmes et leurs filles.

Un soldat poméranien, fait prisonnier près de Pontarlier, me disait : « Si nous prenions aux paysans quoi que ce soit sans payer, nous serions punis. »

¹ *Plus ça change, plus c'est la même chose.* Nice, 1871. — Je suis peiné pour M. Karr de sa page sur les prisonniers prussiens à Neuchâtel. A l'en croire, nous les aurions « traités bien, si vous exceptez les manières affectueuses et la sympathie. » Nos radicaux, au contraire, nous accusaient de leur avoir témoigné beaucoup trop de sympathie. Quant à son soldat malade qui se met dans la position réglementaire pour montrer sa langue au médecin, et qui ne la rentre qu'an bout d'un quart d'heure à l'ordre du médecin qui l'avait oublié, cette plaisanterie divertira infiniment les Français ; mais à nous autres Suisses, qui sommes neutres, elle semblera de très-mauvais goût et indigne de son spirituel auteur.

Et qu'on ne prétende pas que la Franche-Comté a été privilégiée ! J'ai sous les yeux la lettre d'une Française, qui s'était réfugiée en Normandie et que la guerre a atteinte dans sa retraite. On se battit pendant huit heures à deux kilomètres du village. Enfin, arrivèrent sept Prussiens, qui demandèrent poliment à manger, et qui, en s'en allant, avertirent cette dame de ne pas cacher des francs-tireurs, si elle ne voulait pas que sa maison fût brûlée. Elle avait vu l'officier tirer son sabre, pour protéger contre ses propres soldats le domestique de la maison, qu'ils avaient arrêté dans la rue. « Il ne faut pas croire, dit-elle, le quart de ce que disent les journaux des déprédations des Prussiens. Ils ne font qu'user des droits de la guerre, et ne font de mal aux habitants que là où on leur résiste avec injures. »

Que disait le *Daily News* du 15 décembre, de l'arrivée des Prussiens à Dieppe ? « Ils paient tout comptant, ils distribuent des aumônes aux pauvres ; leur conduite est au-dessus de tout éloge. »

Il me paraît que les certificats de probité décernés aux armées allemandes par les habitants mêmes des provinces envahies doivent avoir plus de poids, dans la balance de l'impartiale critique, que les clameurs de membres de l'Institut et de pasteurs qui n'ont point été en contact immédiat avec l'ennemi.

A la voix des Français et des neutres, je ne crains pas de joindre celle d'une feuille allemande, la *Gazette de Cologne*. Elle pousse l'impartialité si loin que les publicistes français s'arment de ses aveux pour accabler les armées d'outre-Rhin. Le mal qu'elle ne craint pas d'avouer, nous garantit que le bien qu'elle raconte mérite toute créance. Je traduis du 10 décembre les lignes suivantes :

Les Picards sont une superbe race, pleine de cœur et de franchise. Partout où nous avons établi nos quartiers, les habitants se sont liés d'amitié avec nos soldats du Rhin,

et d'une amitié qui allait jusqu'à une cordiale libéralité. Je les voyais à notre départ se tenir à la porte de leurs maisons, nous serrer la main et nous suivre du regard. Il y a dans de tels sentiments l'indice de la fraternité qui fera un jour de tous les peuples de l'Europe une seule et même famille. Cette cordialité, sans feinte et sans réserve, me rappelait les impressions ineffaçables que j'ai emportées des environs de Metz. C'était en novembre, le jour de la Toussaint; je parcourais le champ de bataille de Mars-la-Tour, vaste cimetière de plus d'une lieue de longueur. Partout où atteignaient mes regards, les tombes étaient parées de verdure. C'étaient les habitants de la contrée qui avaient voulu donner ce triste et doux témoignage de leur reconnaissance à des étrangers, à des ennemis. « Les Allemands, me disaient-ils, sont de très-honnêtes gens; pendant toute la durée du siège, ils se sont montrés pleins d'égards pour nos femmes et nos filles. Tantùs que nous étions enfermés dans la ville, les artilleurs attelaient leurs chevaux à nos charrues et cultivaient nos champs. A notre retour dans nos villages, nous voyions déjà verdier nos blés d'automne. » L'Allemand a triomphé du peuple français par sa bonté autant que par ses armes.

Enfin, tout juge, après avoir entendu l'accusation, doit prêter à la défense une oreille non moins attentive. Or, voici quelques bribes de celle qui est éparse dans tous les journaux allemands :

D'après la réponse privée que la *Gazette d'Augsbourg* a faite à la circulaire du comte de Chaudordy, des prêtres disaient n'avoir jamais vécu si paisibles que depuis que les Prussiens occupaient leurs villages.

Une lettre d'un officier supérieur à Versailles, qu'a publiée le *Mercure souabe*, résume et complète tout ce que nous venons d'affirmer d'après les sources multiples où nous avons pu puiser :

« Partout, sans exception, où les habitants n'ont commis

aucun acte d'hostilité contre nos troupes, la conduite de celles-ci a été au-dessus de tout éloge, *comme des milliers de Français l'ont reconnu devant moi et mes amis....* Nos soldats sont sur le meilleur pied avec leurs hôtes, leur rendent toute espèce de petits services et payent tout ce dont ils ont besoin. *Dans cent et mille cas, ils partagent d'un cœur joyeux leurs rations avec les pauvres.* Trop souvent même leur conduite est trop modeste et polie. Les Français rient sous cape des égards avec lesquels nous traitons les autorités locales, sachant fort bien qu'à notre place ils n'en agiraient pas ainsi.... Les dévastations autour de Paris, dont les Français nous accusent, sont leur propre fait... Il est positif que *les bourgeois paisibles aiment beaucoup mieux voir arriver chez eux les Prussiens que les gardes mobiles et les francs-tireurs....* C'est quelque chose d'effroyable que le système d'écœurement mensonge qui s'est répandu sur toute la France; pour s'en faire une idée complète, il faut vivre, comme moi, au milieu des mouvements militaires. *Cet esprit de tromperie et de mensonge est la vraie cause de la ruine de la France... Un des vices radicaux des Français, c'est de se refuser à voir clair dans les choses les plus simples, dès qu'elles leur sont désagréables, et de rejeter sur autrui tous les malheurs qui leur arrivent.* Je ne prétends point que, dans une guerre aussi acharnée, nos soldats n'aient commis aucun excès.... Mais sois certain que ce qu'on t'en raconte, est aux quatre-vingt-dix-neuf centièmes inventé ou exagéré. Nous autres Allemands ne sommes pas de mauvais drôles, et qui est bon avec nous n'a rien à craindre. *Que de fois n'est-il pas arrivé dans cette guerre que les autorités françaises nous ont demandé de faire garder, contre les attaques des Français, les propriétés privées, comme par exemple les vignobles de la Champagne!*

Au reste, quels que soient « les crimes » des armées allemandes, les Français feraient bien de ne pas oublier

ceux dont ils se sont eux-mêmes rendus coupables dans cette guerre.

Un médecin suisse raconte dans le *Bund* (décembre), que le 30 novembre il a vu un médecin militaire français se vanter d'avoir tué plusieurs prisonniers allemands avec son revolver; que les patrouilles françaises tuent les blessés ennemis qu'elles rencontrent sur les champs ou dans les bois; que les fuyards se mettent aux bras la croix des neutres¹; et que plusieurs Allemands sont morts de balles explosibles, dont une est entre ses mains.

A Wœrth; près de Tours, le 20 décembre; au Mans, le 11 janvier; dans le Montbéliard, du 15 au 30 janvier; devant Paris lors de la sortie du 19 janvier, et à Saint-Jean, plusieurs officiers et soldats ont été blessés par des balles explosibles, et une lettre de M. Ferry aux maires des arrondissements constate l'usage de ces balles, entre Français, dans l'émeute de l'hôtel de ville.

Je passe sous silence les coups de fusil tirés sur le drapeau parlementaire. Les accusations sur ce point sont réciproques, et jusqu'à constatation, se neutralisent.

Mais j'ajouterai deux faits particuliers, dont le dernier a fait dans l'Allemagne entière la plus douloureuse sensation.

A Châteaudun, le commandant français est un Polonais. La ville était fort peu disposée à se défendre. Le commandant menace de faire fusiller les bourgeois qui ne prendront pas les armes. De la ville ouverte il fait une ville forte, qui est certaine de succomber après quelques heures de combat et qui l'est pareillement d'être bombardée. Les

¹ Un membre de l'ambulance américaine de Paris raconte au *Times* que, dans la journée du 7 avril, les insurgés s'étaient fait apporter pendant le combat des munitions sous le couvert du drapeau de la croix rouge. « Décidément, ajoute-t-il, il est temps que la convention de Genève soit dénoncée ou modifiée; car on en a trop souvent fait, dans le cours de cette guerre, un instrument de perfidie. » On, signifie ici la France seule.

Prussiens arrivent. L'attaque commence. Le Polonais, s'adressant en allemand à la compagnie qui marchait sur lui, lui donne à entendre qu'il va se rendre. Elle le suit, est tout à coup cernée et est massacrée. (*Gazette d'Augsbourg.*) Mais, quelque rage que des procédés pareils puissent éveiller dans le cœur de l'ennemi, les Allemands ne se sont point oubliés (comme le prétend le *Courrier de Lyon*), au point de jeter des étages supérieurs les blessés français dans les flammes. Nous en avons pour garant un témoin oculaire qui nous est personnellement connu. « Je puis déclarer en toute vérité, écrit un des officiers supérieurs qui ont attaqué et pris Châteaudun, que rien de pareil n'est arrivé à ma connaissance, ni à celle des officiers et des soldats de mon régiment. J'ai bien vu de mes propres yeux des francs-tireurs et des mobiles brûlés sur les barricades. Mais ils y avaient péri d'une balle ou d'un coup de baïonnette, et ils avaient encore leur fusil à la main. L'incendie des maisons voisines les avait atteints et à demi consumés. La population s'était toute réfugiée dans les caves, et elle a passé la nuit dans un grand jardin, situé sur la route de Chartres; c'est nous qui l'avons nourrie. Ici comme partout, on nous a jeté la calomnie à la face. »

An Bourget, le colonel comte de Waldersee s'avance à la tête des soldats, quand il voit une main déployer à une fenêtre un drapeau blanc. Il fait suspendre le feu, s'approche de la maison et reçoit en pleine poitrine une balle mortelle. L'officier en second s'élance pour le soutenir et tombe mort avec lui. Si, témoins d'une aussi lâche perfidie, les soldats ont, dans cette rue, fait périr des innocents avec les coupables, quel est le Français qui osera leur en faire un crime ?

J'en appelle à M. Delmas lui-même et aux sept pasteurs : N'ont-ils pas méconnu les torts des Français, exagéré ceux des Allemands, et n'ont-ils pas ainsi, de concert avec mille autres contribué puissamment à attiser la haine des vain-

cus qu'ils auraient dû apaiser et calmer? Se sont-ils élevés au-dessus des préjugés de leur nation? En quoi leur langage diffère-t-il de celui des journalistes? En quoi ressemble-t-il à celui des prophètes hébreux?

Mais, nous diront les Français, nous avouerons, s'il le faut, que la guerre de partisans excuse de cruelles représailles, et que les Allemands sont moins redoutés du paysan inoffensif que nos francs-tireurs. Encore reste-t-il vrai que leur système d'exactions est odieux et qu'une multitude d'entre eux sont des pillards, des brigands.

2° EXACTIONS

Les Français, dans leurs accusations, confondent sous ce titre quatre choses très-différentes : les réquisitions en nature, les contributions en argent, les impôts réguliers et les amendes, et ils y ajoutent les vols.

a) *Réquisitions*. Une armée en pays ennemi vit des réquisitions faites dans les contrées qu'elle occupe, et de provisions qui lui arrivent de sa patrie. Or, il ne s'est jamais vu, dit l'officier allemand dans le *Mercure souabe*, « que, pour épargner le pays envahi, les trois quarts des objets nécessaires à l'entretien des troupes soient amenés de la patrie du vainqueur ou achetés de l'ennemi contre argent comptant. » L'administration militaire a, en effet, exécuté dans cette guerre de vrais prodiges ¹. Pour alimenter sur

¹ *Correspondance de Berlin*, février. — « On pourra juger des difficultés de cette tâche colossale, par un simple aperçu de l'approvisionnement quotidien de l'armée de Paris. Il faut, chaque jour, pour les besoins de cette armée : 148,000 pains de 3 livres, 1,020 quintaux de riz ou d'orge, 595 bœufs ou 1,020 quintaux de lard, 144 quintaux de sel, 9,600 quintaux d'avoine, 24,000 quintaux de

le territoire ennemi, jusqu'à 200 lieues et plus de la mère-patrie, quatre grandes armées et d'innombrables détachements, il a fallu une puissance d'organisation, une continuité d'efforts, une sûreté de prévisions, une entente et un soin des détails dont jamais aucune intendance n'avait encore approché.

Mais, malgré toute son activité, l'intendance prussienne n'a pu épargner aux départements français la lourde charge des réquisitions sans paiement. Elles sont une des fatales nécessités de la guerre, et la puissance qui l'a déclarée n'a pas le droit de les reprocher à l'ennemi. Ce qui est criminel, ce sont les dépredations. Or, les Français impartiaux conviennent que les réquisitions de denrées que font les Prussiens ne sont aggravées par aucun excès : « Ce sont les razzias de l'Afrique, m'écrivait-on, le 16 octobre, mais sans pillage; car cela est fait avec ordre. » On a toujours laissé aux mains des fermiers qu'on dépouillait de leurs bêtes de culture, des bons dont le traité de paix déterminera le mode de remboursement.

b) *Les impôts.* Dans les contrées conquises et momentanément administrées par eux, les Allemands ne pouvaient prendre à leur charge les frais de police, de justice, de culte, d'écoles. Ils ont donc perçu les impôts ordinaires que les populations en temps de paix auraient payés à leur gouvernement. Mais les Français, dans les journaux et

foin, 28,000 quarts d'eau-de-vie ou liqueurs spiritueuses. La fourniture du tabac est livrée tous les dix jours avec la même régularité. Chaque corps d'armée (de 25 à 30,000 hommes) reçoit pour dix jours 60 quintaux de tabac à fumer, 1,100,000 cigares pour soldats et 50,000 cigares pour officiers.» — M. Thiers en 1840 expliquait dans la chambre des députés qu'il était possible d'approvisionner Paris et ses treize cent mille habitants pour soixante jours, mais que les 250,000 ennemis qui assiégeraient la capitale, seraient contraints par la famine de lever le siège avant le trentième ou au plus tard le cinquantième jour.

dans des lettres privées qui nous ont été communiquées, n'ont point fait la distinction entre l'impôt et la contribution. En Alsace, on a cité comme une odieuse exaction une somme de 1,600 francs qu'ont dû payer par mois les 800 habitants du Ban de la Roche. Mais 1,600 multiplié par les 12 mois de l'année donne 19,200; or, le chiffre moyen de l'impôt est en France par tête de 50 à 55 francs; 800 multiplié par 50 donne 40,000, et ces monstres de Prussiens prélevaient ainsi sur un village la moitié de la somme qu'en temps ordinaire il aurait versé dans les caisses de l'État.

c) La *contribution* est arbitraire. Elle doit sans doute se proportionner à la population et à la richesse supposée des villes ou des départements. Mais elle n'en sera pas moins très-légère ou très-lourde selon la bonté de cœur ou la dureté du général qui en fixe le chiffre.

En somme, les contributions des Allemands, à les en croire, ne seraient que des *douceurs* au prix de celles que les Français ont prélevées sur l'Allemagne pendant deux siècles. Le *Mercur* souabe a même pu dire (avant la capitulation de Paris), qu'elles *n'atteignent pas le chiffre de celles qu'a payées aux généraux de Napoléon I^{er}, telle ou telle de nos grandes villes à elle seule, et lorsque l'argent avait beaucoup plus de valeur.* »

J'ai vu dans les journaux français que, fort souvent, le premier chiffre qui était énorme, ne tardait pas à être réduit sur les réclamations des autorités locales. C'est ainsi que le roi a abaissé des deux tiers la contribution d'un million imposée au département de la Seine-Inférieure.

Souvent aussi les ordres très-durs du général sont exécutés par ses subordonnés avec une excessive douceur. Épuisée par des réquisitions de tout genre, la ville de Montbéliard est condamnée par le général de Werder à payer 380,000 francs. C'était une somme modique auprès de celles que Ney faisait payer à Heilbronn, et Montbéliard

aurait trouvé sans peine à l'emprunter à Bâle ou ailleurs. Mais le commandant de place, la jugeant exorbitante, se refuse à exécuter l'ordre de son général. On cherche et trouve un officier plus docile. Que fait celui-ci ? Il reçoit 20,000 francs qu'on avait sous la main, et pour le solde... il prend hypothèque sur la bibliothèque et le musée ! Il y met les scellés, qu'on brisera lors de la signature de la paix, et la paix emportera avec soi tous les arriérés.

Parfois même les Allemands font preuve d'une extrême débonnairété. J'ai lu dans un journal de Lyon l'anecdote suivante. Une petite ville est frappée d'une contribution de 20,000 francs. Le conseil municipal déclare être dans l'absolue impossibilité de la payer. Le commandant fait arrêter le maire et son adjoint, et les envoie en prison. Le lendemain, il les appelle devant lui : « Payez. » — « Nous ne pouvons. » — « Je vous mets au pain et à l'eau. » — Le jour suivant, ils comparaissent de nouveau devant l'officier : « Payez. » — « Nous ne pouvons. » — « Je vous enverrai demain en Allemagne. » — Le lendemain, même sommation, même refus. Sur quoi, l'officier leur dit : « Eh bien ! retournez en paix chez vous. »

Voici ce que raconte de Dijon un journal très-français, le *Progrès de Saône-et-Loire*. Après la prise de cette ville, le général allemand de Werder fit, avec le conseil municipal, une convention et exigea une somme de 500,000 francs pour garantie de la fidèle exécution du traité. Mais il en restitua bientôt 200,000, qui servirent à alléger les souffrances de la classe ouvrière, et le jour où il quitta la ville, il renvoya les 300,000 restant. Est-ce des généraux français, faisant la guerre au delà du Rhin, que M. de Werder a appris à rendre l'argent qu'il s'était fait payer ?

M'objectera-t-on les 17 millions imposés à Rouen ? Mais ils sont un mythe, et ce mythe jette un jour lugubre sur l'insondable démoralisation de la France, républicaine ou impérialiste, peu importe. La ville était au pouvoir d'un comité formé de patriotes ardents, grands orateurs de clubs.

Le conseil municipal avait bien résolu de résister à l'ennemi, mais c'était à ce comité à organiser la défense. Tout ce qu'il sut faire, fut de décréter que les bourgeois iraient à l'encontre des Prussiens, armés de « piques en fer forgé ! » L'ennemi approche : l'intendance abandonne les soldats, qui n'ont rien à manger ; le général s'enfuit avec la troupe ; le préfet disparaît ; 200 hommes de la lie du peuple, et parmi eux des forçats libérés, enfoncent l'arsenal et dirigent sur l'hôtel de ville une fusillade de plusieurs heures. Les hableurs, en s'enfuyant, vont répétant que la ville s'est vendue aux Prussiens pour 17 millions ; c'était calomnier à la fois amis et ennemis. Le major Sachs entre sans coup férir dans la ville, et s'écrie : « Ah ! vous avez en même temps la révolution et l'occupation étrangère : c'est trop ! » Mais la calomnie ira son chemin, et l'on parlera partout de la monstrueuse contribution de 17 millions que Rouen a dû payer aux Allemands.

d) Les *amendes* rentrent dans les représailles de la guerre de partisans.

A Epernay, un officier de cuirassiers est tué par trahison : la ville est condamnée ou à livrer le meurtrier ou à payer 50,000 francs.

St-Calais, où les francs-tireurs avaient fait une courte tentative de défense, a dû payer 20,000 francs, qui ont été réduits à 15,000 ¹.

Étampes, pour un fil télégraphique coupé, a été frappé d'une amende de 40,000 francs ; mais on l'a bientôt diminuée de moitié ².

A Nemours, les mobiles enlèvent 47 uhlans attablés dans une auberge ; le quartier de l'auberge est incendié, et la rançon du maire et de trois notables fixée à 100,000 fr. ³

¹ *Journal de Genève* du 14 janvier.

² *Recueil de Bordeaux*, p. 54.

³ *Idem*, p. 30.

⁴ *Idem*, p. 22.

Mais les Français eux-mêmes, à ces exemples de sévères représailles, opposent l'anecdote suivante que j'aimerais, si possible, à sauver de l'oubli. Je l'ai trouvée dans le *Courrier de Lyon*, qu'on m'avait envoyé de France pour me convaincre des atrocités commises à Châteaudun.

Un poste important du corps d'armée allemand, qui occupait Gray et Dijon, était établi à Renève. Pendant la nuit éclata un coup de feu sur la place où était installé le corps de garde. L'officier alla réveiller le maire et imposa à la commune une amende de 5,000 francs. Le jour même, le prince de Hohenlohe arrivait à Renève. Le curé lui raconte l'aventure de la nuit, et fait remarquer qu'on ne sait même pas si c'est bien un Français qui a tiré cet innocent coup de fusil. Quelques jours après arrive chez le curé un officier qui lui remet, contre quittance, 4,000 francs. Voilà, ce semble, un trait qui jure avec cet esprit de brigandage dont on prétend qu'est possédée l'armée allemande.

Cependant, que se passe-t-il dans le cas, assez rare, où une ville ne peut, ne veut pas payer la somme dont elle est imposée à un titre quelconque. « On la livre au pillage, » disent les Français sans autre explication, et le lecteur s'indigne. Mais le pillage des Allemands est comme leur tonnerre que nous a décrit Heine : il ne ressemble à celui d'aucune autre nation : il est un peu lourd sans doute, mais calme, méthodique, honnête. Un officier apparaît avec sa compagnie et avec dix, quinze, vingt voitures, fait choix des maisons qui ont la plus riche apparence, place deux factionnaires à la porte, envoie une demi-douzaine de soldats avec des emballeurs dans le salon, évalue les pianos, pendules, sofas qu'il enlève, les fait charger sur les voitures, puis va d'une maison à l'autre, jusqu'à ce que la somme voulue soit complète. D'ailleurs, pas un acte de violence envers les propriétaires, pas une parole inconvenante à leur femme ou à leurs filles. On leur laisse la quittance des objets qu'on emporte, et le soin de s'en faire rembourser la valeur par

les autorités desquelles le mauvais vouloir ou l'impuissance les ont exposés à ce dommage.

Mais ce pillage se prodnît parfois dans des circonstances qui le rendent véritablement odieux. Ainsi, dans le Montbéliard est une famille neuchâteloise qui a créé dans un village une fabrique d'horlogerie ou plutôt de boîtes à musique. Pendant la guerre, elle avait transformé sa maison en une ambulance, s'était réfugiée dans une dépendance et soignait depuis plusieurs semaines cent cinquante blessés. Ce village, qui est pauvre, est imposé d'une somme dont j'ignore au juste le chiffre, mais qui dépassait 10,000 fr. Il ne peut la payer. Un officier y arrive, voit une vaste maison qui indique une certaine richesse, et veut commencer par là le pillage. On lui représente en vain que cette famille n'est point française et qu'elle soigne une foule de blessés allemands : l'argent en caisse fut enlevé, ainsi que toutes les boîtes à musique.

Bien plus odieuses encore seraient : la contribution de 200,000 fr. imposée à Remiremont (Vosges) qui n'a que 5,000 habitants ; ou les réquisitions faites pour une somme équivalente à Villers-Sexel (Haute-Saône), village de 1,250 âmes, déjà ruiné par la guerre ; ou la rançon de 80,000 fr. exigée du propriétaire d'un château de l'Oise ? Mais ces chiffres sont-ils exacts ? J'en doute fort, ou ils s'expliquent par certaines circonstances tout exceptionnelles.

L'argent qui provient de ces contributions par paiement régulier ou par pillage, n'entre pas tout entier dans la caisse du régiment. On nous dit que le cinquième reste aux mains des officiers et des soldats. L'exemple de la Seine-Inférieure semble indiquer d'ailleurs que l'appel au roi est toujours ouvert.

Reste la question de ce qui est *vol* aux yeux des Français, *butin* au dire des Allemands.

Où est la limite entre le butin qui, la guerre admise, est autorisé par l'usage, et le vol qui est toujours défendu ?

Nous avons vu qu'avant Sedan les Allemands payaient comptant tout ce qu'ils prenaient à l'ennemi, et aujourd'hui encore nombre d'entre eux (comme nous le savons positivement de ceux qui occupent le Montbéliard) peuvent à juste titre se glorifier d'être restés fidèles à leur première règle de conduite. Cependant il faut bien que la discipline de l'armée se soit sur ce point singulièrement relâchée pour que les Français éclatent de toutes parts en plaintes aussi amères et aussi ironiques contre les larcins et les actes de brigandage de leurs vainqueurs? A les en croire, ce qui était au début la loi, serait devenu l'exception.

Faisons la plus large part possible aux exagérations et aux calomnies habituelles des journaux français. Rappelons la confusion qu'ils se plaisent à faire entre les maraudeurs des deux partis et les soldats allemands. Insistons, si l'on veut, sur l'excessive infirmité de la nature humaine. La statistique nous dirait quelle est en Europe la moyenne des crimes commis en temps de paix, pendant sept mois, par un million de citoyens. Or, il est bien évident que, malgré toute la rigueur de la discipline prussienne, cette moyenne doit considérablement s'élever pour un million de soldats vivant en pays ennemi, au milieu de francs-tireurs et sous le feu incessant de l'ennemi¹.

D'ailleurs, je l'ai dit, la guerre de partisans rend le sol-

¹ Les Français ne tarissent pas d'allusions sur les traces peu agréables à l'odorat que les Allemands laissent partout de leur passage. Ce qu'on se garde bien de rappeler, c'est que les voyous de Paris ne sont point les seuls à désigner du nom de prussien la partie la moins honorable du corps humain. N'est-il pas infiniment probable que les Allemands ont eu connaissance de cette ignoble plaisanterie; qu'elle les a irrités, et que ne pouvant y répondre par de simples paroles ou par des soufflets, ils ont eu recours à une vengeance qui, j'en conviens, n'est pas de bon goût, mais dont les Français n'auraient, certes, pas le droit de se plaindre?

dat féroce¹. La *Gazette de Cologne* non-seulement reproche à certains généraux une inqualifiable rigueur dans leurs représailles ; mais elle dit que dans les contrées ravagées la guerre devient une guerre de brigands, la violence des réquisitions augmentant nécessairement en proportion directe de l'épuisement de la contrée. Toutefois je ne puis prendre au sérieux je ne sais quel journal bavarois qui proposait de construire en toute hâte de nombreuses maisons de correction pour tous les pillards que la paix fera rentrer dans leurs foyers. Que l'Allemand pose les armes et se retrouve au sein de sa famille : sa vie de *brigand* lui apparaîtra comme un mauvais rêve.

Mais que les Allemands n'attendent pas de moi que, par amitié pour eux, je jette voile sur voile sur leurs méfaits. « Les blessures faites par celui qui aime sont fidèles, » a dit le sage. « L'homme qui flatte son prochain, tend un piège devant ses pas, » tandis que « celui qui reprend quelqu'un, trouvera grâce à la fin auprès de lui plutôt que celui qui flatte de la langue » ou de la plume². D'après les récits que nous font des témoins neutres qui ont passé à Versailles un temps plus ou moins long, ainsi que d'après des correspondances privées, il est hors de doute que la

¹ Dans le Nord des paysans français dont les Allemands avaient brûlé les maisons, crevaient les yeux aux blessés. — Au reste, en Alsace, les blessés avaient été, déjà après Wœrth, tués, mutilés, aveuglés par des villageois que fanatisaient leurs prêtres. — La race allemande des assassins de Latour, d'Auerswald et de Lichnowsky, pourrait sans doute un jour commettre sur des Français de semblables actes de férocité. Mais la nation entière pousserait un cri d'indignation et renierait de tels monstres. A Paris, au contraire, vers le commencement de la guerre, le *Charivari* publiait le dessin d'un zouave qui, en crevant les yeux d'un Prussien prisonnier, disait : « L'un pour Waterloo, l'autre pour Sadowa. » De pareilles plaisanteries seraient impossibles en Allemagne. Le bon goût et le sens moral n'y sont pas assez corrompus pour supporter ce genre d'esprit.

² Prov. XXVII, 6 ; XXIX, 5 ; XXVIII, 20.

gloire des armées allemandes, si pure au début, a été ternie dans la dernière moitié de la guerre par de trop nombreux actes privés de spoliation et de destruction.

Les soldats de la landwehr en particulier, me dit-on, se laissent enporter par l'indignation et la colère. Ils n'ont qu'une pensée : leur foyer domestique ; qu'un désir, celui du retour. Ce sont les Français qui, par leur déclaration de guerre, les ont contraints à prendre les armes ; ce sont les Français qui, par leur obstination, prolongent indéfiniment la lutte. Aussi ces pères de famille se battent-ils avec rage, et reviennent-ils furieux du combat. On en a vu, devant Paris, après la grande sortie du 19 janvier, rentrant à minuit dans la maison *abandonnée* d'un peintre neuchâtelois, en mettre à sac tous les étages. C'est là un exemple de cette rage de destruction que les journaux allemands eux-mêmes ont signalée, blâmée et déplorée.

Quant aux spoliations, les Allemands sont les premiers à dire qu'une habitation déserte est une habitation pillée. Mais on nous cite des maisons qui auraient eu le même sort, et qui pourtant étaient habitées par les maîtres ou gardées par des intendants. A en croire les journaux français, on enlèverait pianos, pendules, tableaux, linge, robes, dentelles. Il y avait, semble-t-il, autour de Paris comme un service régulier d'emballage établi probablement par les juifs de toutes nations qui suivaient l'armée allemande et sans lesquels ce pillage aurait été impossible. Car, pendant un siège comme celui de Paris, quel militaire aurait eu le temps d'emballer avec soin ces meubles et celui de les porter aux gares voisines ? Puis, quand les lignes de chemin de fer suffisaient à peine aux exigences de l'administration militaire, comment ces caisses auraient-elles pu parvenir en Allemagne ? Personne n'a pu d'ailleurs nous dire ce que devient le butin acheté par les juifs. Nous savons seulement qu'un juif, qui accompagnait ses còlis par la voie de Nancy, a été incarcéré dans cette ville par l'administration prussienne, qui a saisi son bagage. Ajoutons

que depuis le commencement de la guerre aucun piano venant de France n'a passé par la gare de Carlsruhe.

Mais, quoi qu'il en soit du sort et surtout du nombre de ces objets de prix dérobés aux Français par leurs ennemis, toujours est-il certain que l'accusation de pillage est la plus plausible de toutes celles qu'ils font peser sur l'armée allemande. C'est là le côté vulnérable de sa gloire; c'est là qu'a faibli cette discipline qui, après le siège de Paris, faisait encore l'admiration d'un journaliste de cette capitale¹; c'est là que doit se porter la sollicitude des vrais

¹ On lit dans la *Presse* des derniers jours de février: « Certes on ne peut nous accuser de prussianisme.... Nous ne pouvons donc pas être suspect si l'évidence nous arrache aujourd'hui un cri d'étonnement et d'admiration. Quelles que soient notre haine et la profondeur de l'abîme où ils nous ont précipités, nos ennemis nous contraignent à nous incliner cette fois devant leur merveilleuse ténacité et l'incroyable persistance avec laquelle ils maintiennent parmi leurs soldats la discipline sévère et les habitudes de travail régulier qui ont été leur véritable, leur principale supériorité.

« C'est qu'en effet, cela est stupéfiant et écrasant à voir, et tous ceux qui sortent de Paris et y peuvent rentrer, en rendent un témoignage éclatant, Quelle armée et quels soldats!

« La victoire, inouïe dans sa persistance et son étendue, qu'ils ont remportée, ne les a ni grisés ni amollis. Maîtres de Paris, de nos forts et de nos armes, vainqueurs du tiers de la France, tenant sous clef toute notre armée prisonnière, et libres de dicter à notre malheureuse patrie les conditions de la paix, les Prussiens ne se sont pas départis une minute de leurs habitudes rigides. Ils travaillent toujours, sans relâche, sans cesse, et rien n'est changé pour eux.

« Tous les jours ils s'exercent, ils manœuvrent, ils s'instruisent et se perfectionnent. Parades, marches, revues, tir à la cible, tout le détail de la vie militaire continue pour eux comme si de rien n'était, et comme si la campagne n'était pas arrêtée.

« Et toujours, au milieu de ces occupations incessantes et supplémentaires, le service régulier se fait; les postes se succèdent, les régiments fatigués sont relevés par des régiments frais; avant-postes, réserves, gardes et grand'gardes, tout fonctionne avec une précision implacable et mathématique, et cette armée victorieuse ne sait pas encore ce que c'est qu'un jour de repos.

patriotes. Car aimer son pays, ce n'est pas nier ses fautes, c'est travailler à l'en corriger.

Les Français, au reste, traitent tout spécialement de pillards les Bavares. Ils font au contraire les plus grands éloges des Wurtembergeois et, en seconde ligne, des Saxons. Ils se taisent sur le compte des Prussiens, dont ils ne voudraient à aucun prix dire le moindre bien.

Les actes répréhensibles qui sont à la charge des armées allemandes, n'ont malheureusement pas pour uniques auteurs de simples soldats. Parmi les milliers d'officiers de tous grades, il s'en est trouvé plusieurs (nous en avons les preuves) qui ont singulièrement élargi la notion de butin. Mais, si je n'entends point lâchement ménager ceux qui devaient maintenir leurs inférieurs dans la voie de la probité, et qui les ont au contraire par leur mauvais exemple excités à piller, je sens d'autre part combien est délicat l'honneur militaire. Aussi je me hâte de dire que dans celles des armées allemandes où ils sont à peu près tous nobles, les officiers ont été soutenus, dans leur lutte contre les tentations de la guerre, par leur esprit de corps

« D'Allemagne, les recrues arrivent sans relâche, relayant les troupes fatiguées, et l'éducation de ces nouveaux venus se fait immédiatement, ponctuellement et promptement. Trois appels par jour, manœuvres, matin et soir, exercice à feu tous les jours; et toujours la terrible discipline maintenue sévèrement, sans que jamais le moindre relâchement se produise, sans que la moindre infraction soit tolérée. La main de fer de l'autorité militaire prussienne est toujours là, brisant les hommes, broyant les volontés et châtiât sans pitié les moindres écarts.

« Franchissez nos murailles et allez voir, par vos yeux, si ceci est exagéré! Allez vous en assurer vous-mêmes, et vous reviendrez effrayés et émerveillés de ce labeur sans trêve et de cette activité infatigable. Que la guerre doive recommencer, et l'armée prussienne sera prête en deux heures à reprendre la campagne et nous écraser encore.

« Ce que nous disons ici, nous l'avons vu, et nous revenons stupéfaits de ce spectacle inattendu. Quel exemple et quelle leçon nous donnent nos ennemis! »

ainsi que par la constante pensée que *noblesse oblige*. Là (d'après un témoignage que je crois impartial), sur cent histoires de butin illicite qui circulent chez les Français, il y en a quatre-vingt-dix-neuf de fausses, et les maraudeurs déguisés en officiers en expliquent une foule. Mais ailleurs la proportion est tout autre. Je souhaite pour l'honneur de l'Allemagne que l'on dresse de sévères enquêtes sur la conduite des officiers qui, innocents ou coupables, ont donné lieu à tous ces bruits que la presse allemande elle-même répète et propage. De telles enquêtes font partie, je le sais, de la discipline militaire allemande. Je laisse aux Français le soin de nous dire s'il en est de même dans leurs armées. Sous le premier empire, les généraux les plus fameux par leurs exactions obtenaient le bâton de maréchal comme les plus honnêtes.

Au reste, de tous les vols qui se commettent en temps de guerre, le plus fréquent est pour cent raisons celui de chevaux. Or, dans les dossiers des accusations françaises, je ne trouve mentionné, à ce chapitre, que deux chevaux de luxe dont un général se serait emparé à Giromagny près de Montbéliard. Admettons, malgré le silence de leurs implacables ennemis, que les officiers allemands aient enlevé non pas deux chevaux, mais vingt, mais deux cents, mais par impossible deux mille, et même si cela peut faire plaisir aux Parisiens, vingt mille. Comme les Français ont, pendant les années 1812 et 1813, volé 77,920 chevaux prussiens, il en résulte que l'honnêteté de leurs armées était et est encore de 77,918 à 57,920 fois inférieure à celle des armées allemandes, et comme la Prusse était alors l'*alliée* et l'*amie* de la France, il devient impossible d'établir entre ces deux nations, sur ce point spécial, une comparaison quelconque.

Que le Français, avant d'ôter la paille de l'œil de l'Allemand, ôte premièrement de son propre œil la poutre énorme qui l'aveugle!

3° BRUTALITÉ

Quand nos conseillers bénévoles invitent le Roi à mettre un terme aux crimes de ses armées, ils entendent sans doute aussi les actes de brutalité qu'elles commettent envers les femmes. M. Gambetta parle de « familles déshonorées » dans une de ses proclamations. C'est peut-être une allusion aux sept cents jeunes filles qui ont disparu en un seul mois de Versailles !

Cette accusation est excessivement grave. Une maison pillée se meuble de nouveau. Un village incendié se relève de ses ruines. Un père, un époux, un fils meurt à la guerre : c'est un deuil immense, mais le temps apaise la douleur ou l'emporte dans le tombeau. Une épouse, une fille déshonorée, c'est une honte dont le souvenir se transmet d'une génération à l'autre dans les familles.

Nous avons dit quelle a été la conduite des Français en Allemagne. Les Allemands ont pris en France plus de vingt places fortes : en est-il une seule qui ait eu le sort de Lubeck ? Ils ont pendant six et cinq mois occupé plusieurs cités : en est-il une seule qui gardera d'eux le souvenir que Dantzig conserve des Français ? N'a-t-on pas vu les Allemands, à leur entrée dans Strasbourg, se rendre dans un temple pour y célébrer un culte, et se sont-ils de là répandus dans les maisons pour y commettre toutes sortes d'excès ? A Metz, lorsque la nouvelle se répandit que la ville allait se rendre, les épouses, les mères se précipitèrent dans les rues, se tordant les mains de désespoir et suppliant les généraux d'avoir pitié d'elles et de leurs filles.... Je pense qu'elles sont aujourd'hui pleinement rassurées, et, si elles sont sincères, elles bénissent Dieu de ce que les vainqueurs n'avaient pas fait venir d'Afrique des dizaines de mille turcos.

Le reporter du *Pall Mall Gazette* racontait l'autre jour l'anecdote suivant : « J'ai visité le couvent l'Espérance où j'ai une parente. J'ai trouvé les nonnes occupées à se faire des vêtements laïques pour le cas où elles devraient s'enfuir. Ma parente avec une douzaine des plus jeunes venait de partir pour l'abbaye de Royaumont par le chemin de fer du Nord. Elles avaient choisi cette route parce qu'elles y rencontraient le plus vite les Prussiens. « Elles seront, ajouta l'abbesse, en parfaite sûreté dans ce couvent parce que trois cents Prussiens y sont en quartier. Quelques-uns sont catholiques, d'autres protestants ; mais tous sont pieux et d'une convenance parfaite. » Cette abbesse oubliait que pendant le siège de Paris elle m'avait dit avoir entendu des histoires terribles sur la conduite des Prussiens dans les couvents de nonnes. »

J'ai devant moi des lettres de Français des environs de Paris, qui, tout en débordant des plaintes les plus amères sur les réquisitions de l'ennemi, reconnaissent loyalement son respect pour la femme. Le même témoignage, nous l'avons vu, nous est arrivé du Montbéliard et des derniers temps de la guerre. Dans les enquêtes dressées par les Français, je n'ai compté que cinq crimes de ce genre, dont l'un encore n'est rien moins qu'avéré. Aussi M. le comte de Chaudordy, dans sa circulaire du 29 novembre, est-il dans un singulier embarras. Passer entièrement sous silence ce chef d'accusation, ce serait donner indirectement à l'armée allemande le plus bel éloge qu'elle pût ambitionner. Mais il n'osait pas davantage affirmer catégoriquement ce grief qu'il n'aurait pu prouver. La difficulté a été tournée très-habilement : « Les prêtres ont été frappés ; les femmes maltraitées, heureuses encore lorsqu'elles n'ont pas eu à subir de plus cruels traitements. »

Pour moi, je ne puis rougir, avec M. Delmas et ses collègues, d'appartenir à la même communion que le roi Guillaume. Je me glorifierai bien plutôt de savoir un prince protestant à la tête d'une armée mixte qui vient de donner

au monde, et en particulier aux races romaniques, un aussi bel exemple.

Puissent les Français le suivre dans leurs prochaines guerres contre l'Allemagne! Mais nous avons vu qu'ils y paraissent peu disposés, et l'Allemagne fera bien de ne pas compter sur leur conversion.

4° LA CONQUÊTE

Après avoir accusé en aveugles de tous les crimes possibles les armées allemandes, les conseillers bénévoles s'adressent au Roi et à ses ministres. Ils l'engagent à ne pas « continuer une guerre inutile et cruelle » (les sept pasteurs), une guerre de conquête (M. Delmas). — Mais, en vérité, les Français préparent aux historiens futurs de grandes surprises! Ils sont vaincus : on ne leur fait point, comme à Louis XIV dans la guerre d'Espagne, des conditions déshonorantes, puisque ce sont celles qu'ils se préparaient à imposer à leur ennemi; ils les refusent, et, après cela, ils s'étonnent que la guerre « continue. » Le roi Guillaume aurait dû replier ses troupes sur le Rhin! Évidemment ils se croient hors du droit commun. Il n'est pas permis de les traiter comme ils auraient traité les autres!

M. Franck aurait certainement sanctionné par ses acclamations ou par son silence la conquête de la rive gauche du Rhin, et il a bien le courage de dire à Guillaume I^{er} que la conquête de l'Alsace serait, de sa part, d'après saint Augustin, un acte de brigandage. — Mais, à ce taux-là, que seraient toutes les gloires de la France?

« Les temps ont changé, poursuit-on. On ne fait plus de conquêtes, mais l'on s'annexe les populations qui vous en expriment le désir par le suffrage universel. Nous nous serions sans doute emparés par la force des provinces rhénanes; mais elles ne seraient devenues françaises que par

une votation » (M. Pétavel-Oliff). — Aux Français je ne puis opposer une autorité plus imposante que celle de leur chef actuel, M. Thiers. Le 18 mars 1867, il disait au Corps législatif : « Le principe nouveau... du consentement des nations, est un principe arbitraire, très-souvent mensonger, et qui n'est, au fond, qu'un principe de perturbation quand on veut l'appliquer aux nations. » Et il avait dit, le 13 avril 1865 : « Si les Badois voulaient, par je ne sais quel caprice qu'on rencontre quelque fois chez les peuples, se donner à la Prusse, est-ce que vous y consentiriez?... Le droit de disposer de soi n'est pas un droit absolu. »

Ce principe est mensonger, dit M. Thiers, et l'application en est parfois odieuse et ridicule. Nous l'avons vu fonctionner de près en 1860, lors de l'annexion de la Savoie. Ce pays devint un immense tripot, où tous les moyens de corruption furent mis en usage pour amener un vote favorable : achat de tout homme vénal quelque peu influent, et surtout des journalistes; promesses d'argent, de places, de décorations et de titres, de chemins de fer, de routes ordinaires, d'écoles; menaces de destitution et de ruine; déclamations creuses sur le bonheur d'appartenir à la grande nation; profusion de vin et de liqueurs offerts aux électeurs, et, enfin, votations frauduleuses. Je ne sais plus quelle ville de 2,500 âmes avait donné 2,800 bulletins portant *oui*¹. Toutes ces comédies et ces tripotages me sont odieux. J'aime mille fois mieux la force ouverte sans le masque grimaçant de la liberté, que le masque qui prétend voiler la force ouverte. Je sais ce que vaut le suffrage universel : il ne sera jamais ma « religion, » et si la France en a réellement fait la sienne, je la plains de tout mon cœur.

¹ C'est ainsi encore que, tout récemment à Paris, lors des élections de la commune, le vingtième arrondissement de 11,000 votants a fourni 15,000 bulletins.

5° LE ROI PARJURE

« Le roi Guillaume, poursuivent ses conseillers, avait déclaré ne faire la guerre qu'à Napoléon. Depuis Sedan, il l'a faite à la nation française. Il a donc failli à sa promesse; il s'est parjuré. » M. Franck va même jusqu'à le menacer d'un châtiment pareil à celui d'Ananias et de Saphira.

Cette accusation est de toutes la plus odieuse, la plus fausse et la plus accréditée. Elle tombe de soi-même à la simple lecture de la proclamation du 11 août. Mais démentie et réfutée cent fois, « toujours il se trouve, dit M. de Sybel, des gens pour la croire. Répétons-le donc une fois de plus : le manifeste royal déclarait dans les termes les plus clairs et les plus simples que le Roi combattait les soldats armés et non pas les citoyens paisibles de la France. Il promettait ainsi, comme chacun le sait, d'épargner les habitants des villes, des villages, des campagnes, — bien entendu s'ils ne tiraient pas, par derrière, sur ses soldats ! » Ce manifeste prévoyait donc la guerre nationale, qui a éclaté avec fureur, et, d'autre part, le discours du Roi au Reichstag était plein de sourdes menaces contre la France.

C'est M. Jules Favre qui a le premier accusé le roi Guillaume d'avoir violé sa parole. Était-il de bonne foi en jetant dans le monde une pareille calomnie : sa légèreté est impardonnable. Savait-il qu'il calomniait : sa perfidie est criminelle. Quoi qu'il en soit, jamais mensonge officiel aussi grossier n'a été accueilli partout en Europe avec une aussi aveugle confiance.

¹ *Les droits, etc.* p. 101.

6° LE ROI HYPOCRITE

Si le Roi ne s'est pas parjuré, au moins est-il un extravagant qui « affecte de puiser ses inspirations à une source surnaturelle. Vous avez, lui dit M. Franck, introduit dans la politique le langage de la théologie. On va même jusqu'à vous attribuer des sermons où vous combattez la France avec le texte de saint Luc. » (!!!)

D'autres lui reprochent de « se réclamer du nom de Dieu et d'une certaine mission divine, tout en abusant indignement de ses victoires, et flétrissent énergiquement, comme un odieux blasphème, l'invocation du nom de Dieu sur une guerre de conquête et de pillage » (les sept pasteurs).

En vérité, notre Europe, qui se croit et se dit chrétienne, offre aujourd'hui un étrange spectacle. Dans les beaux temps du paganisme, les héros d'Homère, les grands hommes d'Etat d'Athènes et de Rome, faisaient intervenir la pensée de la Divinité dans tous leurs discours, et voici qu'un prince met en émoi toute la France parce que, dans ses lettres à la reine ou dans ses proclamations, il rend grâces à Dieu de ses victoires. Je conviens toutefois que sa proclamation de Sedan est unique dans l'histoire. Ses triomphes devenaient si extraordinaires qu'il ne savait plus ce que Dieu voulait de lui, et il l'a dit en toute simplicité. On s'en scandalise ! mais était-il possible de s'abaisser devant Dieu avec plus de modestie et de recueillement au milieu des plus enivrants succès ? Certes, les siècles futurs ne reconaîtront pas dans ce langage (avec les sept pasteurs) « une déplorable aberration. » Six mois plus tard, en quels termes ce même roi annonce-t-il de Versailles à l'impératrice la conclusion de la paix ? « Le Dieu des armées a partout béni visiblement nos entreprises, et c'est

dans sa grâce qu'il nous a conduits à cette paix glorieuse. Gloire soit à lui ! A l'armée, à la patrie ma plus profonde reconnaissance. » Le lendemain, comment termine-t-il, dans la plaine de Longchamps, son allocution aux commandants de la garde ? « C'est à cette armée héroïque et surtout à vous, Messieurs, qu'est acquise ma reconnaissance la plus profonde. Cependant n'oublions pas que nous sommes redevables à la Providence, qui a voulu que nous fussions son instrument pour amener de si grands événements historiques. » Il répète cette même pensée, en l'accentuant davantage, dans sa réponse du 3 avril à l'adresse du Reichstag : « Sans doute, il faut payer un tribut de légitime reconnaissance au courage héroïque déployé par les troupes allemandes pendant la guerre, et à ses hauts faits incomparables ; mais avant tout cette reconnaissance doit s'adresser à la manière dont cette guerre a été visiblement dirigée par la Providence, et nous voulons nous efforcer d'agir toujours à l'avenir de telle sorte que sa protection ne nous fasse jamais défaut. » Enfin, lorsque, à Berlin, le Conseil suprême de l'Église vint féliciter le Roi de son avènement au trône impérial et de l'unité de l'Allemagne : « J'envisage, dit-il, la marche progressive du royaume et de l'empire comme l'objet de ma constante prière et je demande le concours de celle des chrétiens évangéliques. »

Que nos conseillers bénévoles, qui connaissent fort peu le souverain auquel ils s'adressent, n'imaginent pas qu'il fait parade de sa piété ! Il est dans sa vieillesse ce que la reine Louise, sa mère, disait de lui à onze ans : « Simple, loyal, intelligent, comme son père. » Ajoutons : intrépide sur les champs de bataille et non moins courageux dans la vie civile, disant ce qu'il pense et sent, ni plus ni moins, sans se préoccuper des rires ou des insultes des esprits incapables de le comprendre.

Le Roi n'est, d'ailleurs, point seul avec sa foi au milieu de ses généraux, de ses officiers et de ses soldats. Le prince

royal semble à dessein se tenir dans l'ombre et le silence ; mais nous nous souvenons de la sollicitude avec laquelle, dans la guerre de Danemark, il invitait ses troupes à prendre la Cène avant les batailles. Le prince Guillaume de Mecklembourg-Schwerin, blessé lors de la catastrophe de Laon, écrit à la duchesse : « Remerciez Dieu à genoux avec moi de sa grâce merveilleuse qui m'a sauvé lors de l'explosion, » et en terminant : « Je rends grâces à Dieu à chaque heure, de ce qu'il m'a conservé dans sa bonté. » Lorsque à Gravelotte le Roi reprocha aux officiers leur mépris de la mort, qui causait à l'armée des pertes irréparables, un d'eux répondit : « Sire, en partant pour cette guerre, nous avons tous fait devant Dieu le sacrifice de notre vie. » Un officier supérieur écrivait à son père le 31 mars : « J'ai pris aujourd'hui la Cène ici, au fort de Rosny, sur un bastion, avec deux cents de mes soldats. Ce culte en plein air a été très-solennel. Ma musique remplaçait l'orgue. » Sont-ce bien là les mœurs d'une race de farouches Vandales ? Leur foi n'explique-t-elle point cette conduite irréprochable dont les Français semblent ne faire qu'un très-médiocre cas ?

Des officiers wurtembergeois écrivaient à leurs familles : « La plus grande conquête qu'aura faite le plus grand nombre de nous dans cette guerre, c'est le réveil et l'affermissement de notre foi. La guerre a ravivé chez nous tous le christianisme et accompli dans mille cœurs ce que nos pasteurs avaient en vain tenté. Puissions-nous garder fidèlement ce trésor de la foi chrétienne ! »

Les soldats wurtembergeois de leur côté étonnaient et réjouissaient les aumôniers par leur empressement à écouter la parole de Dieu et même à prendre la Cène. Nos journaux de la Suisse romande ont raconté que, dans l'Allemagne du Nord, les soldats allemands, avant de partir pour l'armée, ont communiqué dans l'église avec leurs famil-

¹ *Friedensfestpredigt am 7 März 1871 von Praelat Dr Kapff.*

les. Sur le champ de bataille de Sedan, un Anglais a vu les officiers avertir les soldats, quelques moments à l'avance, qu'ils vont marcher à l'assaut des positions ennemies; les soldats baissaient la tête ou plaçaient la main devant leurs yeux et priaient : puis au commandement : En avant ! ils marchaient à la mort avec ce courage recueilli auquel nul ne peut refuser son admiration. M. le prélat Kapff, à Stuttgart, a pu rappeler aux soldats, le jour de la fête de la paix, les promesses que dans leurs lettres ils avaient faites à leurs parents, de mener désormais une vie nouvelle dans la tempérance et la piété ¹. On a pu dire des soldats allemands ce qui se dit des Machabées : « Ils priaient de leur cœur et combattaient de leurs mains ². »

Tandis que l'on priait et combattait en France sur le sol français, l'Allemagne priait pour les combattants, et elle célébrait toutes leurs victoires par des cantiques religieux sur les places publiques. Même en 1813, elle n'avait point, tant s'en faut, présenté un tel spectacle. Je l'ai dit et je le répète : Je ne connais pas dans les annales du monde une guerre où l'une des nations belligérantes ait, avant, pendant et après, fait monter au Ciel autant de supplications et d'actions de grâces, et où la piété du peuple entier se soit montrée aussi simple et naturelle, aussi fervente.

Les catholiques eux-mêmes ont été frappés du contraste qu'offraient à cet égard les deux armées ennemies. « Nos troupes, a osé dire en 1870 le P. Marchal, se permettent des jurements à faire dresser les cheveux sur la tête. Beaucoup se livrent à des excès déplorables d'ivrognerie et d'immoralité. Ils conservent très-peu de foi. On dirait même à les entendre qu'il suffit de servir l'Empereur pour être dispensé de servir Dieu. L'Allemand est plus mystique et beaucoup plus penseur. Il porte une bible dans son

¹ *Idem et Begrüssungs- und Gedenkblatt für die heimkehrenden Deutschen Krieger.*

² *Zur Eroberung von Paris.* Predigt von Dr Ahlfeld. Leipzig.

sac avec un livre de prières, et, dans son cœur comme sur son casque, cette belle devise : *Avec Dieu et le Roi pour le pays de nos pères.* »

Déjà en 1866, un doyen de Moravie disait à un général prussien de division : « Excellence, je sais maintenant pourquoi vous avez vaincu : vos gens craignent Dieu, et les nôtres ne le craignent pas. »

Cette même foi que des catholiques reconnaissent et admirent chez des armées en majorité protestantes, des protestants la renient. Un d'eux même s'est oublié au point de traiter « d'impie la piété prussienne. » L'esprit d'aveuglement s'est évidemment emparé d'à peu près tous les Français. Ils se scandalisent du mal que fait leur ennemi, et se refusent à voir le bien qui l'honore. Leurs soldats sont dans leur propre pays la terreur des familles; et ils n'ont pas le moindre mot d'éloge pour ces huit cent mille Allemands qui ont, pendant sept mois, fait chez eux la guerre et une guerre de partisans sans que pour ainsi dire une femme ait été déshonorée. Ils ne voient qu'hypocrisie dans une foi qui, sans doute, n'était point assez générale et assez puissante pour transformer tous ces étrangers en des prodiges de sainteté, mais qui du moins les faisaient accueillir sans crainte par tous les paysans. Ils ne comprennent pas ce qu'il y a de grand et d'inouï dans une guerre où les victoires se comptent par dizaines et où l'humilité du souverain victorieux va croissant avec ses triomphes.

7° L'ÉVANGILE ET LA GUERRE

Enfin, on a dit que Guillaume, en prononçant le nom de Dieu, se posait devant l'Europe comme le représentant du protestantisme et s'obligeait à observer les devoirs les plus sublimes de l'Évangile; qu'il péchait donc, non-seulement en faisant une guerre de conquête, mais même en ayant recours aux armes.

Je ne relèverais pas de tels reproches, s'ils ne dénotaient pas, dans notre public protestant, une telle confusion d'idées, qu'il vaut la peine de la dissiper.

Jésus-Christ a dit à ses disciples : « Qui prendra l'épée, périra par l'épée. C'est aux débonnaires que la terre appartient. » Ses disciples lui ont obéi pendant trois siècles; ils se sont laissés conduire comme des agneaux à la boucherie par les païens, et leur patience a été récompensée par la chute des faux dieux et par la possession de la terre romaine. Mais appliquez ce principe aux nations : aucune d'elles ne porte en soi, comme l'Église, un principe d'éternelle vérité et de vie indestructible qui lui garantisse la victoire sur tous ses ennemis. Si donc elle ne saisit pas l'épée pour se défendre contre ses agresseurs, elle périra infailliblement. Aussi le précepte de Jésus-Christ n'oblige-t-il que ses témoins. Gardons-nous de confondre les luttes spirituelles des martyrs pour leur foi avec les luttes *psychiques* des peuples pour leur indépendance.

Jésus-Christ ordonne à ses disciples de tendre la joue gauche à qui vous a frappé sur la joue droite, et de livrer la tunique à qui vous prend le manteau. Mais il dit aussi de ne pas jeter les perles aux pourceaux. Autrement, quand M. Benedetti, à l'ordre de M. de Gramont, prescrivait au roi Guillaume la plus humiliante démarche, celui-ci aurait dû se montrer tout prêt à se jeter repentant aux genoux de Napoléon? Ou bien, lorsque, le 6 août 1866, l'empereur somrait dans un ultimatum M. de Bismarck de lui livrer Mayence, le ministre berlinois aurait dû lui offrir Coblenz et Cologne, en ajoutant : Prenez-moi la Westphalie et je vous donnerai le Brandebourg! Après tout, un saint n'est pas un imbécile.

Est-ce donc à dire, comme le prétend Rousseau, que la morale chrétienne dépasse la vérité et ordonne des vertus incompatibles avec l'ordre social?

Nullement. Mais il faut distinguer soigneusement les diverses sphères de la vie, la famille, l'État et l'Église. Au-

trement vous arrivez à l'absurde. Imposez au père le devoir absolu du support et du pardon : il ne châtiara jamais ses enfants, même les plus insolents, et il deviendra la cause de leur éternelle perte. Appliquez au citoyen le précepte de ne pas juger les autres afin de ne pas être jugé soi-même : jamais chrétien ne sera membre d'un tribunal (je pourrais citer des hommes d'une éminente piété qui ont soutenu contre moi cette thèse) et l'on devrait, de par l'Évangile, fermer toutes les cours de justice ; mais saint Paul a dit que le magistrat ne porte pas l'épée en vain. Dans le domaine de la vie spirituelle, au contraire, les préceptes évangéliques ont leur pleine valeur.

On peut connaître fort bien le Dieu de l'Évangile, et ne pas connaître du tout celui de l'histoire. On peut savoir par cœur le sermon sur la montagne ou les épîtres de saint Paul, et ne pas comprendre les livres prophétiques de l'ancienne et de la nouvelle Alliance. On peut écrire au nom de son peuple ces belles confessions des péchés que toutes nos feuilles religieuses ont reproduites, et n'avoir nulle intelligence des événements dont on est le témoin. Jérémie ne s'arrêtait point à peser minutieusement le plus ou moins d'humanité des actes d'un Nébucadnézar ; il voyait en lui l'épée de Dieu, et dans ses faits et gestes les jugements divins. Mais ni la France protestante, ni la France catholique n'ont eu dans cette guerre leur Jérémie. Il est vrai qu'à remplir la mission de prophète, on risque sa réputation de patriote et même sa vie.

C'est ainsi que les conseils qu'on adresse au roi Guillaume reposent sur des erreurs de tout genre, et que les accusations qu'on porte contre lui sont injustes et calomnieuses.

A tout prendre, ces conseils se réduisaient à un seul : « Laissez-vous battre, » et ces accusations à une seule : « Vous nous avez battus. »

Cependant nous connaissons des Français qui, avant Se-

dan, ne pouvaient refuser leur admiration au roi Guillaume, et qui maintenant l'accablent de toutes leurs malédictions. « Ce vieux roi Guillaume, m'écrivait l'un d'eux, si j'étais Allemand, je crierais à me rompre les poumons : Vive le (futur) empereur d'Allemagne ! Il est toujours là, soutenant, encourageant, ne reculant ni devant le feu, ni devant l'horrible spectacle des champs de bataille. Ah ! quel roi ! vive un roi pareil ! et que l'Éternel des armées nous envoie un pareil conducteur ! » (Notons que cette même lettre contenait les plus terribles menaces contre les Prussiens, que trois millions de Français allaient exterminer jusqu'aux derniers, et qui blanchiraient de leurs os les plaines de la Champagne.) Mais aujourd'hui, ce même roi n'est plus qu'un « monstre, » qu'un « fléau de Dieu suscité pour nous punir ; » « c'est une bête qui a les cornes du diable et qui parle comme l'agneau. » Des paroles aussi dures après une admiration aussi loyale donnent à réfléchir, et le même revirement d'opinions s'est produit en une certaine mesure d'un bout de l'Europe à l'autre. Il vaut la peine d'en rechercher les causes.

Parmi ces causes, il en est qui ne se discutent pas, parce qu'elles se jugent d'elles-mêmes à première vue ; c'est la jalousie et la terreur des Puissances neutres à la vue de la grandeur croissante de la Prusse ; c'est la douleur et la colère des Français encore et toujours vaincus.

D'autres causes nous sont déjà connues : ce sont les représailles d'une guerre de partisans, dont on se refuse de reconnaître la déplorable nécessité, et ces déprédations, réelles ou imaginaires, qu'on met toutes au compte des Allemands.

Mais la vraie cause, c'est la conquête de l'Alsace et de Metz.

V. La conquête de l'Alsace et de Metz.

1° LE MALENTENDU

Les Français, au dire de Lamartine, font une révolution quand ils s'ennuient.

La guerre de 1870 était pour eux une distraction. Ils partaient, « le cœur léger, » pour Berlin, et ils comptaient en revenir le cœur plus léger encore, succombant sous le poids de leur gloire, de leur butin et de leurs conquêtes.

Ils auraient bien, dans leur courte promenade, fait de la Prusse et de l'Allemagne leurs vassales et détruit le protestantisme sur le continent. Mais, depuis un temps immémorial, leur intérêt et leur honneur sont leurs seules règles, que personne n'a le droit de discuter.

D'ailleurs, après comme avant leurs victoires, ils sont gracieux, aimables, polis, toujours gais, toujours riants.

Sûrs de leur triomphe, ils se souciaient peu de ce que pensait et voulait l'Allemagne. Ils la savaient gauche et déboumaire : elle apporterait à se battre peu d'ardeur et un certain empressement à s'avouer vaincue. Ils ne se doutaient pas que cette même guerre, qui était pour eux un brillant tournoi, était pour elle un duel à la vie et à la mort.

Tel est, du côté des Français, le malentendu qui a précédé leurs prises d'armes, qui survit à leur défaite et qui a rempli leur cœur d'amertume et de haine. Car ils ont imaginé que leur ennemi abusait de leurs défaites pour les écraser, et passait méchamment de la défense à l'attaque,

tandis qu'il ne faisait que poursuivre l'exécution de son plan primitif.

D'emblée, le Roi et M. de Moltke se proposaient de transporter la limite des deux nations du Rhin aux Vosges, non point par ambition, mais pour des raisons de pure stratégie¹. Et, en France, protestants et catholiques, pasteurs et publicistes suppliaient le Roi, sommaient l'Allemagne² de ne pas se laisser enivrer par la victoire et de fermer leur cœur aux pensées de conquête! Ils supposaient leur ennemi en état de péché mortel, quand il ne voulait, en toute bonne conscience, que se protéger contre leurs habitudes invétérées d'agression.

La conquête entraînait dans les plans de l'un et l'autre parti : ici, comme mesure de légitime défense; là, comme satisfaction d'amour-propre. Et le conquérant par vaine gloire, une fois vaincu, prétendait donner des leçons de modération au conquérant par nécessité!

2° NAPOLEON A SEDAN

Cernée par l'ennemi à Sedan, une armée de 80,000 hommes met bas les armes.

Napoléon abdique.

C'était un coup de maître. « Je vous ai déclaré une

¹ Voyez dans le *Standard* le récit d'un entretien de son correspondant avec M. de Bismark, le 12 septembre: « Nous voulons, non un territoire comme territoire, mais un glacis entre la France et nous. Nous devons avoir Strasbourg, et nous nous battons dix ans, s'il le faut, pour obtenir cette sécurité nécessaire. » — Voyez le rapport de M. J. Favre, sur son entrevue de Ferrières: « Strasbourg, disait M. de Bismark, est la clef de la maison, nous devons l'avoir. » — Enfin, les circulaires du ministre prussien de Reims, 13, et de Meaux, 16 septembre.

² Lettre de vingt-six pasteurs des églises de Paris aux protestants d'Allemagne, de la fin de septembre.

guerre insensée et criminelle. Vous avez réduit à néant mes armées et ma puissance. Je devrais signer une paix humiliante. Je jette la plume. La régence la ramassera à Paris si elle le veut. Je ne suis plus qu'un citoyen français. » Le roi Guillaume ne pouvait sans doute se montrer dur envers un souverain qui, en 1867, l'avait accueilli aux Tuileries comme un ami, comme un frère, ne plus voir en lui que le Corse Louis-Bonaparte et l'enfermer à Spandau. Mais le Roi, ce me semble, n'aurait pas dû se prêter à une abdication qui était trop habile pour être très-loyale, et qui n'avait pas d'antécédent dans l'histoire. Il aurait dû protester devant l'Europe, et lui faire connaître que celui qui, sur le trône, lui avait déclaré la guerre, se refusait, vaincu et prisonnier, aux négociations de la paix.

Napoléon ne signe pas la paix. Il y a eu cependant un papier de signé. On aurait vu le Roi indiquer avec vivacité sur la carte de France, on ne sait quoi, sans doute les contrées à céder; puis Napoléon prendre la plume... En la prenant d'une main, aurait-il, de l'autre, saisi de nouveau le sceptre? Aurait-il été amené à reconnaître qu'il était encore le souverain légitime? Aurait-il, dans la supposition que la victoire restât fidèle à l'Allemagne, signé les conditions de paix que la France a dû plus tard accepter? Pour l'y décider, lui aurait-on fait certaines promesses, tout aussi éventuelles?

Quoi qu'il en soit, le surlendemain la révolution des grandes cités renversait l'empire des campagnes; la minorité tumultueuse d'aujourd'hui détruisait l'œuvre légale de la majorité d'hier, et la force présente des choses primait l'ancien droit.

La république n'est devenue le gouvernement national et régulier que le 9 février, par le vote de l'immense majorité des Français. Jusqu'alors, Napoléon, dans sa vaste et splendide prison, était autorisé à se dire encore l'élu des sept millions, et la fuite de l'Impératrice n'était point une abdication, au jugement de M. de Bismarck. Néanmoins, le

ministre prussien a invariablement déclaré que la Prusse ne voulait en manière quelconque s'immiscer dans les affaires intérieures de la France¹. Les craintes contraires qui circulaient dans le public ont été démenties par les actes non moins que par les déclarations du gouvernement prussien.

Aujourd'hui la non-intervention est devenue la loi du nouvel empire allemand, ainsi que l'Empereur l'a déclaré dans son discours au Reichstag.

3° M. J. FAVRE A FERRIÈRES

Jusqu'à Sedan, toutes les espérances de l'Allemagne avaient été dépassées.

Le mois d'août n'a pas eu son pareil dans l'histoire. Une telle série de victoires ne s'était jamais vue, et si devant Metz les habiles combinaisons de M. de Moltke n'avaient pas été déjouées par la fougue indocile du général Steinmetz, ces triomphes auraient tous été plus éclatants les uns que les autres.

Tout ce qu'il y a en Europe d'esprits sérieux et intelligents, avait compris qu'il se passait là quelque chose d'extraordinaire. La main divine qui dirige des hauteurs inaccessibles des cieux les événements de notre terre, apparaissait lumineuse au travers des nuées. Nous nous disions les uns aux autres : « Dieu est là ! contemplons en silence son œuvre. »

Cette œuvre, c'était la belliqueuse et turbulente nation française matée et apprenant à respecter la rêveuse et pacifique Allemagne. C'était l'Allemagne prête à se constituer en un État bien uni et puissant, et la race germani-

¹ Circulaire du 16 septembre. — Correspondance du *Standart*, 12 septembre. — Journaux ministériels de Berlin des premiers jours d'octobre, repoussant toute idée d'une restauration impérialiste.

que prenant sa place légitime dans la grande famille européenne. C'était, depuis le 4 septembre, la république s'établissant à Paris sans que le monde en fût ébranlé, grâce aux victoires des Prussiens et à leur présence en France.

Telle était l'œuvre vraiment miraculeuse qu'en un seul mois avait faite, par le roi Guillaume, Celui qui dit, et la chose est.

Dieu a choisi pour l'instrument de ses décrets le plus humble et le moins ambitieux de tous les rois, afin qu'il fût évident aux yeux de tous que l'homme n'était point l'auteur de si grandes choses.

Après Sedan, vers la mi-septembre, l'œuvre était terminée et la paix aurait dû se signer à Ferrières. Pourquoi ne s'est-elle faite que cinq mois plus tard à Versailles? Qui est responsable de la prolongation de la guerre et d'une guerre sanglante et dévastatrice?

En réalité, la force de la France était brisée pour un temps, et son ultérieure résistance ne devait qu'aggraver ses malheurs. Mais le vainqueur de toutes les nations ne pouvait consentir à être vaincu par une seule d'entre elles et par la plus faible de toutes. Soumise au régime de la conscription, la France ne se croyait pas perdue pour avoir perdu ses armées. La nation restait intacte, elle n'était que terrassée et elle allait se relever. Les illusions de 1814 s'emparaient de nouveau d'elle : elle descendrait en personne sur le champ de bataille et anéantirait ses ennemis; pas un d'eux ne repasserait vivant le Rhin.

Les désastres de Wœrth, de Metz, de Sedan, la France les expliquait par la corruption de l'empire et par l'énorme supériorité numérique des troupes allemandes. Elle élevait le chiffre des troupes ennemies engagées à Wœrth, de 80,000 à 120,000, et abaissait celui des soldats de Mac-Mahon, de 50,000 à 35,000. Elle ignorait qu'à Mars-la-Tour 45,000 Prussiens avaient pendant huit heures tenu tête à 160,000 et, depuis midi, à 200,000 Français. A Gra-

velotte, le roi Guillaume commandait à 270,000 hommes et en avait devant lui 210,000. A Sedan, l'Empereur opposait 150,000 hommes à 210,000 Allemands. Mais les Français se persuadaient que partout la proportion avait été de un contre trois ou cinq.

M. J. Favre partageait certainement les vaines espérances de ses concitoyens en arrivant à Ferrières. Il ne révoquait pas un mot de son programme du 6, et n'admettait pas une autre condition de paix qu'une indemnité pécuniaire. Il avait le verbe haut, s'indignait du terme de populace appliqué aux rouges de Paris, menaçait M. de Bismarck de dénoncer à l'Europe les propositions qu'il se permettait de lui faire, et, pour le ménager, lui offrait de convenir entre eux deux de ce qu'ils publieraient de leurs conférences. « Ne prenez pas cette peine, lui répondit le ministre prussien, je vous livre notre conversation tout entière; je ne vois aucun inconvénient à sa divulgation. »

Ainsi donc la France n'avait plus d'armée, sa capitale allait être investie, et le vainqueur, qui avait laissé sur dix champs de bataille 80,000 à 100,000 tués et blessés, aurait dû rentrer chez lui avec quelques millions ou cent millions de francs dans ses coffres !

Tel était le conseil que les Français pressaient le roi Guillaume de suivre. Les neutres ajoutaient à l'indemnité pécuniaire le démantèlement des forteresses, auquel ils croyaient M. Jules Favre plus disposé qu'il ne le laissait voir.

C'eût été là sans contredit un acte de générosité inouïe dont eût été incapable la France, toujours possédée du désir de prendre la province rhénane, mais qui aurait peut-être excité sa reconnaissance. C'eût été un exemple de modération auquel le catholicisme n'aurait pu en opposer un pareil. C'eût été une de ces saintes folies pour lesquelles Dieu tient en réserve d'abondantes bénédictions. Au moins est-il certain que l'Europe entière eût rendu justice au Roi

et admiré son désintéressement ; les accusations d'ambition et d'hypocrisie ne seraient venues à l'esprit de personne, et si la France avait rejeté ces propositions de paix, il n'y aurait eu qu'une voix au monde pour la blâmer. L'Évangile, aujourd'hui si décrié en France, aurait été glorifié aux yeux de l'Europe entière par le premier des rois protestants et par sa nation. Il se serait même propagé avec une puissance toute nouvelle dans cette France noble et magnanime où il aurait gagné bien des cœurs par les vertus qu'il aurait inspirées à ses disciples.

Attendre de Guillaume I^{er} un tel prodige de foi et de sainteté, c'était faire de lui l'éloge le plus flatteur. Mais fallait-il le traiter de brigand parce qu'il n'a pas répondu à cette sublime attente ? Après tout, qu'a-t-il fait d'autre que ce qu'aurait fait à sa place tout autre prince ? Aux Français, en particulier, je dirai : retournons les situations. Napoléon est à Cassel ou à Magdebourg ; il a fait prisonnière la moitié de l'armée prussienne et tient l'autre cernée dans Mayence. Il propose la paix et demande la rive gauche du Rhin. La Prusse s'y refuse et ne consent qu'à payer quelques millions. Que fera-t-il ? Battra-t-il en retraite, ou marchera-t-il sur Berlin ? Et s'il poursuit sa marche victorieuse, se préoccupera-t-il beaucoup des injures que les Prussiens lui jetteraient à la face ? Or, si de telles injures eussent été absurdes et puériles dans la bouche des Prussiens, comment ne le seraient-elles pas dans la bouche des Français ?

Un officier français m'écrivait le 10 août : « Ce qui me désole, ce ne sont pas nos pertes, que nous réparerons vite, ce sont ces premiers succès si faciles des Prussiens, parce qu'ils rendent la paix impossible ; le duel à mort a commencé, et il faut qu'ils viennent à *Paris* ou que nous allions à *Berlin*. Je ne vois plus d'autre issue. »

Pour moi, plus j'ai réfléchi sur les devoirs des souverains en général, et, dans le cas présent, sur le caractère des deux nations belligérantes, plus je me suis convaincu qu'à

Ferrières le Roi et son ministre n'avaient point agi contrairement aux lois de la justice et de la sagesse. Aurai-ent-ils pu et dû mieux faire ? Je n'en suis pas juge ; mais au moins n'ont-ils pas mal fait. Me dira-t-on que le rapt d'une province est une flagrante violation de la justice ? Mais aussi longtemps que l'Évangile du Christ n'aura pas converti toutes les armes de guerre en outils de labour, il m'est impossible de proscrire comme injuste la conquête. Elle est bien plutôt la suite inévitable de la guerre, et, comme le dit M. Thiers, « le plus simple droit de la victoire ¹. » D'ailleurs, ceux à qui Dieu remet le gouvernement des peuples, doivent, avec Salomon, lui demander un don tout spécial de sagesse et de prudence. Or serait-ce bien pratiquer cette vertu, dans la négociation d'un traité de paix, que d'en faire reposer les conditions sur la gratitude des vaincus ? De nature, l'homme déchu n'est-il pas ingrat, et le peu de reconnaissance de la première génération se transmet-il à la suivante ? Les Français ne font point exception à cette loi lamentable. La Suisse le sait de science certaine : en 1796, elle avait accueilli avec cette hospitalité dévouée dont elle vient de donner une nouvelle preuve, les divisions de l'armée de Moreau, que l'archiduc Charles avait rejetées sur notre territoire, et en 1798 Berne était attaquée, prise et pillée par les Français, parce qu'ils avaient besoin de son trésor pour faire face aux dépenses de la campagne d'Égypte ! Nous ne pouvons donc blâmer avec tant d'autres M. de Bismarck d'avoir dit : « La France, qui ne nous a pardonné ni Sadowa ni Waterloo, ne nous pardonnera jamais Sedan. Nous nous retirerions de son territoire sans même prétendre à aucun autre avantage que la gloire de nos armes, qu'encore elle conserverait la même soif de vengeance. Nous devons donc, dans nos conditions de paix,

¹ Thiers, *Le Consulat et l'Empire*, IX, 460. Voyez aussi p. 505 : « la conservation de nos belles conquêtes. » — IV, 83, sur la conquête de la rive gauche du Rhin.

avoir uniquement en vue de lui rendre plus difficile sa prochaine agression en fortifiant la frontière de l'Allemagne du Sud et la reculant jusqu'à la ligne des places fortes qui sont entre les mains de la France une perpétuelle menace contre nous ¹. » Ce langage n'est-il pas celui de la prudence? Qui nous dira, d'ailleurs, que la Prusse en se montrant excessivement douce envers les Français, aurait accompli les desseins de Dieu à leur égard et à l'égard de l'Alsace? Un Alsacien ne me disait-il pas que Guillaume I^{er} aurait à Ferrières commis un crime s'il n'avait pas exigé de M. J. Favre la cession de cette province? Le navire de la France allait sombrer, et l'Alsace devait en être enlevée au moment du naufrage par le bras de fer de ce prince.

Les paroles de M. de Bismarck que nous venons de citer, prouvent assez que la Prusse n'aurait ni proposé ni accepté la neutralité de l'Alsace avec les forteresses rasées. C'était là une transaction, la seule possible, entre les prétentions extrêmes des belligérants. Eu sa faveur militaient de nombreuses raisons que M. le comte de Gasparin a éloquentement exposées et défendues. Mais ce projet n'aurait eu quelque chance de succès que s'il eût été imposé par les puissances neutres aux deux puissances rivales. Car il restait de beaucoup en deçà des intentions de l'Allemagne, et il dépassait pour le moins d'autant celles de la France. Comment, avec son programme du 6 septembre, aurait-elle offert non-seulement de démanteler toutes ses forteresses occidentales, mais d'abandonner une province tout entière, quand Strasbourg tenait encore et que Metz était loin de se rendre? La paix ne pouvait donc se faire sur cette base. Au moins M. de Gasparin aura-t-il, devant Dieu et devant les hommes, la gloire d'avoir seul osé dire aux deux partis la vérité, avec une impartialité et un courage que la foi seule peut inspirer.

¹ Circulaire du 13 septembre et Correspondance du *Standart*, 12 septembre.

Les vainqueurs voulaient s'annexer Metz et l'Alsace. Ce n'était qu'à cette condition que Baden et le Wurtemberg pouvaient identifier leurs destinées avec celles de l'Allemagne du Nord, et les peuples germaniques s'unir entre eux avec confiance et joie. C'était la plus puissante garantie contre de nouvelles attaques de la France. C'était le prix dû à ces myriades de familles qui pleuraient un père, un fils, un époux, un fiancé. La justice de l'économie actuelle du monde autorisait cette conquête, et la prudence la conseillait. « S'ils ne gardaient pas l'Alsace et Metz, » a dit l'un des écrivains les plus distingués de l'Angleterre, Th. Carlisle, « les Allemands seraient une nation d'imbéciles ¹. »

La France aurait dû accepter cette condition, quelque douloureuse qu'elle fût pour elle, et en la rejetant, elle a fait peser sur elle toute la responsabilité de la continuation de la guerre. C'était sans doute un cruel sacrifice que d'abandonner à l'ennemi une province aussi française de cœur, aussi fertile, industrielle et prospère que l'Alsace. Toutefois, comme la grande nation s'était tout récemment accrue, par l'annexion de la Savoie et de Nice, de 700,000 habitants, et qu'elle en comptait 42 millions avec l'Algérie, elle ne perdait nullement son rang de première puissance pour céder à l'Allemagne 1,600,000 français de langue allemande. En consentant d'emblée à ce sacrifice, elle aurait eu trois ou quatre milliards de moins à payer ; elle

¹ La lettre de Th. Carlisle, qui a paru dans le *Times*, a été publiée en allemand dans la *Gazette d'Augsbourg* du 23 novembre. Elle reproché à la France avec une extrême violence ses mensonges et ses larcins. « Elle se croit le Christ des peuples, souffrant sans cause pour tous, et l'on se demande si elle ne serait point plutôt le Cartouche des peuples, volant chacun. » — Lisez après cela les vers de M. de Laprade à la France, sa mère, et vous comprendrez comment le même peuple peut être tour à tour un ange et un démon. Chaque peuple est, ainsi que l'homme de Pascal, un monstre de contradictions. Mais la plus grande des nations sera celle qui se louera le moins elle-même et laissera ce soin à ses voisins.

se serait acquittée de sa dette en quinze jours ; les armées ennemies auraient immédiatement quitté son territoire ; ses soldats prisonniers rentraient en même temps dans leurs foyers ou leurs casernes, et la campagne d'août aurait été pour elle un tremblement de terre qui ébranle tout un royaume et qui fait disparaître dans les abîmes de l'Océan quelques lieues de la côte, mais qui au bout de peu d'années n'est plus qu'un triste souvenir.

Si elle avait eu à sa tête des hommes d'État, la France aurait certainement signé à Ferrières le traité de paix qu'elle a dû subir cinq mois plus tard à Versailles. Ils lui auraient fait comprendre qu'il y a folie à vouloir lutter avec de simples recrues contre des troupes victorieuses, admirablement disciplinées, conduites par un homme de génie et munies de la plus formidable artillerie. Or, « à l'impossible nul n'est tenu ¹, » et pour un peuple de héros la défaite n'est jamais une honte. L'histoire le prouve à chaque page : la victoire ne reste point toujours à la vaillance.

Ou bien, la nation, saisie d'une sainte fureur, aurait dû se lever tout entière, comme un seul homme, ainsi qu'elle l'avait fait en 1793, se jeter, lion invincible, sur l'ennemi et le mettre en pièces à la première rencontre.

C'est à quoi M. Gambetta l'a conviée, mais en vain.

4° M. GAMBETTA

En 1793, la révolution venait de retirer les paysans français d'un abîme de misères et de les mettre en possession de tous leurs droits civils et politiques. Aussi, à l'approche des armées coalisées, chaque citoyen se sentit menacé par la réaction dans ses biens les plus précieux, et la

¹ De la Guéronnière, *L'âge de fer*, p. 58 sqq. et *Les deux abîmes*, p. 71 sqq.

nation courut aux armes pleine d'enthousiasme, et d'un irrésistible courage.

En 1870, au contraire, les paysans savaient fort bien que la guerre avait été déclarée par leur empereur et que les Allemands ne venaient point rétablir la féodalité. Ils réclamaient sans doute par droit de conquête une province ; mais la France s'en était annexée tout récemment une autre, et le mieux était de faire la paix au plus tôt. Puis, l'empire que les campagnes aimaient, avait été renversé par la république que leur envoyait Paris et qu'elles détestent. C'était pour elles une raison de plus de rester paisiblement chez soi et de maudire la longueur de la guerre.

Mais M. Gambetta, prenant follement la France de 1870 pour celle de 1793, ordonna à tous les citoyens la guerre au couteau. Pour les y décider, il galvanisa la nation par le mensonge et par la terreur. Il la trompa par de triomphantes proclamations, tout en fusillant les gardes mobiles qui avaient manqué à l'appel et en faisant brûler la cervelle par des gendarmes aux fuyards.

Il aurait fallu à la malheureuse France, en septembre, un homme sérieux, sensé, pratique, clairvoyant, qui se rendît compte des vices de l'armée, de l'administration, du pays, et qui en entreprît courageusement les réformes, et la France a subi le despotisme d'un simple avocat qui a prétendu être le Moltke et le Washington de sa patrie ! M. Gambetta ne voulait rien voir ni comprendre ; se nourrissait d'illusions volontaires et repaissait le peuple de mensonges ; plaçait le déshonneur de sa patrie dans ses défaites et non dans leurs causes ; envoyait au feu des recrues qui n'avaient jamais manié un fusil et qu'il laissait mourir de faim ; accordait les fournitures à ses amis, pour qui la guerre à outrance n'était que le vol à outrance¹ ;

¹ *Salut public de Lyon* dans le *Journal de Genève* du 5 mars. — Un général de l'armée de Bourbaki m'a parlé de dix mille soldats, faits à dessein trop petits, qui ont attendu en trois villes différentes

nommait, espionnait, destituait, flétrissait les généraux en vrai tyran, et leur donnait des ordres impossibles, qui les désespéraient et les poussaient à se brûler la cervelle. Il a coûté à la France des centaines de millions de francs et des centaines de milliers de vies sacrifiées à pure perte. Avec tout cela, ce grand « organisateur des défaites » se croyait sublime de patriotisme, et il ne se doutait pas qu'un Prussien l'appelait en bon français : « Un très-jeune homme qui se démène beaucoup. »

Au reste, ses propres compatriotes l'ont jugé fort sévèrement. M. Lanfrey a parlé le premier de « la dictature de l'incapacité. » Ce « dictateur incapable » succède à Napoléon, qu'un des premiers hommes politiques de la France appelait, dit-on, « une incapacité méconnue. » Il est difficile de dire quelle est de ces deux incapacités celle qui a fait le plus de mal à la France en l'année 1870.

Le patriotisme même de M. Gambetta et de ses amis n'était point pur de tout alliage. Quand ils déclaraient qu'ils ne poseraient les armes que lorsqu'il ne restera plus un Prussien sur le sol français, ils se proposaient bien moins le bonheur de leur patrie, que la glorification de leur utopie républicaine. Ils étaient, ils sont aussi égoïstes que les impérialistes ; ils ont, eux aussi, leurs intérêts dynastiques. Faire la paix avec les Prussiens en France, c'eût été accepter la responsabilité de la défaite ; avouer que la république a été, comme l'empire, impuissante à refouler l'ennemi ; imprimer à la seule constitution légitime un stigmate de médiocrité banale. Ces *phantastes* n'y auraient jamais consenti. Périssent la France entière plutôt que leur principe ! et pour la tromper, ils accablaient d'in-

des corps de mobiles sans chaussures. Il est fort probable que ces souliers auront été payés par l'État deux et trois fois. — Le *Times* du 8 février dénonce pareillement les fortunes scandaleuses faites sous la république par les amis de Gambetta, fortunes plus considérables que celles de l'empire. Il cite en particulier les souliers en carton livrés à l'armée du Nord.

jures les Prussiens, comme on injurait les Anglais sous le premier empire.

Cependant, les ultramontains galvanisaient à leur manière l'Ouest de la France. Les de l'Hébergement dépassaient les républicains en calomnies atroces à l'adresse des Prussiens, et s'efforçaient surtout à les faire passer pour des iconoclastes, des sacrilèges, des monstres d'impiété. On réussit ainsi à fanatiser la Bretagne et la Vendée, et à doubler de la haine des hérétiques l'amour de Dieu et de la patrie.

Le fanatisme religieux et le fanatisme politique se confondirent donc pour lutter contre l'invasion ennemie. Mais il n'y avait pas de cohésion entre ces deux éléments divers, ainsi que l'indique le fait suivant, où se peint la France entière. Au Mans, il s'agissait, en occupant un poste, d'arrêter l'ennemi pour sauver le parc d'artillerie de Chanzy. Deux généraux républicains font appel à un bataillon de zouaves des volontaires de Charette. Ils s'élancent, et des mobiles du Sud crient : « Voilà les calotins ! » Traversant les rangs de leurs insulteurs, les zouaves répondent : « Nous allons vous montrer comment les Français savent mourir, » et ils ont tenu leur parole. Après le combat, sur 440 qui avaient pris part à l'action, il en restait seulement 85. Leur héroïque sacrifice a sauvé l'artillerie et empêché la bataille du Mans de finir par une complète déroute ¹.

Ces calotins, malgré la haine absurde qu'on leur avait inoculée contre les Prussiens, étaient de grands et nobles guerriers. Il y avait, en effet, sous les scories d'un double fanatisme, l'or du patriotisme le plus épuré. Tous les partis, mais surtout ceux d'Henri V et des Orléans; les deux Églises, et les protestants pour le moins autant que les catholiques; toutes les conditions sociales, tous les âges

¹ De la Guéronnière, *Les deux abîmes*, p. 37. — D'après le *Daily Telegraph*.

ont fourni, de septembre en février, aux armées républicaines de vrais héros, qui en ont été le noyau, la force et la gloire. Ils allaient au combat, à la mort sans illusions. Leur patrie se mourait; pour la sauver, ils verseraient tout leur sang; mais ils pressentaient l'inutilité du sacrifice. En même temps, la foi semblait se réveiller dans les campagnes et dans les villes; les soldats et les femmes accouraient en foule dans les églises, à la cène, au confessionnal; les protestants se réunissaient pour prier. Paris, la ville des plaisirs, de l'esprit, de la folle gaité, la Sybaris moderne, comme l'a nommée l'un de ses enfants, supportait les ennuis d'un siège, les horreurs de la famine, les terreurs du bombardement avec un courage, une patience, une fermeté dignes de tout éloge.

Ce fut un spectacle à la fois triste et grandiose que celui de cette France qui, à moitié envahie par ses ennemis, fit pendant six mois de continuels efforts pour les arrêter et les repousser. Elle fut toujours vaincue, mais toujours elle se couvrit de gloire. C'étaient des enfants qui, mal vêtus, mal commandés, affrontaient ces invincibles légions allemandes que protégeait une artillerie unique au monde. Ils disputaient la victoire à la rendre douteuse, comme au combat d'Artenay, du 2 décembre, qui a été l'un des plus rudes de toute la campagne. Une fois même, à Orléans, le 9 novembre (ils étaient, il est vrai, 70,000 contre 20,000), ils forcèrent à la retraite le général von der Tann.

M. de Bismarck a dû plus d'une fois se demander s'il

¹ J'aime les anecdotes qui peignent toute une nation et toute une époque. Un Français de la Franche-Comté, qui a 160,000 francs de rentes, décide un des jeunes gens de son village à partir avec lui comme volontaires pour s'engager dans l'armée de la Loire. — Voilà le noble et sublime patriotisme des classes supérieures, exerçant sa sainte contagion dans les classes inférieures. — Mais les gens du village s'irritèrent contre ce riche qui avait déjà « séduit » un des leurs, et qui « trahissait » la contrée. — Voilà l'égoïsme stupide des paysans.

fallait même trois mois pour faire du Français un vrai soldat ¹, et peut-être M. de Moltke a-t-il arrêté, le cœur serré, sa pensée sur une guerre prochaine où les armées françaises se présenteraient sur les champs de bataille, formées, elles aussi, pendant trois ans au maniement des armes et munies, elles aussi, de quelques centaines de canons d'acier.

Les Allemands s'étonnaient de la résistance que leur opposait la France vaincue. Les troupes régulières étaient prisonnières depuis Sedan ou condamnées à l'inaction dans Metz, et ils devaient de semaine en semaine faire de plus rudes efforts pour repousser et disperser leurs ennemis. Leurs espérances avaient été toutes dépassées jusqu'au 4 septembre : elles étaient plutôt déçues depuis. Bazaine immobilisait devant Metz la puissante armée du prince Frédéric-Charles et permettait ainsi à celles de la France de se concentrer au Sud, à l'Ouest et au Nord de Paris, qu'elles pouvaient dégager d'un moment à l'autre ². Plus d'une fois à Versailles le roi fut à la veille de donner l'ordre du départ, et si plus tard le général de Werder avec ses 35,000 hommes n'avait pas tenu tête pendant trois jours contre les 110 ou 130,000 de Bourbaki, la cause allemande était gravement compromise.

C'est ainsi que l'Allemagne n'est restée victorieuse qu'au prix des plus grands sacrifices. Elle versait à flots son propre sang, et l'ennemi, toujours vaincu, recommençait toujours la lutte avec la même énergie. On aurait dit que le Dieu des batailles hésitait depuis Sedan entre les belligérants, et qu'il n'accordait plus qu'à regrets la victoire à celui des deux que jusqu'alors il avait comblé de ses fa-

¹ Correspondant du *Standart*, 12 septembre.

² *La guerre autour de Metz* par un général prussien ; traduit de l'allemand et annoté par un officier de l'état-major général de l'armée du Rhin, 1871, p. 60.

veurs. Fallait-il voir dans cette résistance de la France l'aveuglement du coupable qui se débat avec rage sous la verge divine? ou bien, au contraire, tant de force morale, de vertu et de piété, qu'elle n'était point le coupable que nous croyions? Quoi qu'il en fût, l'Allemagne s'épouvantait de ses pertes. La France lui apparaissait comme un gouffre béant où se précipitaient tous ses enfants, et d'où elle ne voyait revenir que des êtres mutilés et des cercueils. Le bruit des victoires nouvelles l'attristait; les cantiques avaient cessé.

Il était même des pessimistes, en Allemagne, qui prétendaient qu'il s'en fallait de peu que la Saxe, le Wurtemberg, la Bavière, ne s'irritassent des pertes d'hommes que leur coûtait une guerre que l'Allemagne entière avait commencée avec le plus admirable héroïsme. Le sang qui avait cimenté l'union de ce grand peuple, coulait avec une telle abondance, qu'il menaçait de la dissoudre. En Bavière, le parti ultramontain se faisait, de la douleur des familles en deuil, une arme redoutable contre la Prusse, et, si l'on avait cru les Français, les Bavarois auraient été animés contre les Prussiens d'une amère et sourde haine qui n'attendait qu'une occasion pour éclater ¹.

Les socialistes, de leur côté, faisaient dans l'ombre, à tous les princes allemands, une guerre bien autrement dangereuse. Ils semaient à pleines mains dans le peuple de petits écrits, où ils dépeignaient ces princes ligués entre eux pour prolonger indéfiniment une guerre qui purifiait la société de tous ses éléments républicains, communistes, révolutionnaires². En même temps ces rouges travaillaient

¹ Les renseignements qui m'arrivent de la Bavière même, portent que les soldats de ce pays tenaient à prouver qu'ils ne le cédaient à personne en héroïque courage, et qu'une fois engagés, ils se battaient avec plus de fureur qu'aucun autre Allemand.

² J'ai retrouvé cette même accusation dans un journal neuchâtois, *La Montagne, organe de la démocratie sociale à la Chaux-de-Fonds* (31 décembre): « Et c'est au nom de Dieu qu'on imbibe la

de toutes leurs forces à l'établissement de l'empire allemand, afin de n'avoir plus qu'un souverain à détrôner et qu'une tête à abattre, quand ils exécuteraient leur grande œuvre de rénovation sociale. Plusieurs mêmes espéraient que cette épouvantable révolution éclaterait pour ainsi dire le lendemain du retour du roi Guillaume à Berlin. C'était là sans doute une espérance insensée ; mais au moins était-il certain que la prolongation de la guerre servait puissamment la cause du socialisme.

Pour nous, nous étions persuadé que l'unité de l'Allemagne était consommée, quelles que pussent être les luttes intérieures qu'elle eût encore à traverser. Elle ne renverserait pas de ses propres mains l'empire qu'elle venait d'édifier. Si la Prusse, à son nadir, avait retrouvé espérance et force dans son amour pour la reine Louise, l'Allemagne, au comble de sa gloire, mais d'une gloire inondée de sang, se serrerait dans un même sentiment de fidélité et d'affection autour du trône impérial où elle a fait monter le roi Guillaume. Ce prince vénérable était devenu pour elle son Frédéric Barberousse. Frédéric n'est pas

terre du sang humain ! Quelle horreur ! — Et ce sont les grands de la terre qui osent blasphémer ainsi. — Ils ont juré de tuer les hommes et la raison humaine. — Ils exécutent leur complot contre la république, contre la démocratie, contre le vrai socialisme, etc. » — Des déclamations pareilles s'évalent dans plusieurs de nos journaux politiques suisses et même dans tel de nos journaux religieux. Elles font partie du bagage du radicalisme et font l'admiration des sots. Les princes valent ce que valent les peuples, et les peuples, même les plus républicains, sont aussi belliqueux et aussi féroces que tous les Césars. La guerre de la sécession américaine a été plus sanglante qu'aucune guerre de despotes, et les Marat, les Danton, les Robespierre laissent à dix mille pas derrière eux les Néron, les Philippe II, les Napoléon I. La Bible nous le dit : les peuples et les rois ne seront humains que lorsque Jésus-Christ sera leur maître ; Lui seul avec ses disciples est vraiment homme, et les hommes déchus et inconvertis, sujets ou princes, sont des bêtes fauves, ainsi que le démontre toute l'histoire.

mort ; il dort dans une caverne , au sein d'une montagne , assis devant une table de marbre ; il attend le son de la trompette pour ressaisir son épée , s'élancer sur son coursier et conduire de nouveau ses armées à la victoire. Réveillé par Napoléon III, Barberousse est sorti de son tombeau sous la figure de ce vieillard , qui se montre plein de force et de jeunesse sur les champs de bataille , humble et pieux dans ses triomphes , simple et bon dans ses grandeurs , et qui , en acceptant la couronne impériale , déclare ne vouloir pour l'Allemagne d'autres conquêtes que celles « de la prospérité nationale , de la paix et des bonnes mœurs. »

5° LE 1^{er} MARS

M. Gambetta n'avait pas réussi à imprimer un puissant élan à la France du Sud. Il y avait levé des soldats comme l'aurait pu faire un despote devant qui l'on tremble. Mais elle ne se sentait point solidaire des souffrances du Nord. Aussi son apathie , son égoïsme navrait et indignait les habitants des contrées occupées par l'ennemi. Ils avaient placé en elle leur principale espérance , et elle leur semblait assister impassible à leur ruine.

La victoire devait rester à l'Allemagne unie , à l'armée régulière , au génie stratégique , à la discipline , au sentiment profond du devoir , à la crainte de Dieu , à l'instruction ¹.

Les journées décisives avaient été en janvier : les victoires de Manteuffel sur Faidherbe à Bapaume , les 2 et 3 ; du prince Frédéric-Charles sur Chanzy , du 6 au 12 , de Vendôme au Mans ; de Werder près de Belfort sur Bourbaki , les 15 , 16 et 17 ; enfin , le 19 , de Gœben sur Faidherbe à St-Quentin , et la grande sortie de Paris.

¹ Brochure du général russe Annenkoff.

La France, en se mesurant avec l'Allemagne, s'était trouvée la plus faible. A Bordeaux, elle s'est jugée elle-même dans ses représentants. Six à sept cents élus du peuple, divisés en quatre partis au moins et préoccupés, chacun, des intérêts de sa faction, qu'on identifie avec ceux de la France; à peine trois à quatre orateurs tenant compte de la réalité et faisant preuve de sens pratique; tous les autres prononçant des « discours élevés, » présentant de vastes considérations historiques, versant sur l'assemblée, de leurs cornes d'abondance, des flots de métaphores et d'antithèses, émouvant les cœurs par l'expression de leur ardent patriotisme, mais ne concluant pas, ou jetant en l'air des rêves compromettants, ou poussant la France vers une ruine totale. Ce n'était pas là la Prusse des Stein, des Hardenberg et des Scharnhorst, la Prusse tout entière fidèle à sa dynastie royale, la Prusse s'humiliant sous la main de Dieu, secouant son irrégion et sa frivolité et travaillant avec une sagesse et une persévérance admirables à redresser tous les abus et les vices de la société civile et politique!

Les préliminaires de la paix furent signés le 26 février à Versailles et ratifiés le 1^{er} mars à Bordeaux.

Les conditions étaient : l'annexion de l'Alsace et de Metz, — tel avait été dès l'ouverture des hostilités l'objectif de la Prusse; cinq milliards de francs, — la Prusse, qui avait traité l'Autriche en sœur, traitait la France en ennemie; — et l'entrée des vainqueurs dans un des quartiers de Paris.

Avant de prendre congé d'eux, voyons les Huns et les Tartares de M. Franck faire leur entrée triomphale dans la capitale du monde civilisé.

La cité, qui avait imaginé que les barbares reculeraient devant sa majestueuse grandeur, a frémi d'indignation et de rage en apprenant qu'ils allaient la souiller de leur pré-

sence. Mais au moins ne se hasarderont-ils dans son enceinte qu'en nombre immense et précédé par une artillerie formidable ! Au moins lui feront-ils l'honneur d'arriver aux sons assourdissants de toutes leurs musiques !

Quel est cet adolescent qui, monté sur un superbe cheval et suivi de six hommes, s'avance au galop vers l'Arc de l'Étoile ? A droite et à gauche de la route stationnent de nombreux groupes d'ennemis, la porte triomphale est entourée d'une foule serrée.

Ce jeune homme est un officier de hussards et ses soldats sont de vieux troupiers, au teint basané, qui ont l'air aussi calme que s'ils étaient à la parade à Berlin. Il est vrai qu'ils se savent protégés par la sage prévoyance de leurs chefs : huit cents bouches à feu sont braquées sur Paris ; qu'une balle atteigne un d'eux et la ville est foudroyée.

L'officier marche droit sur la foule qui se presse autour de l'Arc de l'Étoile. De son sabre il lui fait signe de s'écarter, et elle s'empresse de lui obéir. Il ne peut résister à la tentation de brandir légèrement son arme au-dessus de sa tête, au moment où il lance son cheval par dessus les chaînes et les débris qui obstruent encore le passage. En un clin d'œil ses hommes et lui ont franchi les obstacles et descendent au petit trot l'avenue des Champs-Élysées.

Bientôt il fait halte, rebrousse chemin et une vingtaine de ses hommes arrivent au galop l'un après l'autre. Puis il demande à la foule, d'un ton modeste et naïf à la fois, le chemin du Palais de l'Industrie, que des gamins se font un plaisir de lui indiquer.

C'est ainsi que les féroces Vandales de la Sprée occupèrent la capitale de la France.

Puis survint un escadron de hussards, qui descendit l'Avenue des Champs-Élysées, plein de confiance et d'abandon, et peu de temps après arriva l'armée d'occupation, ayant en tête le général Kamecke et son état-major.

Les billets de logement sont distribués. Les militaires à

pied et à cheval cherchent leurs demeures avec une placidité quelque peu provocante. Sur chacun des bancs qui bordent l'Avenue, sont assis, deux ou trois de ces fameux Tartares qui causent et fument leur pipe, tout disposés à échanger une plaisanterie avec le premier Français venu.

Cependant autour d'eux les voyous de Paris foulent aux pieds et assomment les *reporters* anglais qui s'étaient permis d'échanger quelques mots avec un officier allemand, les prétendus espions prussiens et les femmes, innocentes ou coupables, qui venaient saluer les étrangers ¹.

L'occupation de Paris fut abrégée par la prompte acceptation des conditions de la paix. Quarante-huit heures après leur entrée, les troupes allemandes, remontant l'avenue des Champs-Élysées, défilaient sous l'Arc de l'Etoile, où étaient inscrits les noms des nombreuses défaites de leur patrie. « C'était un spectacle, dit un témoin oculaire, le *reporter* du *Times*, qu'aucun de ceux qui l'ont vu, Allemands ou Français, n'oubliera jamais.

« Les physionomies des soldats rayonnaient d'une joie que je ne puis décrire. C'était en vue de cette heure suprême que ces hommes avaient combattu et versé leur sang. Le moment des dangers et des sacrifices était désormais passé. Leurs visages étaient maintenant tournés du côté de la patrie, et les premiers pas qu'ils faisaient pour rentrer dans leurs lointains foyers, étaient du même coup le gage et la consécration de la victoire.

« A mesure que la tête de chaque bataillon atteignait l'Arc, les officiers montés qui marchaient devant la troupe, arrêtaient le pas de leur monture et jetaient un regard sur les noms de victoires gravés sur la voûte, puis un autre sur leurs propres soldats, après quoi ils donnaient le signal des acclamations en élevant leur casque en l'air. En une

¹ D'après le *Times*, le *Daily-News*, l'*Indépendance belge* et le *Constitutionnel*, dans le *Journal de Genève* du 9 mars.

seconde tous les casques de la troupe s'agitaient au-dessus des têtes, les chevaux, effrayés par ces éclats de voix, commençaient à se cabrer, leurs cavaliers, transportés d'enthousiasme, le visage animé, les yeux étincelants, n'en brandissaient que plus fort leurs casques, tandis que les fantassins redoublaient leurs cris.

« De quel côté que fussent, dans cette occasion, les sympathies individuelles, il était impossible de résister à la contagion de l'enthousiasme, de ne pas sentir les battements de son cœur s'accélérer à la vue de cette masse palpitante qui se pressait sous vos yeux comme un torrent puissant qui entraîne tout devant lui. Rien d'étonnant à ce que les spectateurs de cette scène eussent l'air confondus et terrifiés. Tout le long des Champs-Élysées, les régiments succédaient aux régiments, enseignes au vent; sabres et baïonnettes reluisaient au soleil, car la brume venait de se dissiper, et d'un bout à l'autre de l'avenue de la Grande Armée, aussi loin que le regard pouvait s'étendre, on voyait se dérouler la colonne étincelante, généraux suivis de leur état-major, artillerie à cheval, lanciers aux flammes agitées par la brise, — le plus beau spectacle militaire qu'un soldat pût rêver.

« Cette occasion est la seule où j'aie vu les Allemands se livrer véritablement à l'orgueil du triomphe; ils s'y sont abandonnés pleinement cette fois-ci, et cela leur était d'autant plus permis qu'en entrant dans Paris ils avaient modestement fait le tour de l'Arc de Triomphe, et que d'ailleurs ils ont fait tout leur possible, en choisissant pour leur défilé une heure très-matinal, et en interceptant les avenues, pour que tout se passât pour ainsi dire en famille. »

Égards pleins de délicatesse pour le vaincu, noble fierté sans insolence, conduite irréprochable chez leurs hôtes, dans les rues support quelque peu dédaigneux des insultes de la populace, mépris d'une pompe qui ne fait qu'éblouir les yeux, et vif sentiment des puissances supérieures de

l'esprit : tels sont les traits que les neutres ont admiré chez les Huns de M. Franck !

Mais quel est le jour où les troupes allemandes sont entrées dans Paris, et où l'empereur Guillaume passait une grande revue de son armée dans le bois de Boulogne ?

C'était le 1^{er} mars.

Le 1^{er} mars 1848, à Neuchâtel, quelques centaines de révolutionnaires indigènes et suisses montaient au pas de charge dans le château désert de leur prince pour y proclamer la république. Leur triomphe avait été pour les Hohenzollern une telle honte que plus d'un de leurs soldats disait : Olmutz et Neuchâtel.

Cette honte, la voilà mille fois lavée, à jamais effacée par le 1^{er} mars 1870, où l'un de ces Hohenzollern qui étaient princes de Neuchâtel, a fait occuper par ses armées cent fois victorieuses, Paris, la ville révolutionnaire par excellence.

6° L'ALSACE

Consultée vers la fin de février, l'Alsace aurait voté à une immense majorité contre son retour à l'Allemagne. Dans dix ans, dans cinq ans elle votera à la même majorité contre son retour à la France.

Les peuples, comme les individus, ignorent leurs vrais intérêts. J'ai vécu à Berlin de 1827 à 29, alors que la Prusse rhénane causait, par la vivacité de ses sympathies françaises, une certaine inquiétude au gouvernement. Aujourd'hui elle est aussi allemande de cœur et prussienne ¹

¹ Voyez sur la question de l'Alsace, en français : Historicus, *Les conditions de la paix et les droits de l'Allemagne*, Genève. — De Sybel, *Les droits de l'Allemagne sur l'Alsace et la Lorraine*, Bruxelles.

que la Poméranie. La Poméranie elle-même était très-suédoise, quand le traité de Westphalie la donna au Grand Électeur; mais elle s'est bientôt faite et affectionnée à sa nouvelle position. Le Hanovre, qui semblait prêt à se joindre à la France contre la Prusse, aux dernières élections de la Chambre n'a envoyé, sur trente-six députés, que quatre ou cinq particularistes

L'Alsace deviendra promptement allemande pour dix raisons diverses.

Elle se convaincra, elle s'est déjà convaincue qu'en changeant de souverain, non-seulement elle ne perd aucun des droits civils et politiques dont elle est redevable à la révolution de 1789, mais qu'elle acquiert des libertés municipales qui étaient incompatibles avec la centralisation française. Ces libertés sont la saine et vraie démocratie, qui n'a pas de pire ennemie que la république radicale, ni de plus sûre amie que la monarchie intelligente.

A l'heure actuelle, ainsi que je le prévoyais il y a quatre mois, l'Alsace est « placée entre la France qui se déchire les entrailles, et l'Allemagne paisible, heureuse, puissante, glorieuse. » Elle peut juger lequel des deux pays lui garantit pour l'avenir le plus de paix et de prospérité¹, et s'il est vrai que ses enfants se sont passionnés pour la France parce qu'elle était le premier pays du monde, le déclin de la France et la grandeur croissante de l'Allemagne ne pourraient-ils point faire d'eux, par le même motif, des Allemands passionnés?

Ils se souviendront d'ailleurs du mépris des Parisiens pour ces lourds et vulgaires provinciaux, grands mangeurs de choucroute et grossiers buveurs de bière; de l'indif-

¹ M. Drouyn de Lhuys l'avait fort bien vu et dit en 1867. *Papiers secrets*, n° 6, p. 33.

² Aujourd'hui déjà, à Paris, les Alsaciens et les Lorrains font valoir contre la commune leur nationalité allemande, et se mettent sous la protection de l'ambassade anglo-américaine à qui pendant la guerre la Prusse a confié les intérêts de ses ressortissants.

férence de la capitale pour leurs travaux scientifiques et littéraires et pour leurs institutions académiques; des mesures violentes auxquelles l'administration avait recours pour extirper l'usage de la langue allemande.

L'industrie métallurgique de l'Alsace serait, dit-on, gravement compromise par l'annexion. Mais l'industrie des tissus y aurait un avantage immense, à en juger par les innombrables pétitions des fabricants d'Allemagne, qui demandent avec instance que Mulhouse reste français. Le vignoble, surtout, verra s'ouvrir une ère toute nouvelle de prospérité. Car il ne peut lutter contre ceux de la Champagne et de la Bourgogne, et le Zollverein frappait ses produits d'un droit d'entrée de 20 ‰.

Les catholiques devront sans doute renoncer à leurs persécutions contre les protestants : leur fanatisme sera bridé. Mais ils trouvent dans le gouvernement prussien une protection éclairée et bienveillante, dont ils finiront par sentir tout le prix. Déjà même leur clergé exerce sur leurs écoles une action que la France ne leur aurait jamais accordée.

Les protestants, de leur côté, ne seront plus menacés dans leur foi, leurs biens et leur vie par les ultramontains. En 1866, le général Ducrot disait d'eux qu'ils « sont beaucoup moins Français qu'on ne le croit généralement ¹. » La raison en était fort simple : ils n'étaient jamais certains de trouver auprès des autorités un appui efficace contre leurs infatigables adversaires. On m'affirme même que tous les protestants des campagnes sont allemands de cœur, et qu'ils n'attendent pour manifester hautement leurs sympathies que d'être pleinement assurés de leur annexion ².

¹ *Papiers secrets*, n° 1, p. 53.

² *La chute d'une idole*, chap. III et VI. De nouveaux témoignages me prouvent la rigoureuse exactitude de tout ce que j'ai dit dans cet opuscule des menaces des catholiques d'Alsace contre les pro-

Enfin, il est en Alsace bien des familles protestantes qui, après deux siècles, sont encore allemandes d'esprit et de cœur. Elles gémissaient de voir la douce et aimable race souabe d'Alsace pervertie par la frivolité *welsche*, et elles espèrent que l'esprit de l'Évangile et de Luther soufflera sur leur patrie pour la raviver et la purifier.

Au reste, deux mois ne sont pas encore écoulés depuis l'annexion, et nous apprenons de diverses sources que les Alsaciens rendent justice à la supériorité intellectuelle des employés prussiens, à leurs connaissances approfondies dans toutes les branches de leur département, à leur intelligence des besoins des populations, à leur désir de faire droit à tous les vœux légitimes. Les rigueurs de l'état de siège que nous avons déplorées, semblent avoir cessé.

L'Allemagne n'aura bientôt plus contre elle, en Alsace, que les utopistes qui prennent fort sottement la république pour la liberté, et les révolutionnaires socialistes, qui ont en exécration la Prusse parce qu'elle concilie la liberté et l'autorité, et qu'elle rend ainsi absurde et criminel leur projet de faire table rase de toutes les institutions actuelles.

7° UN ÉPISODE

Neuchâtel, 7 février.

Nous voyons arriver depuis une semaine de 5 à 8,000 soldats français par jour dans notre petite ville, qui ne sait où les abriter et les loger. C'est une déroute qui rappelle celle de l'hiver de 1813 : les soldats de toutes armes

testants. A Strasbourg même, un père protestant qui occupe une position élevée dans l'enseignement, avait acheté deux chassepots, l'un pour lui, l'autre pour son fils très-jeune encore, dans la pensée de défendre au moins chèrement leur vie.

mêlés et confondus, mourant de faim, de froid et de fatigues ; leurs uniformes méconnaissables ; plusieurs sans souliers et les pieds gelés ; une foule de malades de la dyssentérie ou toussant à faire pitié ; les chevaux jonchant de leurs cadavres les routes. Nous avons sous les yeux ce que les journaux racontent de la déroute de l'armée de Faidherbe et les lettres privées de celle de l'armée de Chanzy.

Voilà donc la République vaincue comme l'Empire, et la nation comme l'État ! les armées improvisées de gardes mobiles et de francs-tireurs comme les armées régulières ! Voilà la France forcée de reconnaître dans le peuple allemand son maître ! Voilà cinq cent mille soldats français prisonniers en Allemagne ou refoulés en Belgique et en Suisse, et un nombre presque égal capitulant dans Paris ! Moins d'un million de soldats allemands ont fait déposer les armes à un million de Français ! En 180 jours on a compté 17 grandes batailles, 156 rencontres, et les Allemands, sauf deux ou trois exceptions, ont toujours été vainqueurs ! Ils ont, en outre, assiégé et pris 26 places fortes ! Le nombre exact de leurs prisonniers, c'est 11,650 officiers et 363,000 soldats ; leur butin, ce sont 6,000 bouches à feu et 120 aigles et drapeaux ! Jamais on n'a vu, jamais on n'aurait rêvé rien de pareil.

De si prodigieux triomphes ne remplissent point les vainqueurs de mépris pour les vaincus, d'insolent orgueil, de maligne joie. Bien au contraire, l'empereur Guillaume, par une délicatesse de sentiment dont la France ne lui tient aucun compte, a ordonné, en annonçant à Berlin la capitulation de Paris du 28 janvier, qu'il n'y aurait ni salves d'artillerie, ni illumination. Les journaux se sont inspirés du même esprit. Lisez le *Times* d'Outre-Rhin, la *Gazette d'Augsbourg*, que personne n'accusera de piétisme. « Pas de violents cris de joie ! pas de triomphe bruyant ! Mais le sentiment grave et sérieux de la grandeur des événements qui s'accomplissent ! une vive reconnaissance pour cette victoire définitive qu'avait si long-

temps attendue le peuple allemand, et, à la vue de cette nation que nous devons fouler aux pieds pour nous faire notre place au soleil, une tristesse profonde qui se mêle à notre joie ! Il nous revient à la pensée les prophéties d'Ésaïe et d'Ézéchiël sur Tyr et Sidon, sur Babylone, sur Ninive. Nous sommes tentés d'appliquer à ces péripéties inouïes le dernier vers des *Nibelungen* : « C'est la plus grande histoire qui ait jamais eu lieu dans le monde. » A peine pouvons-nous croire que nous sommes les auteurs de si grandes choses, et nous ne voyons en nous que les simples instruments de puissances supérieures qui nous ont appelés à jeter à terre ce monde vermoulu pour qu'il se relève sain et fort. »

La nation française, de son côté, se reconnaît vaincue dans une guerre loyale, où elle a usé de toutes ses ressources, et soupire après la paix. Les paysans, nous l'avons vu partout, n'avaient aucun sentiment de haine pour un ennemi qui respectait leurs femmes et leurs filles, et qui même, autour de Metz, labourait leurs champs. Il serait aisé, même après tant de sang versé, de fonder entre ces deux peuples une paix basée sur leur réciproque estime.

On croit qu'ils se détestent : rien de plus faux. Nous nous sommes entretenu longuement ces jours-ci, et avec les soldats français, qui étaient originaires de toutes les provinces de leur belle patrie, et avec les soixante Poméraniens, prisonniers des Français, qui ont passé quarante-huit heures dans notre ville. Ni d'une part, ni de l'autre, à notre grand étonnement, nous n'avons surpris le moindre sentiment d'animosité contre l'ennemi. Qu'on ne parle pas de haines nationales ! L'immense multitude des âmes simples et droites n'a aucune raison de haïr les peuples étrangers qu'elle connaît peu, et les âmes supérieures ne peuvent les haïr parce qu'elles les connaissent et qu'elles savent rendre justice à leurs mérites.

Que de belles et nobles qualités chez ces Poméraniens et chez ces Français !

Les premiers étaient évidemment les plus civilisés. Tous bien vêtus, bien chaussés, bien portants, ces jeunes gens avaient l'air honnêtes, ouverts, aimables, intelligents. On sentait qu'ils avaient reçu dans leurs familles et dans les écoles une bonne éducation, et que la discipline militaire avait achevé de les façonner. Tous savaient lire et écrire. Quand un officier suisse les abordait, ils se levaient aussitôt, saluaient et répondaient avec netteté à toutes les questions qu'on leur faisait sur leur corps d'armée et sur leurs campagnes. Ils parlaient de leurs officiers avec affection et confiance, ne pouvaient assez se louer du soin qu'on prenait de leur alimentation, ainsi que des abris qu'on leur procurait pour les nuits, et semblaient fiers de la sévérité avec laquelle on punissait leurs moindres délits. Ils ont accepté avec joie l'offre d'un de nos pasteurs de célébrer pour eux un service divin, et comme ils avaient chacun sur eux un livre de cantiques, ils entonnèrent un de leurs *chorals* favoris. Ils refusaient l'argent qu'on leur offrait et dont ils n'avaient pas besoin. N'est-ce pas là le vrai type du soldat civilisé ?

Les soldats français semblaient nous arriver d'un autre monde que ces Prussiens. On aurait dit que nulle autorité supérieure n'avait pris le moindre soin de les vêtir, de les nourrir, de les loger, et que leur patrie était un pays à demi sauvage où l'on ne savait que fabriquer des armes. Tous à peu près se plaignaient amèrement de leurs officiers. La plupart se faisaient les idées les plus fausses de leurs propres faits et gestes et des mouvements stratégiques d'une armée : ils avaient été, disaient-ils, toujours vainqueurs, et toujours on les faisait par trahison battre en retraite. Un grand nombre d'entre eux ne savaient ni lire ni écrire. D'ailleurs nous ne les aurions pas tous reçus sans quelque crainte sous notre toit domestique. Mais quelle vivacité d'esprit ! quel ressort moral et quel courage dans

leur défaite ! quelle reconnaissance pour le moindre acte de charité ¹ ! quelle chaleur dans l'expression de leur gratitude ! et, chez plusieurs, comme le cœur est ouvert à l'Évangile ! C'est un marbre d'excellente qualité, mais il est comme brut et à peine ébauché. La discipline militaire, l'école et l'église n'ont pas exercé sur ces Français la centième partie de l'influence salutaire qu'elles ont sur les Allemands.

Il y a d'ailleurs une différence frappante entre la reconnaissance du Français et celle de l'Allemand. Le 30 janvier, en quittant Neuchâtel, un des soldats de Bourbaki disait : « Vive la Suisse ! la bonne Suisse ! nous ne l'oublions jamais, et le bon Dieu nous dirait de lui faire la guerre que nous ne marcherions pas. » — « Nous n'oublierons jamais, » disait d'autre part un Poméranien, « ce que Neuchâtel a fait pour nous ; nous ne pouvons pas vous en récompenser, mais il y a dans le ciel un Dieu qui le fera pour nous ; oui, certainement, il vous bénira. » Le cœur débordant de reconnaissance, l'Allemand élève ses pensées vers Dieu ; le Français parle de Dieu en plaisantant et, au besoin, il le braverait.

Tandis que ces soldats français, malgré leur peu de culture morale et intellectuelle, se faisaient aimer de nous tous, leurs officiers, sauf de très-honorables exceptions, détruisaient eux-mêmes, de plus d'une manière, la sympathie qu'excitaient leurs malheurs. L'acharnement que la presse de Paris et des départements met à entamer la bonne réputation des officiers allemands, nous oblige à dire ce que nous avons vu et entendu de ces officiers français. Nous les avons vus parfaitement indifférents aux souffrances de leurs soldats, et s'étonnant des soins que

¹ Un d'eux disait : « Qu'est-ce que cette grande salle où nous sommes. » — « C'est une de nos églises. » — « Nos églises sont plus belles que les vôtres ; mais quand même, il faut que votre religion soit bonne puisqu'elle fait des hommes comme vous. »

nous prodiguions à des gens aussi sales. Nous avons vu leurs fourgons regorger de pâtés et de poulardes, tandis que leurs subordonnés mouraient de faim. Nous avons entendu les soldats les accuser de les envoyer au feu et de rester à boire et à jouer dans les cafés, et cette même accusation vient de se répéter à Paris dans l'armée de la Commune. Nous avons entendu les soldats se plaindre surtout de ce qu'ils se refusaient, sous toute sorte de prétextes, à leur délivrer leur solde. Or, quand une nation compte parmi ses officiers des hommes qui volent et pillent leurs propres soldats, elle devrait prudemment garder le silence sur les cas plus ou moins rares, plus ou moins douteux, où des officiers ennemis auraient pillé les vaincus.

Ces officiers français nous ont en outre surpris par leur haine des Prussiens. Quand les soixante Poméraniens sont descendus de la gare à la ville, ils proféraient contre eux de telles injures qu'un bourgeois indigné leur cria : « Ce sont vos vainqueurs, respectez-les. » Cette haine, disions-nous, n'existe pas chez le soldat. Je me rappelle ce Breton, blessé à Sedan, qui demandait à un médecin étranger : « Les Prussiens croient-ils en Dieu ? » — « Ils croient en Dieu et en Jésus-Christ. » — « Mais s'ils sont chrétiens comme nous, pourquoi nous faisons-nous la guerre ? » — C'est bien là cette voix du peuple, qui est la voix de Dieu.

Mais elle est étouffée, dans une des couches moyennes de la nation française, par les clameurs d'un patriotisme de mauvais aloi. On n'y entend que des cris de haine et de vengeance, de colère et de rage, de féroce vengeance, d'atroces représailles. On s'y glorifierait à l'avance de tous les crimes qu'on se promet de commettre chez l'ennemi.

De tels sentiments seraient la ruine définitive de la France. L'abîme où Guillaume I^{er} vient de la jeter, est cent fois moins profond que celui où Napoléon avait, en 1806, précipité la Prusse. Nous avons dit par quels moyens la Prusse s'était relevée en sept ans. Que la France suive cet

exemple, et dans sept ans elle sera deux fois et dix fois plus puissante, plus riche, plus prospère qu'elle ne l'était en juillet dernier. Mais le cœur plein de haine ne peut ni s'humilier, ni revenir à Dieu, ni voir et suivre le bon chemin, ni discerner les seuls hommes qui peuvent sauver la patrie, ni se plier aux réformes nécessaires, ni respecter les lois et renoncer à chercher dans de continuelles révolutions le remède à tous les maux.

TROISIÈME PARTIE

L'AVENIR

Le triple résultat politique de la guerre présente, qui s'était déjà produit le 4 septembre, n'a été, pour l'Allemagne et l'Europe, que confirmé par les six mois subséquents de la lutte nationale. Mais les questions politiques sont, de nos temps surtout, indissolublement unies aux questions religieuses. J'ai passé sous silence ces dernières dans cette brochure, parce que j'en avais fait le sujet spécial d'un autre opusculé : *La Chute d'une idole*. Essayons dans ce chapitre de l'*Avenir* d'embrasser dans leur ensemble les conséquences finales des événements prodigieux qui viennent de s'accomplir.

Pour juger de la victoire de l'Allemagne, supposons sa défaite.

1° LA SITUATION INVERSE

La paix se signe à Berlin ou à Kœnigsberg. La Prusse perd trois millions d'habitants et l'une de ses plus riches provinces ; la Confédération du Nord est dissoute, le Hanovre, la Hesse, Nassau, Francfort recouvrent leurs droits de suzeraineté ; l'Allemagne est condamnée à n'être dé-

sormais qu'une Confédération du Rhin à la merci de la France et à ne jamais prendre sa place parmi les nations indépendantes et puissantes. La France s'est ainsi accrue non-seulement de trois millions de sujets, mais de dix à douze millions de vassaux. On peut dire que ses limites ont été transportées de Strasbourg à Linz et du Rhin à la Forêt de Bohême. L'Italie et l'Espagne ne sont plus que ses humbles alliées; la Suisse, la Belgique, la Hollande, que ses enclaves à bien plaisir. Or, je le demande à l'Autriche et à l'Angleterre : En face de cet immense colosse toujours possédé de l'amour de la gloire et de l'esprit de conquête, seraient-elles restées des puissances de premier rang ? L'Europe n'aurait-elle pas appartenu par moitié au César de Paris et au Czar de St-Petersbourg ? Mais le césarisme napoléonien, c'est la négation de toutes les libertés ; le despotisme engendre fatalement la révolution, et la révolution d'aujourd'hui, ce n'est plus la république, c'est le socialisme renversant les bases divines du monde actuel et fondant sur le vol et la débauche le monde nouveau. La victoire de Napoléon livrait donc infailliblement, au bout d'un très-petit nombre d'années, tout l'Occident à l'Internationale des ouvriers, qui comptait il y a longtemps déjà 456,000 affiliés dans la France seule. Et l'Occident entier ne fait pas monter à Dieu ses plus ardentes actions de grâces de ce que dans sa miséricorde il l'a préservé par la victoire des Allemands d'un sort aussi épouvantable ! Ah ! si les Franck et les Delmas ne comprennent pas, les Gœtz¹ ont bien compris. Ils voient leur cause perdue, et ils accablent la Prusse de leurs malédictions.

La victoire de Napoléon aurait été en même temps le triomphe de l'ultramontanisme, et ce triomphe, c'était le pape recouvrant par l'intervention de la France son pouvoir temporel ; les protestants français expulsés comme l'ont été les Allemands de Paris et des départements, con-

¹ *Le pacte entre Napoléon et Bismark.* Genève, mars 1871.

vertis par les procédés de Louis XIV, et, au besoin, massacrés par une nouvelle St-Barthélemy; la Réforme humiliée, opprimée, annihilée en Prusse et dans toute l'Allemagne; Genève annexée à la France sur les plaintes des catholiques qui se seraient dit persécutés; les jésuites s'emparant de nouveau du gouvernail de l'État en Autriche et en Bavière; nul prince, nulle république n'osant soutenir les Doellinger contre leurs archevêques; l'infaillibilité et le Syllabus devenant le premier dogme et le code de la société moderne; l'instruction publique passant aux mains des prêtres; la liberté des cultes et de la presse, la liberté de la pensée, de la foi et de la conscience partout supprimées, et le régime des persécutions, qui est celui des Néron, des Innocent III, des Louis XIV et qui sera celui de l'antechrist, dominant en plein dans toute l'Europe latine et germanique sans qu'un coin de « terre, » un « désert » y servît d'asile aux martyrs. Telle eût été, dans le monde religieux, la conséquence fatale et incontestable de la défaite de la Prusse. Il faut se crever les yeux pour ne pas le voir. Et des pasteurs évangéliques de France, des Guillaume Monod, des de Pressensé, font de la cause de leur patrie, « celle de la liberté, celle de la civilisation et du christianisme, compromise par les triomphes de la Prusse »¹. Mais ce langage n'est-il pas en d'autres termes celui des jésuites et des socialistes! Qu'est-ce que l'Évangile a de commun avec la superstition et l'impiété, avec le fanatisme de l'esprit et celui de la chair, avec l'odieuse tyrannie des papes et celle des Babœuf, avec les principes des disciples de Loyola et ceux des pourceaux d'Epicure?

Plus heureux que les Hohenstauffen, les Hohenzollern ont sauvé par leurs dernières victoires l'indépendance des nations de l'Occident qu'allaient asservir les Napoléons, la liberté de conscience que la papauté allait enlever aux pro-

¹ Apocal. XII, 6, 14, 16.

² *Revue chrétienne*, 1870, p. 560.

testants et proscrire parmi les catholiques, et, en même temps, la famille, la société, la morale et la religion que l'Internationale s'appropriait à fouler aux pieds.

Nous regardons à l'œuvre que Dieu a faite par les hommes, et nous bénissons Dieu. Nos frères regardent aux hommes par qui Dieu a fait son œuvre, et ils se lamentent, n'osant accuser Dieu. Les hommes leur dérobent Dieu et son œuvre, et dans les hommes ils ne savent découvrir que leurs infirmités. Voilà pourquoi tous leurs conseils tombent à faux.

Pour nous, nous ne sommes pas seuls à dire que l'an 1870 laissera dans l'histoire une trace aussi profonde que 1789. Ces deux dates sont les limites de l'ère révolutionnaire à laquelle succèdent celle des réformes pour l'Allemagne et peut-être, hélas ! pour la France celle de l'anarchie.

2° LA PRUSSE

La Prusse est le pays de la Réforme du XVI^e siècle et des réformes du XIX^e. Qui oserait lui contester la gloire d'être la première des nations par son instruction publique, par sa discipline militaire et surtout par son administration honnête qui fait un singulier contraste avec la corruption de la France, de l'Autriche et de la Russie ? La Prusse est de tous les États le mieux constitué et le plus artistement organisé. L'autorité centrale y est si solidement établie qu'elle n'a rien à craindre du plein déploiement de la liberté. Que la Prusse donne donc, et elle le fait déjà, l'exemple d'une nation où sous la protection d'un pouvoir central intelligent, ferme et tempéré, se développent joyeusement dans leurs sphères respectives l'individu, la famille, le village, la cité, le district, la province et surtout les communautés religieuses ; pour tout dire en un

mot, qu'elle inscrive sur son drapeau : *Self-government*, ou, ce qui revient au même : *Libertés démocratiques*, et l'avenir lui appartient.

Quel est en effet l'idéal que poursuivent les nations ? La liberté unie à l'ordre ; la spontanéité obéissant à la loi ; le libre jeu des organes grands et petits sous l'impulsion unique d'une puissance souveraine, ou, dans le langage philosophique, la diversité dans l'unité. Aussi les deux conditions de la civilisation sont-elles l'autorité qui en est la base immuable, et l'initiative individuelle et collective qui en est le ressort. Or, qui dans notre siècle et dans notre Occident promet aux hommes la perfection après laquelle ils soupirent ? La république révolutionnaire et radicale (qui est juste l'inverse de l'anglo-américaine). Mais elle hait et redoute, autant que le césarisme, tout citoyen et tout corps indépendants. Elle tue la commune, la municipalité par ses règlements généraux et par ses employés de tout grade. Elle est donc le despotisme tout en se disant la liberté. On commence à s'en douter, les yeux s'ouvrent, la lumière se fait. Que la Prusse donne sans grandes phrases ce que la république radicale feint d'apporter, et la révolution n'a plus de raison d'être. La démagogie sera condamnée à la fois par ses fruits détestables et par les fruits excellents de la vraie monarchie germanique ou anglaise. On arrachera à cette hypocrite son masque, on se rira ou s'indignera de ses mensonges, et elle ira cacher sa honte et sa rage dans le sein du socialisme.

Pendant ces libertés locales, ces institutions démocratiques supposent des citoyens doués en même temps d'une grande indépendance de caractère et d'une grande honnêteté. Or l'une et l'autre supposent la foi individuelle, et, cette foi-là, l'Évangile seul la fait naître et croître dans les cœurs. Aussi le catholicisme libéral est-il un contre-sens, et les libres-penseurs qui, comme M. Dollfus ¹, prêchent à

¹ *Journal de Genève*, 9 et 12 mars.

l'Europe moderne le *self-government*, exaltent les fruit d'un arbre de vie qu'ils mutilent et déracinent de leurs propres mains.

Mais la foi chrétienne domine-t-elle en Prusse, en Allemagne ? On pourrait le croire depuis neuf mois, et cependant.... à Berlin, sur 630,000 habitants, c'est à peine s'il en est 12,000 qui se rendent les dimanches dans les églises¹ ! N'est-ce point là, à l'horizon lointain, le nuage gros d'orages qui dévastera un jour toute la contrée ? N'est-ce point la tache de gangrène qui pourrait bien envahir le corps entier et le tuer ?

Toutefois, si je dois dire toute ma pensée, l'Allemagne restera la terre de l'Évangile jusqu'aux temps où les dernières et plus terribles persécutions des princes latins forceront les martyrs à se réfugier dans cette sainte forteresse qui a déjà été l'asile de leurs précurseurs lors de la révocation de l'édit de Nantes.

3° L'ALLEMAGNE

La Prusse, l'État réformé et réformateur, en domptant la France, a rendu possible l'unification de l'Allemagne, et elle est devenue le centre et le cœur d'un nouvel empire germanique.

La nation allemande s'est unie d'une manière normale, par un concours de circonstances providentielles, non par un vote de Diète, ni par un congrès des princes, ni par une insurrection du peuple, mais par un sublime élan de patriotisme qui s'est soutenu sans fléchir pendant sept mois de la guerre la plus sanglante, qui a fait taire toutes les

¹ Dans ma ville natale, qui compte 10,000 habitants, les églises protestantes (française et allemande) et catholiques voient chaque dimanche entrer dans leurs murs plus de 3,000 adultes et enfants.

résistances et qui a été sanctionné par le vote de tous les souverains allemands et des villes libres.

La Prusse imprimera à l'empire germanique son esprit tout à la fois de stabilité et de progrès¹. Puisse-t-elle ici encore, ici surtout, se faire le champion du *self-government*, laisser au *particularisme* toute la liberté d'action compatible avec l'unité, insister sur le principe de fédération jusqu'au point où l'*État fédéré* (Bundesstaat) ne serait plus qu'une *confédération d'États* souverains (Staatenbund)! Que tout Allemand ait le sentiment qu'en devenant le citoyen d'un empire invincible, il n'a rien perdu de tout ce qui lui faisait aimer son lieu natal! C'est la plénitude des vies individuelles qui fait la santé et la force du corps social. La centralisation et la bureaucratie seraient la mort de l'Allemagne.

Mais l'unité de l'Allemagne ne sera consommée que par celle de sa vie religieuse. L'ultramontanisme est son seul ennemi redoutable, et encore n'est-il point à craindre. La guerre en commun des sept mois a fait tomber les préjugés et les haines qu'il fomentait chez les catholiques contre les protestants. Bien plus, les catholiques allemands, en voyant de près ceux de France, se sont convaincus que sous le

¹ Aujourd'hui déjà un écrivain allemand, S...z, dans le *Grenzboten*, prouve, pièces en mains, que M. de Bismarck a depuis 1866 donné à l'Allemagne des lois et des institutions infiniment plus libérales que celles de la Suisse, et il prétend que ce dernier pays n'a plus le droit de se dire le plus libre de l'Europe. Nous ne nous faisons en effet aucune idée de l'énergie avec laquelle l'Allemagne opère les plus sages réformes dans les divers domaines de la législation, de la police et de l'économie sociale. Elle renverse les barrières qui s'opposaient au libre établissement des ouvriers et à la libre circulation du commerce et de l'industrie; elle possède un code unique et un tribunal suprême de commerce; son code criminel est plus libéral que les nôtres; l'an prochain elle aura un code commun de procédure civile et criminelle; en même temps elle favorise son commerce extérieur par de très-considérables réformes de ses tarifs douaniers.

même nom s'abritaient deux religions différentes. « Depuis que j'ai appris à connaître le catholicisme welsche, a dit un jour un officier prussien, j'ai honte de m'appeler catholique. » Enfin, la promulgation de l'infaillibilité papale provoque dans toute l'Allemagne une agitation, dont on est excessivement inquiet à Rome, et qui aboutira à une grande et noble église chrétienne d'un type calixtin, sœur des églises luthérienne, calviniste et unie. Ici encore la diversité ne mûrira point à l'unité, si l'Etat a la sagesse de laisser à chacune d'elles son autonomie.

Sans doute l'Allemagne unie, c'est aujourd'hui l'Allemagne restreinte; mais un jour..... Je ne suis ni Autrichien, ni Prussien, et la politique est un monde qui pour moi n'existe pas; de ma paisible retraite je cherche à lire dans le présent les grands événements de l'avenir, et ce que je vois, je ne saurais le taire.... Mais un jour, ce sera la grande Allemagne.

Les peuples allemands qui ont fondé, civilisé et gouverné l'empire d'Autriche, ont achevé leur œuvre. M. de Beust, en le divisant en deux, en a soustrait à leur suprématie la moitié orientale, et déjà en deçà de la Leitha les Tchèques et les Polonais prétendent marcher leurs égaux. S'ils doivent descendre de leur haute position, ils abandonneront le théâtre de leur ancienne gloire et redeviendront un membre et un membre très-puissant du grand corps germanique. Déjà ils combattaient naguère en esprit à côté des guerriers de Guillaume I^{er}; déjà ils saluaient, pleins d'enthousiasme, ses victoires qui étaient à leurs yeux celles de la race allemande sur les races latines, et, lorsque dans le Tyrol, la plus autrichienne des provinces de l'Autriche, le soir de la fête de la paix cinquante feux se sont allumés sur les montagnes tout autour d'Insbruck, ces flambeaux prophétiques étaient ceux des Allemands du Danube allant en une immense procession rejoindre leurs frères du Rhin et de la Sprée. Toutefois l'Autriche, pour perdre son antique centre de gravité, ne perdra rien de sa puissance : en se portant

tout entière vers l'Orient, elle deviendra l'État danubien, et elle descendra, par la Valachie et la Moldavie d'une part, par la Bulgarie de l'autre, jusqu'aux bouches du grand fleuve et aux rives de la mer Noire, où les Habsbourg transplanteront la civilisation germanique.

L'Allemagne unie sera une puissance assez formidable pour imposer le respect à tous ses ennemis, mais assez modeste pour se contenter de sa gloire présente. Elle préférera toujours le doux foyer domestique aux cruelles émotions des champs de bataille, et la culture des arts de la paix au service des armes sanglantes. Voyez-la depuis quelques années s'adonner aux pacifiques conquêtes du commerce et envahir les pays d'outre-mer par des armées d'industriels colons. En 1869, M. Drouyn de Lhuys s'étonnait du très-grand développement que le commerce de l'Allemagne du Nord avait pris depuis deux ans en Chine et au Japon. En 1867, à son retour de l'Exposition universelle de Paris, notre professeur de chimie, M. F. Sacc, disait que dans toutes les branches de l'industrie, la Prusse dépassait de beaucoup l'Angleterre et la France : « C'était là le magnifique résultat auquel était arrivée la petite Prusse avec d'aussi pauvres ressources que les siennes, mais avec un bon sens, une habileté, une persévérance qu'on n'avait pas vus depuis Sully, » — et ce résultat était « le trait le plus saillant » de ce grand concours des nations. Aujourd'hui, les cent mille ouvriers allemands que la France a expulsés au commencement de la guerre, enrichissent leur patrie de tout ce que Paris a perdu, et voyagent dans l'Europe entière, faisant au commerce français la plus menaçante concurrence. Enfin, par delà l'Atlantique, les colons allemands sont si nombreux, si riches, si influents, que telle contrée de l'Amérique du Sud sera un jour leur propriété, et qu'aux États-Unis, le président Grant doit les ménager et les flatter en vue des prochaines élections. La

¹ *Papiers secrets*, n° 6, p. 28 sqq.

race anglo-saxonne qui écrasait de sa supériorité les races latines, se voit à son tour surpassée par la race germanique.

Puissante et pacifique, l'Allemagne deviendra par son principe du *self-government*, la protectrice désintéressée des petits États qui l'avoisinent, la Suisse, la Belgique, la Hollande, qui de leur côté n'ont aucune raison de refuser le passage à son commerce. Le Danemark finira par reconnaître que son propre intérêt lui commande de vivre en paix avec elle. Mais à l'Orient, l'horizon est gros d'orage. La Russie a entrepris une œuvre inique. Prenant l'uniformité pour l'unité et la diversité pour une source de faiblesse, elle veut *russifier* et les Polonais et les races lette, finnoise, allemande des provinces baltiques. Elle les dépouille de leur langue, de leur religion. Elle n'aspire à rien moins qu'à les faire mourir comme s'il était plus permis de tuer les peuples que les individus. Mais ses malheureuses victimes la maudissent nuit et jour dans leur cœur en secret, et Dieu recueille toutes ces malédictions, qu'il lancera un jour en mille traits de foudre sur le meurtrier. Le temps viendra où sur le trône des Czars montera un prince qui ne saura pas, comme Alexandre II, résister aux tentations du panslavisme, et qui prétendra réaliser le rêve des vieux Moscovites, la monarchie universelle. Il déclarera, avec ou sans la France, la guerre à l'Autriche et à la Prusse. Que feront ces deux puissances? Leur ligne de conduite me semble, dans ma pauvreté d'esprit, si nettement tracée que, à leur place, je n'hésiterais pas un instant. Je détacherais immédiatement de mes États la Galicie et la moitié de Posen; j'appellerais aux armes les Polonais russes, les Allemands et les Finnois de la Baltique; je ferais de Varsovie et de Riga les capitales d'États neutres, et je rendrais la Finlande à la Suède. L'Allemagne serait ainsi bordée à l'Est comme à l'Ouest par des peuples libres de troisième rang qui vivraient heureux et prospères à l'ombre de ses ailes. Quant à la Russie, elle serait;

comme l'Autriche danubienne, refoulée vers l'Orient, et la cour émigrerait de Saint-Pétersbourg, d'où le choléra la chassera tôt ou tard, non point à Constantinople, où elle n'a rien à faire, mais à Moscou, qui deviendrait la capitale d'un empire immense, plus asiatique encore qu'européen.

4° LE SOCIALISME

Dans ces considérations sur l'empire allemand qu'a fondé la présente guerre, nous n'avons pas tenu compte du socialisme, qui pourtant est la plus grave question de notre époque.

Ce parti est formé de deux éléments contraires qui se dessinaient très-nettement à mes yeux dans le Congrès de la Paix à Berne, en 1868. L'un, plus latin et slave qu'allemand, était autoritaire et despotique, communiste, athée et immoral, sanguinaire; l'autre, essentiellement allemand, voulait l'association libre ou le self-government.

Ce qui fait la force du faux socialisme, c'est le nombre ses adhérents : il se vante d'en compter un million¹. C'est son organisation, la puissance absolue du comité central, l'aveugle et servile obéissance des affiliés. C'est la nature cosmopolite de son association pour laquelle il n'y a plus, comme pour les jésuites, de patrie, ni de nation. C'est le mystère qui enveloppe ses entreprises; ce sont ses menées souterraines. C'est son grand principe que le but sanctifie tous les moyens, même l'assassinat des ouvriers indépendants. C'est la république, amorce qu'il jette aux imbécis-

¹ Un million en France, Belgique, Angleterre, Allemagne. On a cependant fait la remarque que, d'après les votations pour l'Assemblée de Bordeaux, les républicains rouges ne font que le $\frac{1}{10}$ de la population totale de la France. La proportion est plus petite encore pour l'Allemagne où ce parti est à peine représenté dans le Reichstag.

les. Ce sont les misères trop réelles du prolétariat qu'il séduit par la perspective d'un ordre de chose où les passions les plus grossières s'assouviraient jusqu'à la satiété. C'est cette corruption de l'Europe moderne, qui rend les âmes accessibles à tous les mensonges. C'est enfin le soin avec lequel l'Internationale des ouvriers cache ses vraies doctrines, qui sont l'abolition de toute religion, l'abolition de la propriété privée et, comme conséquence logique, l'abolition de la famille et du mariage. Cette conséquence-là, les *nihilistes* russes ont eu la loyauté ou l'effronterie de la proclamer.

L'Internationale épiait la chute imminente de Napoléon pour s'emparer du pouvoir et mettre en pratique son « code des brutes » et ses utopies des ténèbres. Mais, grâce aux victoires des Prussiens, l'empereur tomba et la république fut proclamée sans qu'il lui fût possible d'intervenir : la France n'était occupée que de sa défense nationale. On peut aisément concevoir combien la haine des rouges s'accrut pour l'Homme de Rastadt : c'est ainsi que M. Gœtz désigne Guillaume I^{er}, dont il fait le pendant de l'Homme de Cayenne. Peu de jours après le 4 septembre, parut un manifeste des sections allemandes de l'Internationale sommant chacun de poser les armes et acclamant la république sociale universelle. Il passa inaperçu. La révolution qu'on préparait dans l'ombre en Allemagne et qui aurait donné à celle de la France sa vraie couleur rouge, fut découverte et déjouée. C'était folie que de songer à fonder la république cosmopolite de l'impiété et de la brutalité au moment où la nation sacrifiait son bonheur domestique à sa patrie, à son roi et à son Dieu. Aussi je conçois fort bien que M. de Bismarck ait déclaré dans le Reichstag ne point craindre le socialisme révolutionnaire pour l'Allemagne. Celui de l'ordre et de la spontanéité y fleurit au contraire d'une manière merveilleuse : les sociétés de crédit et les banques populaires n'ont point souffert pendant la guerre ; la confiance qu'elles inspirent est si grande qu'elle n'a pas même été

ébranlée dans les contrées les plus voisines du théâtre des combats, et depuis janvier 1871 on a vu, contre toute attente, augmenter le nombre de leurs membres. Que ces institutions continuent à prospérer et à se multiplier, et l'Allemagne est sauvée. Elles ont devant elles un magnifique avenir. Au reste, jamais la race germanique, qui excelle à chanter et peindre¹ dans leur idéale pureté et beauté les douces joies de la famille, ne les immolera sur l'autel slave de la promiscuité.

Mais le nihilisme russe s'associe et se confond avec le communisme néolatin qui a son principal siège à Paris. J'imagine que la crainte qu'inspire à l'Europe l'esprit de révolution et d'anarchie de la nation française, est pour beaucoup dans le chiffre énorme des cinq milliards de francs imposés par M. de Bismark aux vaincus.

5° LA SUISSE

Un mot sur la Suisse.

Si elle subsiste aujourd'hui encore dans son intégralité territoriale, la Suisse le doit uniquement à la Prusse.

Peu après le coup d'État du 2 décembre, Napoléon III offrit à Frédéric-Guillaume IV, de lui rendre Neuchâtel à la condition de prendre Genève. La Suisse venait de blesser au vif le roi dans ses affections et dans son honneur. La vengeance lui eût été aussi douce que facile; mais il fut assez généreux et honnête pour rejeter sans hésiter ce marché.

Avant la guerre de 1866, Napoléon convoitait, entre autres pays, la Suisse romande. M. de Bismarck l'en a

¹ A l'exposition de 1867 à Paris, j'ai été singulièrement frappé de voir les peintres des nations protestantes former tous ensemble une école nouvelle : l'école idéaliste de la vie individuelle et domestique.

accusé dans sa dépêche du 29 juin 1870 au comte Bernstorff, et le duc de Grammont n'a pas osé le nier. On a même su que le gouvernement français avait offert de l'argent à un ardent défenseur du principe des nationalités, pour le décider à appliquer cette loi imaginaire à la Suisse française. Si M. de Bismarck avait eu le même mépris que Napoléon pour la liberté et la neutralité de la Suisse, et qu'il eût consenti à cette annexion, il aurait pu fonder l'Empire allemand sans verser une goutte de sang.

La route du St-Gothard qui relie à Brindisi et à l'Orient la mer du Nord et la Baltique, assure à la Suisse le transit de la moitié du commerce européen. Nous en sommes redevables à l'esprit pratique et décidé de M. de Bismarck, qui a dit : « Ou cette route ou nulle autre, » et qui a fait cesser ainsi d'entrée toutes les hésitations. La presse suisse n'a pas manqué de crier à la trahison, et à Paris, au Corps législatif, la gauche, qui se donne aujourd'hui pour si pacifique, disait par la bouche de M. Ferry : « Le gouvernement qui a laissé faire Sadowa, laisse faire le Gothard. » Il a fallu que notre ministre, M. Kern, vint démontrer, pièces en mains, au duc de Grammont et par lui à l'Assemblée, avec quelle sollicitude le Conseil fédéral avait sauvegardé la neutralité suisse. C'est le premier et prophétique exemple d'une entreprise économique d'une suprême importance, qui se fait par le concours spontané de trois nations sans arrière-pensée politique¹.

D'où vient donc en Suisse cet engouement pour la France et cette haine ou cette peur des Allemands ? La Prusse a-t-elle comme la France fait occuper, contrairement aux traités, quelque vallée des Dappes ? S'est-elle annexé, tout en nous endormant par de bonnes paroles, quelque territoire neutre, comme Napoléon III a fait, en 1859, le Chablais et le Faucigny ? En 1861 lors de l'incendie de Glaris, en 1868

¹ *Grenzboten*, 1871, I, p. 538.

lors des inondations de nos vallées des Alpes, la France nous aurait-elle peut-être témoigné plus de sympathie par une surabondante libéralité que ne l'a fait l'Allemagne? Est-ce Napoléon qui nous donnait 20,000 fr. quand le roi Guillaume ne nous en aurait donné que 1000? En juillet dernier, qui a reconnu franchement notre neutralité, et qui prétendait nous envoyer un de ses généraux pour nous surveiller et conseiller?

Comment cette Suisse qui laisse paisiblement se réunir dans ses cités les adorateurs de Victor Hugo et ceux de Bakounine, accourant des quatre vents des cieux, se rue-t-elle à Zurich sur les Allemands célébrant dans la Tonhalle la fête de la paix, et leur donne-t-elle à Bâle, à Genève, à Berne le prudent avis de s'abstenir de toute démonstration semblable? Pourquoi applaudit-elle aux reproches les plus injurieux que nos conseillers bénévoles prodiguent à Guillaume I^{er} et à son armée?

Les causes de tant d'aveuglement sont aisées à énumérer. C'est le prestige que Paris exerce sur les esprits frivoles, qui sont partout en majorité. C'est l'indifférence religieuse qui passe l'éponge sur la St-Barthélemy et les Dragonnades et ne se soucie pas de Luther et de son peuple. Ce sont les intérêts matériels de ceux des cantons et des chemins de fer, qui veulent le Simplon et le Luckmanier. C'est la supériorité morale et intellectuelle des industriels allemands, établis dans nos villes, contre lesquels nos travailleurs ne peuvent lutter. Mais c'est surtout la rage des radicaux, des révolutionnaires et des socialistes autoritaires qui voient leur cause perdue par les triomphes de la Prusse.

Au reste, dans la plupart des cantons suisses nombreux sont les hommes qui résistent au torrent aveugle de l'opinion publique, et dont les sympathies sont pour l'Allemagne.

6° LA FRANCE

Victorieuse de la France, l'Allemagne, qui, avec son empereur, a rapporté à Dieu la gloire de ses triomphes, a vu dans la chute de cette nation naguère encore si puissante un jugement d'En Haut.

La ruine de la France, comme celle de la Prusse en 1806, est un de ces rudes châtimens de Dieu qui suivent des temps d'incrédulité et d'immoralité. « La guerre, m'écrivit-on d'Allemagne, nous a découvert dans toutes les couches de la société française un effrayant abîme de corruption¹. »

La France est, comme l'humanité entière, l'esclave des convoitises de la chair ; comme toute l'Europe actuelle, elle est infectée par le scepticisme et possédée de l'amour des richesses ; elle se scinde, comme tous les pays catholiques, en deux camps ennemis, ceux de l'incrédulité athée et de la superstition. Mais elle est possédée à un plus haut degré qu'aucun autre peuple de l'esprit révolutionnaire et de l'orgueil national. Le premier a détruit en elle tout respect pour ses princes, pour ses lois, pour le passé. Le second la pousse à se mentir et à mentir aux autres à outrance pour cacher ses humiliations, à calomnier à outrance ses ennemis, comme le font nos conseillers bénévoles, à se défendre à outrance contre toute raison par fanatisme patriotique, et à se repaître à outrance de phrases creuses et sonores. N'ayant plus foi en Dieu, elle a placé sa foi en elle-même, elle s'est adorée ; elle a dit : Je suis Dieu.

L'orgueil national, décuplé par l'orgueil catholique, a

¹ Cette démoralisation a dégoûté plus d'un officier. A Dijon le général de Werder a été assailli de dénonciations, qui pourraient bien être un jour publiées, et parmi ces dénonciations de Dijon et d'ailleurs il en était de fausses qui mettaient en danger la vie de Français innocents.

fomenté, pendant la première moitié de la guerre, chez les ultramontains, prêtres et paysans, un sanguinaire esprit de persécution, auquel personne, pour ainsi dire, n'a pris garde, mais qui n'en est pas moins le vrai mot de l'énigme des événements actuels. On projetait l'expulsion ou le massacre des protestants. C'était se déclarer solidaires des crimes de la Saint-Barthélemy; c'était en raviver devant Dieu le souvenir; c'était, en se montrant prêts à les répéter, appeler de nouveau sur soi le céleste châtement. Une fois déjà avait été cruellement punie la France de François I^{er}, de Charles X et de Louis XIV : parce qu'elle avait répandu « le sang des saints et des prophètes, » Dieu lui « avait donné à boire de son propre sang ¹. » Mais le sang que l'homme criminel a versé, subsiste jusqu'au jour de l'expiation ²: le sol ne le boit point, l'air ne l'absorbe point, les torrents de pluie ne le lavent point. Au sang qui de toutes les guillotines de la France était tombé à flots sur la terre, s'ajoutaient les orgies dont Hébert avait profané les églises, et ce culte de Robespierre qui était la déchéance du Christ, du Fils de Dieu. La nation, qui n'avait point mené deuil sur ces forfaits, et qui se montrait même toujours animée de la même haine de l'Évangile, pouvait s'attendre à de nouveaux châtements, et les plus pieux de ses enfants s'y attendaient en effet. « Le mal, disait l'un d'eux, gisait dans les os même du corps social et en consumait la moelle. » Mais qui devait en être l'exécuteur, si ce n'est un descendant de ce petit « marquis de Brandebourg, » qui seul en Allemagne avait tenu tête à Louis XIV, qui s'était permis d'accueillir 20,000 victimes de son fanatisme, et qui était pour lui un objet de dédain et d'ennui ? Il fallait que la Prusse, dont les réfugiés de France avaient éveillé et doublé les forces vives, fit éprouver à la France ultramontaine ce que l'Évangile et la Bible donnent aux plus petites na-

¹ Apoc. XVI, 3 sqq.

² Ézech. XXIV, 8.

tions de puissance morale et intellectuelle, militaire et politique. Il fallait que la dynastie qui avait pris sous sa protection les témoins du Christ, reçut en mains l'épée de Dieu pour détruire leur persécuteur. Il était convenable qu'un Hohenzollern fût proclamé empereur d'Allemagne et empereur protestant à Versailles, dans la grande salle des glaces, le 18 février, jour anniversaire de celui où Frédéric I, cent soixante-dix ans auparavant, avait posé de sa propre main la couronne royale sur sa tête à Königsberg. Déjà le Prince royal, au pied de la statue du grand Roi, avait distribué la croix de fer aux plus vaillants de ses guerriers victorieux des Français. Mais pour que de tels miracles fussent possibles, la France devait être frappée d'aveuglement, et MM. Jules Favre et Gambetta resteront un des exemples de la folie qui s'empare de ceux que Dieu veut perdre.

Paris ne devait pas être épargné. Victor Hugo, dans son style puérilement grandiose, avait beau l'appeler « la civilisation » et traiter les Prussiens « de Vandales qui la décapitent, » Dieu juge les hommes et les choses d'après une loi inconnue du vulgaire. Cette cité serait l'arche sainte de l'humanité moderne qu'elle ne pourrait être plus chère à Dieu que Jérusalem et son temple ne l'étaient à Jéhova, et Jéhova, sous Sédécias, voulant châtier son peuple rebelle et dissolu, a frappé d'aveuglement les patriotes hébreux qui se sont crus de taille à se mesurer avec le puissant roi des Chaldéens. Paris, d'ailleurs, est une Babylone, comme Londres répète Tyr, et, si l'on veut, Berlin Ninive. Or, le prophète hébreux ne se laisse nullement imposer par les splendides apparences des grandes capitales de son siècle. Il sonde, sous leur éblouissante civilisation, leurs plaies cachées; il pèse leur sens terrestre et charnel, leur impiété, leurs mœurs dissolues, et il leur dénonce les jugements de Dieu. Pourquoi ces mêmes jugements n'atteindraient-ils pas nos capitales modernes et ne commenceraient-ils point par Paris? Pourquoi Guillaume I ne serait-

il pas le Cyrus moderne que Dieu aurait chargé de porter à la Babylone de la Seine le premier coup mortel? J'ai devant moi des lettres d'ardents patriotes français qui, en voyant l'indicible corruption de leur capitale, pressentaient, eux aussi, quelque immense catastrophe. Un d'eux m'écrivait : « Dans les derniers temps, la machine sociale criait de tous côtés. Le luxe le plus désordonné était une loi; les grèves d'ouvriers éclataient partout; les exigences des salaires devenaient impossibles; pour gagner, il fallait être un habile, c'est-à-dire un voleur; les détenteurs de fonds se sauvaient avec la caisse; le dévouement devenait un piège dont il fallait se défier; la littérature, et surtout les feuilletons des journaux, une école de dissolution immonde où tous les vices et tous les crimes étaient prêchés ou excusés; les bons théâtres, si bons il y a, déserts; les mauvais, pris d'assaut, et faisant assaut à qui ferait ou dirait le plus d'infamies;... l'argent et sa fatale puissance détrônant tout, et faisant table rase avec une hideuse effronterie de toutes les distinctions sociales ou individuelles, pour ne reconnaître que lui de roi et de souverain; aussi tout coté, tout estimé à son poids d'or! Je n'en finirais pas si je voulais poursuivre la gamme de cet amas de pourriture. Enfin, de cet affreux volcan s'échappent par des fissures des cris d'alarme sous la terre qui tremble; des crimes impossibles, qu'on n'eût jamais rêvés, éclatent et font frémir les populations. Je me souviens de ce que je pensais lors de l'affaire Tropmann, que ce sinistre social serait pour la future révolution ce que l'affaire Praslin avait été pour 1848. Aussi je ne doutais plus d'un prochain cataclysmes; mais je le croyais tout autre. »

La France et Paris ont-ils compris ce que Dieu, dans sa justice et sa miséricorde, voulait produire en eux par ses châtimens, qui n'étaient qu'une humiliation après Sedan, et dont ils ont fait, par leur aveuglement, une ruine?

Il y a trois mois, nous nous demandions si la France ne

se relèverait point par ses souffrances, ne s'épurerait point par ses malheurs, ne grandirait point par ses revers. Nous nous demandions si la paix à Sedan n'aurait pas été une malédiction pour elle, et si la paix à Paris ou à Perpignan ne serait pas sa régénération et son salut. L'Allemagne, en maintenant inexorablement ses rudes conditions de paix, aurait ainsi contraint ses ennemis à sacrifier les intérêts égoïstes des partis et les criminelles passions des factions à la sainte cause de la vérité. Leur sang, comme celui des martyrs, aurait coulé toujours plus abondant et plus pur, tandis que depuis Sedan l'Allemagne perdait le sien sans profit pour elle. Elle ne voulait que mettre fin à leurs continuelles invasions, et elle aurait fait d'eux tous des héros, malgré eux, en les obligeant à défendre, au prix de leur vie, l'intégrité de leur territoire.

Et aujourd'hui, que dirons-nous de la France? que dirons-nous de Paris?

Nous reproduisons ici, sans en changer un mot, nos sinistres prévisions de janvier :

« Si, la guerre terminée, la nation française, s'unissant dans une même pensée, comme l'Allemagne vient de lui en donner l'exemple, se constitue paisiblement en un État régulier (républicain ou monarchique, unitaire ou fédératif, peu importe), nous reconnaitrons sans réserve que la guerre présente a été pour elle le creuset d'où elle est sortie purifiée et rajeunie. Si, au contraire (comme le redoutent des Français éminents), elle devait être déchirée par les factions et tomber dans l'anarchie, alors nous dirions que son élan patriotique actuel est plus semblable au fanatisme des Juifs sous Titus, qu'au noble dévouement des Athéniens à Marathon et Salamine, ou des Suisses à Morgarten et Sempach. Nous dirions alors qu'il y avait orgueil et non fierté à ne pas accepter de l'ennemi les conditions qu'on lui aurait soi-même imposées; crime et non vertu à verser le sang d'un million d'hommes, non point pour sauver son indépendance, qui n'était nullement menacée, mais pour

ne pas céder une bande de terrain de 8 à 10 lieues de large. Nous croirions alors que les Français, plus sages que leurs chefs, se souciaient peu de la guerre de partisans, et que M. Gambetta connaissait fort bien leurs sentiments, quand il recourait, pour enflammer leur zèle, à des proclamations mensongères et à la terreur. Ce patriotisme qu'exaltent les journaux et les lettres privées, nous paraîtrait donc tout à la fois factice et fiévreux. Alors enfin, ce que les catholiques nous disent de ce puissant réveil de la foi qui se produit dans les campagnes et dans les villes, ne serait plus pour nous qu'une piété de mauvais aloi ; nous nous souviendrions qu'adorer la Vierge et les saints, et leur demander l'extermination des Prussiens, ce n'est pas se convertir à Dieu par Jésus-Christ ; que cette fausse piété ne vaut guère mieux que l'incrédulité déclarée des rouges, et que sans la repentance il n'y a pas, pour des Ninivites, de bénédictions possibles. Or, rien ne me fait plus douter de leur repentance, que l'unanimité avec laquelle ils rejettent tous leurs vices et tous leurs revers sur le régime impérialiste, et que leurs déclamations furibondes contre les Prussiens, que, d'une voix non moins unanime, ils avaient conviés à cet affreux duel.

« Les *Révélations* de saint Jean contiennent une parole sinistre ; dans les derniers temps, lorsque les coupes de la colère divine se verseront sur la terre, les hommes, à cause de leurs douleurs et de leurs plaies, blasphémeront le Dieu du ciel, et *ils ne se repentiront point de leurs œuvres*.

« Or, le plus sûr moyen de ne jamais se repentir, c'est de se dire : « Je suis un ange, mais je suis condamné à être toujours gouverné par des démons. Ils se nomment Bourbons, Orléans, république, Napoléons. Ceux que je chasse sont remplacés par de pires encore. Je les subis, mais je ne suis pas responsable de leurs délits ; car je suis, comme chacun le sait, la grande et immaculée nation. »

Et Paris ? Naguère encore Paris disait, comme Ninive : « Moi et hors moi rien ; » comme Babylone : « Je suis reine

à toujours; » comme Tyr : « Je suis Dieu, le Dieu fort ¹. » Elle se repaissait de ses gloires et se croyait à l'abri de tout revers.

Tout à coup la cité royale est assiégée. Elle semble se recueillir. Endurer, mourir et vaincre : devient son mot d'ordre. Tous ses habitants sont des héros.

Le siège est levé le 28 janvier; une révolution éclate le 18 mars, et la cité des héros se trouve être une cité de bandits qui saisissent le pouvoir, et de gens ébétés qui laissent faire, de sophistes qui déraisonnent, et de sots qui leur donnent raison.

Que signifie cette transformation?

Hélas! un des plus frivoles et des plus fanatiques journalistes de Paris avait été meilleur prophète que beaucoup d'autres : « De tous les sièges fameux, a-t-il dit, le plus héroïque est celui de Sybaris, la ville des roses, et ses habitants voluptueux s'ensevelirent sous ses ruines, debout sur leurs remparts, comme Sardanapale sur son bûcher, dans les flammes d'une sublime apothéose. C'était la Volupté belle et sévère..., pâle et stoïque....., portant l'égide, la cuirasse, le casque et la lance de Minerve..... Paris donne au monde l'exemple de Sybaris ². »

Paris n'a pas été consumé par le feu, mais il court le risque de périr dans la fange.

Cette capitale, où affluaient naguère tous les princes et les grands de la terre, est devenue le rendez-vous des repris de justice de la France, de quatre à cinq mille voleurs anglais et des rouges les plus foncés de la Pologne, de l'Allemagne même, de la Belgique, des États-Unis. Elle se croyait pour toujours le Paradis du monde entier, et voilà qu'elle en est la sentine.

Le démon des révolutions y a dressé son trône, et le gouvernement qu'il a installé, c'est sa république à lui. Elle

¹ Soph. II, 15; Ésaie, XLVII, 7; Ézech. XXVIII, 3.

² Ch. Joliet, *Almanach de la guerre pour 1871*.

s'était nommée autrefois une et indivisible, directoire, consulat, puis, plus tard, ateliers nationaux. Après ses nombreuses métamorphoses, elle a pris sa forme véritable et définitive : elle se nomme sociale et universelle, et son auteur s'est incarné dans l'Internationale des ouvriers.

C'est le spectre rouge. Le fantôme a pris chair et os. On peut le voir gratis dans la grande cité de la Seine, dont un Anglais, qui en vient, nous disait l'autre jour : « C'est une succursale de l'enfer. »

Aussi nous tous qui, depuis quarante ans, luttons contre l'esprit révolutionnaire, disons-nous à tous ceux qui seraient de nous : Allez et montez sur les murs de l'enceinte de Paris, contemplez et laissez-vous instruire. Vous traitiez d'illusions nos terreurs : voyez ce que votre grand et unique principe promet de bonheur à l'Europe latine !

Voyez ces gens sans nom et sans aveu, pour qui la patrie est un préjugé, jeter le fondement de leur empire sous les canons et les regards des Prussiens qui occupent encore un tiers de la France.

Voyez-les, avec le nom sacré de la liberté sur les lèvres, s'arroger le pouvoir le plus despotique, fausser les élections et supprimer tous les journaux de l'opposition.

Voyez-les traiter Dieu d'un monsieur dont le prêtre est le serviteur, proscrire toute instruction religieuse, emprisonner l'archevêque et son clergé, faire des perquisitions dans les couvents et fermer les églises. Leurs précurseurs, pour sauver au moins les apparences, avaient encore un culte, ne fût-ce que celui de la raison. Eux, n'adorent absolument rien qu'eux-mêmes.

« Horde de bandits¹, » ils tirent sur les foules inoffensives, assassinent des généraux, fusillent en secret derrière

¹ Voyez, dans le *Journal de Genève* du 29 mars l'article très-remarquable de M. Dameth sur la république et la révolution. Cet article marque la date où le principe opposé à l'esprit révolutionnaire pénètre enfin dans le grand courant des idées du siècle.

les barricades un nombre plus ou moins grand de leurs ennemis, et arrêtent les suspects.

Voyez-les piller les caisses publiques, enlever des temples les vases sacrés, voler les tableaux des musées, dépouiller les patrons de leurs ateliers, confisquer les biens des absents.

Ils se réjouissent à la pensée qu'il devient impossible de faire bénir son mariage par un prêtre : c'est un acheminement à la suppression de toute formalité quelconque et aux unions libres.

Quatre ou cinq autorités souveraines sont en présence. On se querelle, on s'injurie, on s'emprisonne. C'est une anarchie, d'où il ne sort pas un homme supérieur et pas une idée nouvelle. C'est une incapacité politique sans exemple. Des généraux étrangers font seuls preuve de quelques talents. Ce ne sont d'ailleurs que des proclamations où l'on ment aussi effrontément que le comte de Palikao et M. Gambetta, et plus stupidement que personne, et que des journaux où les juréments les plus vulgaires tiennent lieu d'esprit.

Les monstres de 1793 étaient au moins des géants qui inspiraient la terreur : ceux-ci sont des Liliputiens qui prêteraient à rire s'ils étaient moins malhonnêtes.

Voilà donc où aboutit la révolution de 1789 ! Elle était politique à l'origine, elle est communiste à son terme. Elle commence avec Mirabeau et finit avec Assi, Varlin, Avoine, Billorey, Grousset, etc., etc. Elle apportait la liberté et l'égalité au monde, et son dernier mot, c'est la faiméantise aux dépens d'autrui qu'on dépouille.

En 1848, M. Victor Hugo, qui est un grand écrivain quand il ne chausse pas la cothurne, prophétisait ainsi :

« Le socialisme ou la république rouge, c'est tout un ; car il renversera le drapeau tricolore et arborera le drapeau rouge. Du métal de la colonne Vendôme il fera des gros sous. Il abattra la statue de Napoléon et élèvera celle

de Marat. Il supprimera l'Académie, l'École polytechnique et la Légion d'honneur. A la haute devise : « liberté, égalité, fraternité » il ajoutera l'alternative : « ou la mort. » Il amènera la banqueroute. Il ruinera les riches sans enrichir les pauvres. Il détruira le travail, qui donne à chacun son pain. Il abolira la propriété et la famille ; il promènera sur des piques les têtes coupées, remplira les prisons de suspects et les videra par des massacres. De la France il fera la patrie des ténèbres. Il égorgera la liberté, étouffera les arts, décapitera la pensée, niera Dieu. Il mettra en mouvement ces deux machines fatales, dont l'une ne fonctionne pas sans l'autre : la presse aux assignats et la guillotine. En un mot, il fera de sang-froid ce que les hommes de 93 ont fait dans leur fièvre, et après le grandiose terrible que nos pères ont vu, on nous montrera l'horrible dans le petit et le bas. »

Paris, qui enivrait le monde du vin de la révolution, n'est-il pas tombé dans un tel état de *delirium tremens* qu'il doit, comme l'ilote à Sparte, apprendre au monde entier à rougir de cette ivresse ?

Ah ! que ne donneraient pas à cette heure le vrai Paris et la vraie France pour avoir un Frédéric-Guillaume III et une reine Louise qui pleureraient avec eux sur les ruines de la patrie et qui travailleraient sous le regard de Dieu et avec foi à son relèvement ? Mais ils ont guillotiné ou chassé ou regardé tomber tous leurs souverains, et chacun d'eux a laissé après lui un parti qui prétend maîtriser toute la France, tandis que la république est exécrée des campagnes et adorée des populations des grandes villes.

L'esprit révolutionnaire, c'est le venin d'une maladie transitoire, qu'on prétend être le sang, la vie, la santé, la force du corps, et qui tue. La réforme seule est la vie.

Il faut choisir !

L'Allemagne, que les conseillers bénévoles prétendent compromettre la cause de la civilisation, contemple la France, s'instruit et fait son choix qui sera irrévocable.

Mais quel sera le sort de Paris et de la France? Nul ne peut le dire. Quand sa boussole est affolée, le navire prend avec une égale confiance toutes les directions possibles. Il peut aborder dans tous les ports, il peut se briser sur tous les écueils.

Hier la France donnait huit millions de suffrages à Napoléon; demain elle en donnera autant peut-être à Henri V ou à l'un des Orléans.

Hier d'une voix unanime elle exaltait une centralisation qui atrophiait tous les membres; aujourd'hui elle incline vers un fédéralisme qui détruirait son unité.

Hier les bourgeois de Paris tenaient pour très-convenables la propriété et la famille; ils trouvent aujourd'hui que les théories contraires des socialistes ont du bon.

« La France n'a plus de principes, je ne dis pas religieux, mais moraux : » tel est le résumé du tableau qu'un Parisien libre-penseur nous traçait, le cœur navré, de sa patrie. « C'est un chaos, » lisons-nous dans l'*Église libre*, de M. Pilate. Les Allemands diraient la France *bodenlos*. Là où le sol manque, on ne peut rien édifier de durable.

D'où vient le mal?

Du catholicisme qui confisque au profit des prêtres la conscience individuelle, propage l'idolâtrie et la superstition, et par ces deux moyens altère le sens commun, paralyse le sens moral et tue l'indépendance du caractère. Aussi est-il suivi en tous lieux par le despotisme et par l'incrédulité, qui achèvent son œuvre en annihilant la conscience.

Quel est le remède?

Les libres-penseurs disent : l'instruction et le travail. Nous disons : l'Évangile.

Calvin l'avait rendu à la France. Elle l'a repoussé. Mais en rejetant le vrai Christ, elle a fini par perdre le vrai Dieu, et à qui perd Dieu, il ne reste rien que la chair et ses convoitises, qui tuent l'âme.

¹ 1 Jean, V, 12.

La France peut-elle revenir au temps de Calvin et faire reculer de trois siècles l'ombre au cadran de sa vie? Un officier catholique, longtemps prisonnier en Allemagne, écrivait à l'un de nos pasteurs : « Il faut à ma patrie un second Calvin. » Mais Dieu accorde-t-il deux fois le même prophète à un peuple? En 1861, M. Rosseeuw-Saint-Hilaire avait proclamé de nouveau : « Ce qu'il faut à la France; » a-t-elle donné à cette voix la moindre attention? L'an passé Dieu lui a parlé, à sa manière, à coups de foudre : l'a-t-elle écouté?

J'en cherche les indices et ne les trouve pas. La guerre civile a tempéré ses cris de vengeance et de rage; mais la frivolité et l'indifférence se sont accrues; la lutte sanglante entre Paris et Versailles est pour le reste de la France un accident dont on se préoccupe le moins possible, et la Commune, telle que l'entend l'Internationale, est l'incarnation de l'égoïsme politique.

Les protestants renient la religion du vainqueur; et cependant il est évident que l'Allemagne doit ses triomphes à la Bible, qui dans les écoles l'a formée à la piété, au devoir, à la spontanéité et à l'obéissance.

Les catholiques disaient avec M. de Montalembert : « Nous sommes les fils des croisés et nous ne reculerons jamais devant les fils de Luther. » Or voici que les fils de Luther ont en sept mois fait reculer en 170 rencontres les fils des croisés! Les Vendéens, les Bretons sont-ils à ce point humiliés et instruits par leurs revers qu'ils soient prêts à quitter le culte de la Vierge pour l'Évangile de leurs vainqueurs?

Et cependant, sans l'Évangile et une radicale réformation, la France est perdue, infailliblement et absolument perdue.

Que si par delà les épaisses ténèbres du moment présent, je cherche à discerner la figure de la France aux derniers temps de l'économie actuelle, je crois la voir, je ne dis pas

d'après la prophétie biblique, mais d'après mon interprétation de cette prophétie, toujours maîtresse de l'Algérie, faisant, de concert avec la Russie (vers 1930), la guerre aux juifs rétablis en Palestine. Je crois la voir incorporée dans un vaste empire latin, grec et latin, dont Rome sera la capitale. Je suis certain que les chrétiens évangéliques seront exposés dans tout cet empire à des persécutions de plus en plus sanglantes jusqu'à la dernière qui sera la plus terrible, et j'en conclus que l'ultramontanisme gardera en France jusqu'à la fin toute sa puissance.

Dans ces temps-là, « la grande cité » européenne se brisera en trois parts : l'empire catholique et romanique, l'empire germanique et évangélique, l'empire slave de religion grecque.

Si les deux empires extrêmes se liguent contre celui du milieu, le plus faible sera le plus fort, quelles que puissent être les péripéties de la lutte ; car il est le soutien de la liberté et de la vérité, et il faut un asile aux martyrs de l'Antechrist.

CORRECTIONS ET ADDITIONS

Page 11, ligne 7. Note. Lavallée, dans son *Histoire des Français*, t. III, p. 313, après avoir dit que l'électeur de Brandebourg, Frédéric III, avait reçu de l'empereur Léopold la promesse d'être reconnu roi de Prusse, ajoutait, en 1841 : « Léopold ne vit pas la portée de cette *royauté protestante et militaire* créée au nord de l'Allemagne, qui devait *refluer l'influence autrichienne au midi*, devenir une des grandes puissances de l'Europe en se plaçant comme *centre et appui des petits États du Nord*, et donner pour ainsi dire *au protestantisme son empereur*. » « Il faudrait pendre, disait le prince Eugène, les ministres qui ont donné un tel conseil à Léopold. »

P. 11, l. 19. Lisez : à l'entrée des troupes françaises dans cette cité.

P. 42, l. 19 et 32 : Guillaume I^{er}, et *passim*.

P. 79. Lisez : Je renverrais à certains épisodes bien connus des guerres des Français en Algérie, et aux tableaux...

P. 93, l. 22. Une Française en séjour à Neuchâtel, dont on a pillé de fond en comble la maison de campagne près de Paris, et qui en accusait les Prussiens avec une amertume que chacun aurait éprouvée à sa place, a été contrainte d'avouer, après de plus amples enquêtes, que les coupables étaient des Français déguisés en soldats allemands. — On m'a cité plusieurs autres faits pareils ; mais je les passe sous silence parce qu'ils me paraissent moins bien avérés.

P. 99, l. 33. Un de mes jeunes parents, M. de M., qui a passé trois mois à Orléans comme médecin en chef d'ambulances prussiennes, me dit que ce qui l'a le plus frappé, c'est la confiance que les gendarmes prussiens inspiraient aux Français. Les bourgeois, dans leurs querelles avec leurs hôtes, appelaient immédiatement ces gendarmes, certains qu'ils étaient de leur impartiale justice. On avait même recours à eux, de préférence à tous autres, dans les cas de rixes entre Français. — Appelé par ses fonctions à parcourir la Beauce, qu'on disait à Orléans entièrement saccagée par les Prussiens, il avait vu partout des meules intactes de blé, ou de foin et les basses-cours pleines de volaille. — A Orléans même, pendant l'occupation étrangère, les journaux français n'étaient soumis à aucune censure, et ils racontaient tous les jours les soi-disant victoires de leurs armées. Seulement ils étaient astreints à publier les bulletins officiels allemands.

P. 100 et 101. Un Français m'écrit « que l'histoire du comte de Waldensée est fausse, ainsi que l'a reconnu la *Gazette de Brême*;—que mon récit de la prise de Rouen (d'après la *Décentralisation* de Lyon) est plein d'inexactitudes, et que la ville a été frappée d'une contribution de 13 millions, dont on n'a pas, il est vrai, exigé le paiement immédiat; — qu'à Châteaudun, 252 maisons ont été brûlées à la main par les Prussiens d'après des documents authentiques, et qu'on peut me citer les noms de ceux qui ont été brûlés vifs avec de la paille mise sous leurs lits. » — Pour Châteaudun, je n'admets pas qu'il y ait de témoins plus irrécusables que ceux que je cite. — Quant à Rouen, si les journaux français ne méritent pas même créance quand, d'après de « nombreux documents, » ils disent du mal des Français et du bien des Allemands, tout autant vaut alors n'en plus lire un seul. — Enfin l'histoire du comte de Waldensée a pour garants la *Gazette de Cologne* et le *Times*, et je la retrouve dans l'*Histoire de la guerre de 1870* (en allem.) par K. Winterfeld, p. 355. Plus de 70,000 exem-

plaires se sont déjà vendus de cet écrit, et l'auteur, s'il eût eu le moindre doute sur la vérité de ce fait, ne l'aurait certainement pas introduit dans son récit.

P. 101, l. 33. Les journaux français se sont bien gardés de dire qu'à la capitulation de Paris les premiers vivres fournis à ses habitants affamés ont été soixante mille quintaux de farine, livrés par l'intendance prussienne à prix taxé, et que quinze mille portions ont été *données* à Saint-Denis par les Tartares de M. Franck.

On lit dans le *Journal du Jura* : « Immédiatement après la réception de la convention concernant les préliminaires de paix, l'autorité prussienne a donné l'ordre aux troupes de ne plus faire de manœuvres dans les champs, ni de pénétrer, pour quelque cause que ce soit, sur les terres en culture, sans le consentement des maires. »

Au reste, les accusations de cruautés faites par les Français aux Allemands ont perdu à cette heure toute valeur. Les Prussiens voient les fédérés de Paris causer aux villages inoffensifs de la banlieue, et les troupes de Versailles causer à Paris dix fois plus de dommages que ceux qu'on leur reproche avec tant de violence. « Cette guerre civile devient absolument féroce, » écrit-on de Versailles au *Times* le 4 mai.... « Brigands, assassins : telles sont les épithètes qu'échangent les deux partis. La haine des Français contre les Prussiens, et le mépris des Prussiens pour les Français, durant la guerre qui vient de se terminer, sont des sentiments doux, à côté de ceux qui animent en ce moment les Français les uns contre les autres. » D'après nos correspondances de France, un grand apaisement s'opère depuis la paix dans les esprits ; on oublie ces Alsaciens qui se sont montrés si prompts à se réclamer de leur nationalité allemande ; dans les villes les soldats ennemis se rendent utiles à leurs hôtes et se font aimer d'eux ; dans les villages ils font avec les gens du pays les travaux de la campagne, et deviennent comme des membres de la famille. Le séjour prolongé des troupes allemandes en France

contribuera peut-être puissamment à rapprocher les deux nations qui sont faites pour s'estimer et s'aimer, et non pour s'injurier et se haïr.

P. 116, l. 20. M. de M. me dit que pendant les trois mois où plus de 150,000 soldats allemands avaient successivement occupé Orléans, ville de 50,000 habitants, il y avait eu deux délits de ce genre, mais que les coupables avaient été très-sévèrement punis par les autorités prussiennes.

P. 122. J'aurais pu citer les nombreux et touchants récits des neutres sur la fête de Noël chez les armées allemandes en France et au milieu des prisonniers français en Allemagne. — On me reproche de n'avoir point protesté contre certaines prédications scandaleuses de flatterie qui ont déshonoré les chaires de l'Allemagne. Mais j'ai pris la plume pour réfuter les accusations injurieuses que les conseillers bénévoles ont faites à l'Allemagne, et non pour reprocher à celle-ci ses péchés. Puis, les sermons allemands que j'ai reçus ou achetés, étaient tous irréprochables. Enfin, il m'eût été impossible de dire, sans une enquête assez difficile, si les pasteurs qui ont fait de Guillaume I un Gédéon, un David, et des Français des Philistins, sont la grande majorité ou l'infime minorité des clergés luthériens et calvinistes d'outre-Rhin. Mais il est telle page de ma brochure qui prouve abondamment que je ne me fais aucune illusion sur l'état religieux de l'Allemagne actuelle.

22 LUC 4871

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Préface de la seconde édition.....	II
Avant-propos de la première édition	1

Première partie. — Le passé.

I. L'ancienne monarchie française	9
II. La république française	14
III. Les Français en Suisse	20
IV. L'Empire français et la Prusse	23
V. L'Allemagne et la Prusse de 1815 à 1870	37

Seconde partie. — Le présent.

I. La déclaration de guerre	49
II. L'armée allemande avant Sedan et les armées françaises. 63	
III. L'armée allemande depuis Sedan	75
IV. Les conseils bénévoles	84
1. Cruautés	86
2. Exactions	102
3. Brutalité	115
4. La conquête	117

	Pages.
5. Le roi parjure	119
6. Le roi hypocrite	120
7. L'Évangile et la guerre	124
V. La conquête de l'Alsace et de Metz	128
1. Le malentendu	128
2. Napoléon à Sedan	129
3. M. J. Favre à Ferrières	131
4. M. Gambetta	138
5. Le 1 ^{er} mars	146
6. L'Alsace	151
7. Un épisode	154

Troisième partie. — L'avenir.

1. La situation inverse	163
2. La Prusse.	166
3. L'Allemagne	168
4. Le socialisme	173
5. La Suisse	175
6. La France	178
Corrections et additions	191

5682819

CHEZ H. GEORG, ÉDITEUR

GENÈVE ET BALE

- Fréd. de Rougemont.** La Chute d'une idole. Page de l'histoire contemporaine. In-8. 1 50
- Comte A. de Gasparin.** La République neutre d'Alsace. 2^{me} édition. 1 50
- Appel au patriotisme et au bon sens 1 —
- Campaux, A.** Une visite au général Ulrich. 1 —
- Historicus.** Les conditions de la paix et les droits de l'Allemagne. 2^{me} édition. 1 —
- Carrière.** Mémoires de Pierre Carrière, dit Corteis, pasteur du désert. Histoires des misères d'autrefois, 1685-1730. — Publiés pour la première fois (d'après un manuscrit de la Bibliothèque de Zurich), par J.-G. Baum, professeur à Strasbourg. In-8. 1 50
- Merle d'Aubigné.** Le Concile et l'infaillibilité. Conférence. — 60
- Barni (Jules).** Napoléon et son historien Thiers. 3 50
- Les Martyrs de la libre pensée. 2 75
-



